

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

DU
PRINCIPE DU DROIT DE PRISE

DANS
LA GUERRE MARITIME
ET DES RESTRICTIONS QU'IL COMPORTE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

Le jeudi 21 mars 1912, à 3 heures

PAR

Marcel POGNON

Président : M. RENAULT, professeur.

Suffragants : { *MM. JACQUELIN, professeur.*
GEOUFFRE DE LAPRADELLE, professeur.

PARIS
ÉMILE LAROSE, LIBRAIRE-ÉDITEUR
11, Rue Victor Cousin, 11

1912



Digitized by the Internet Archive
in 2026

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les
thèses ; ces opinions doivent être considérées
comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

DU

PRINCIPE DU DROIT DE PRISE

DANS

LA GUERRE MARITIME

ET DES RESTRICTIONS QU'IL COMPORTE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

Le jeudi 21 mars 1912, à 3 heures

PAR

Marcel POGNON

Président : M. RENAULT, professeur.

*Suffragants : { MM. JACQUELIN, professeur.
 GEOUFFRE DE LAPRADELLE, professeur.*

PARIS

ÉMILE LAROSE, LIBRAIRE-ÉDITEUR

11, Rue Victor Cousin. 11

1912



A MES CHERS PARENTS

DU
PRINCIPE DU DROIT DE PRISE
DANS
LA GUERRE MARITIME
ET DES RESTRICTIONS QU'IL COMPORTE

PREMIÈRE PARTIE
DU DROIT DE PRISE
DANS LA GUERRE MARITIME

CHAPITRE PREMIER

**Du droit de prise dans la guerre maritime avant
la seconde Conférence de la Paix de 1907.**

La coutume suivie dans les guerres maritimes depuis la plus haute antiquité a toujours été la capture de la propriété privée ennemie, navire de commerce et marchandises qu'il contenait. Au moyen âge où l'emploi de la course, dont le but essentiel était la prise des navires de commerce ennemis, fut si universellement pratiqué, le Consulat de la mer se

contentait de dire : « Lorsqu'un navire allant ou venant ou étant en course, rencontre un navire marchand, si ce dernier appartient à des ennemis ainsi que sa cargaison, il est inutile d'en parler, parce que chacun est assez instruit pour savoir ce qu'il doit faire, et, dans ce cas, il n'est pas nécessaire de donner de règle. »

SECTION I

Opinions des publicistes du XVIII^e siècle.

Cette opinion fut partagée par Hugo Grotius, d'abord dans son *De Jure prædæ commentarius* (1), réponse qu'il donna à une consultation demandée par la Compagnie hollandaise des Indes au sujet de la capture du navire portugais *la Catarina* effectuée par le capitaine hollandais Heemskerk dans le détroit de Malacca, et plus tard en 1624 dans son célèbre ouvrage *De Jure belli ac pacis*. Puffendorf estime qu'il est nécessaire qu'un traité de paix vienne confirmer *l'occupatio bellica* pour que celle-ci soit définitive (2); pour Bynkershock c'est un véritable droit pour le vainqueur de s'emparer de la propriété privée dans les guerres maritimes (3). Vattel reconnaît

1. Écrit en 1604, cet ouvrage n'a été édité qu'en 1868 par M. Hamaker.

2. Puffendorf. *De Jure naturæ et gentium*.

3. Bynkershock, *Questiones juris publici*.

implicitement le droit de capture, puisqu'il admet « le droit de priver l'ennemi de ses biens, de tout ce qui peut augmenter ses forces et le mettre en état de faire la guerre ».

Mais au XVIII^e siècle, nous voyons pour la première fois apparaître un principe tout à fait nouveau et que l'on n'est pas encore parvenu à faire admettre, de nos jours, celui de l'inviolabilité de la propriété privée sur mer. Le premier, en effet, l'abbé Mably dans son *Droit public de l'Europe fondé sur les Traités* (1748) s'élève contre le droit de prise dans la guerre maritime et montre le péril économique que ce droit fait courir aux Etats qui ont une importante flotte de commerce. Cette protestation devait cependant rester isolée pendant de longues années, car ce n'est qu'en 1779 que nous voyons Linguet préconiser dans ses *Annales politiques* l'extension du sauf-conduit accordé à Cook à tous les autres navires de commerce, et Galiani (1) et de Martens (2) demander l'abolition du droit de capture de la propriété privée sur mer.

Ces auteurs n'ont certainement pas été sans subir l'influence de Jean-Jacques Rousseau qui déjà en 1762 dans son *Contrat social* avait montré que la guerre est une relation d'État à État et non d'homme à

1. Galiani. *De' doveri de principi neutrali verso i principi guerregianti, e di questi verso i neutrali*, 1782.

2. De Martens. *Essai sur les armateurs*, 1795.

homme : « C'est le rapport des choses et non des hommes, dit-il, qui constitue la guerre ; et l'état de guerre ne pouvant naître des simples relations personnelles mais seulement des relations réelles, la guerre privée ou d'homme à homme ne peut exister ni dans l'État de nature où il n'y a point de propriété constante, ni dans l'État social où tout est sous l'autorité des lois. La guerre n'est donc point une relation d'homme à homme, mais une relation d'État à État dans laquelle les particuliers ne sont ennemis qu'accidentellement, non point comme hommes ni même comme citoyens, mais comme soldats, non point comme membres de la patrie, mais comme ses défenseurs... Ces principes ne sont pas ceux de Grotius ; ils ne sont pas fondés sur des autorités de poètes, mais ils dérivent de la nature des choses et sont fondés sur la raison (1). » Ainsi les navires de commerce en tant que propriété appartenant à des particuliers, doivent rester en dehors des hostilités.

SECTION II

Efforts effectués en faveur de l'inviolabilité de la propriété privée sur mer

Malgré la faveur rencontrée par cette thèse parmi les publicistes du XVIII^e siècle, on ne trouve qu'un seul

1. J.-J. Rousseau. *Contrat social*. Livre I, chap. IV.

traité qui y soit conforme, et encore peut-il être considéré comme une véritable curiosité diplomatique, c'est le traité conclu entre la Prusse et les États-Unis le 10 septembre 1783. L'article 23 stipulait qu'en cas de guerre, bien problématique d'ailleurs, entre les deux États, la capture des vaisseaux marchands engagés dans un commerce pacifique serait interdite ainsi que la course dont le but était précisément cette capture. Cette disposition fut de peu de durée car un nouveau traité du 11 juillet 1799 entre les mêmes États vint la supprimer.

En décembre 1823, le président des États-Unis, James Munroe, invoquant des idées d'humanité, proposa à la France, à l'Angleterre et à la Russie un projet tendant à interdire la capture des navires de commerce de l'ennemi ainsi que de leurs cargaisons. Cette proposition n'eut point de suite ; il y avait en effet une grande disproportion dans les avantages procurés par cette abolition de la capture aux États-Unis d'une part, et à la France et l'Angleterre d'autre part. Les États-Unis avaient une flotte de commerce nombreuse, et ils allaient être contraints, si leur projet était repoussé, de créer une marine de guerre importante et très coûteuse afin de protéger leurs intérêts commerciaux. La France et l'Angleterre au contraire avaient une marine de guerre suffisante pour la protection de leur marine marchande et auraient perdu en adoptant le principe de l'inviolabilité

toute action dans une guerre entreprise contre les Etats-Unis.

Après la guerre de Crimée, la Déclaration de Paris du 16 avril 1856 proclama l'abolition de la course. Les États-Unis déclarèrent ne pouvoir accepter cette clause que si elle était accompagnée de la reconnaissance de l'inviolabilité de la propriété privée sur mer. Ils estimaient qu'en temps de guerre, vu l'infériorité de leur marine militaire, la course leur était indispensable tant que leur marine marchande ne serait pas à l'abri de la capture. La Prusse, l'Italie et la Russie étaient prêtes à accéder à cette demande, la France n'y était pas opposée, mais l'Angleterre s'étant nettement montrée hostile, la réponse fut négative.

Ainsi, les deux tentatives que nous venons d'indiquer en faveur de l'abolition du droit de capture avaient échoué, et il est à remarquer que ce n'est qu'en 1866, c'est-à-dire plus de quatre-vingts ans après le traité de 1785, que nous retrouvons de nouveau une Convention internationale dans laquelle on ait admis, mais sous réserve de réciprocité, que la propriété privée sur mer serait inviolable. En effet, c'est lors de la guerre de 1866 que l'Autriche, la Prusse et l'Italie renoncèrent d'un commun accord à l'exercice du droit de capture. Une ordonnance impériale du gouvernement austro-hongrois du 13 mai 1886 décida :

ARTICLE PREMIER

« Les navires marchands et les chargements ne peuvent, par la raison qu'ils appartiennent à un pays avec lequel l'Autriche est en guerre, être capturés en mer par des bâtiments de guerre autrichiens, ni être déclarés de bonne prise par les cours de prises autrichiennes, si la puissance ennemie observe la réciprocité envers les navires marchands autrichiens. L'observation de la réciprocité est admise, jusqu'à preuve du contraire, quand un traitement également favorable de la part de la puissance ennemie est garanti par les principes connus de la législation ou par les déclarations émanées de cette puissance au commencement des hostilités. »

ART. 2

« L'article 1^{er} n'est pas applicable aux navires qui portent de la contrebande de guerre ou qui violent un blocus légalement obligatoire. »

De son côté, le Gouvernement prussien rendait le 19 mai 1866 l'ordonnance suivante :

« Sur la proposition du Ministère d'État, je décide qu'au cas d'une guerre, les navires marchands appartenant aux sujets de l'État ennemi ne seront pas capturés par mes navires de guerre en tant que l'État ennemi usera de réciprocité à cet égard. Cette

disposition ne sera pas applicable aux navires qui seraient sujets à capture même s'ils étaient neutres.

« Le Gouvernement autrichien ayant par ordonnance impériale du 13 mai dernier, déclaré qu'il se conformerait au principe de réciprocité tel qu'il est spécifié dans l'article 241 du Code de la marine marchande du Royaume d'Italie, l'abolition de la capture et de la prise des bâtiments marchands ennemis de la part des navires de guerre de l'État, abolition proclamée par le susdit article 241 du Code, est mise, pendant la présente guerre, en pleine vigueur entre l'Italie et l'Autriche, sauf pour les bâtiments qui transporteraient de la contrebande de guerre, ou qui tenteraient de violer un blocus. Le tout en conformité du Code susmentionné. »

Quant à l'Italie, dans son ordonnance du 20 juin 1866, elle déclarait appliquer les articles 241 et 242 de son code de la marine marchande du 21 juin 1865.

Cet accord des trois puissances belligérantes consentant au début des hostilités à exonérer les navires de commerce ennemis des risques de la guerre est à retenir, car c'est le seul cas où l'on ait pu voir la mise en pratique du principe de l'inviolabilité de la propriété privée sur mer.

Ce principe fut admis par l'Italie et les États-Unis dans le traité qu'ils signèrent le 26 février 1871 et dont l'article 12 reproduisait les articles du Code de la marine marchande italien de 1865.

Au début de la guerre franco-allemande de 1870, la Confédération de l'Allemagne du Nord dont la flotte de guerre était insuffisante pour la protection de ses navires de commerce, tenta d'amener la France à reconnaître l'inviolabilité de la propriété privée sur mer, en proclamant par l'ordonnance royale du 18 juillet 1870 qu'elle s'abstiendrait au cours des hostilités de toute capture des navires marchands français (1). Elle espérait ainsi sauvegarder son commerce extérieur. Mais le Gouvernement français répondit à cette ordonnance par une note du *Journal officiel* du 25 juillet 1870 où il était dit : « Le Gouvernement de l'Empereur a donné des ordres pour que dans la poursuite de la guerre, les commandants des forces françaises de terre et de mer observent scrupuleusement vis-à-vis des puissances qui demeureront neutres les règles du droit international et pour qu'ils se conforment notamment aux principes posés dans la déclaration du Congrès de Paris du 16 avril 1856... (2) » C'était une fin de non-recevoir, et l'ordonnance allemande fut révoquée le 19 janvier 1871.

1. *Archives diplomatiques*, 1871-1872, t. I, p. 184.

2. *Archives diplomatiques*, 1871-1872, t. I, page 261.

SECTION III

Opinions des publicistes du XIX^e siècle.

Ainsi, comme nous venons de le voir, la thèse admise au XVIII^e siècle par l'abbé Mably et quelques autres publicistes n'a eu qu'une très faible influence sur les faits et a été impuissante à lutter avec succès contre les intérêts des États dotés d'une forte marine de guerre. Et pourtant, grâce au développement des idées tendant à faire admettre la règle, déjà édictée par Jean-Jacques Rousseau, d'après laquelle la guerre n'est que la lutte entre les forces organisées des deux États, les partisans au XIX^e siècle de l'inviolabilité de la propriété privée sur mer avaient redoublé d'efforts pour introduire, dans la guerre maritime, le principe universellement admis de nos jours dans la guerre continentale, du respect de la propriété privée. Parmi ceux-ci nous pouvons citer les publicistes et juriconsultes Mancini, Paternostro, Pierantoni, Vidari et presque tous les professeurs de droit italiens; les allemands Bluntchli, Bulmerincq, Geffcken, Gessner, de Neumann, Perels, l'argentin Calvo, les français de Bœck, Cauchy, Desjardins, Massé, le belge de Laveleye et le russe F. de Martens. Nous retrouverons l'exposé des arguments de ces auteurs dans le remarquable discours prononcé par M. Choate, délégué

des États-Unis d'Amérique à la deuxième Conférence de la Paix de 1907.

Certains de ces partisans de la thèse de l'inviolabilité admettent cependant quelques restrictions ; c'est ainsi que M. de Bœck et en général les membres de l'Institut de Droit international estiment juste de concéder aux belligérants un droit de préemption qui leur permettra de prendre à bord des navires de commerce ennemis les choses dont ils pourront avoir un besoin immédiat ; un procès-verbal constatera alors la quantité et la nature des objets préemptés et les motifs qui ont nécessité cette préemption ; le capitaine du navire de commerce ennemi recevra un duplicata de ce procès-verbal, et fera avec cette pièce valoir devant un tribunal des prises son droit à une indemnité (1).

M. de Bœck, considérant que la propriété privée peut, dans la guerre continentale, être détruite en cas de nécessité, admet qu'il serait difficile d'interdire à un belligérant de couler les navires marchands ennemis qui se trouvent à sa portée pour en fermer l'entrée d'un port ou d'un fleuve. Il accorde de plus au belligérant un véritable droit de réquisition qui lui permettra de contraindre l'adversaire à lui céder ou à lui louer, suivant les circonstances, les navires de

1. De Bœck, *De la propriété privée ennemie sous pavillon ennemi*, no 730, 731.

commerce qu'il juge pouvoir utiliser soit comme navires de guerre, soit comme transports (1).

Cependant, malgré les progrès faits de nos jours par la thèse de l'inviolabilité, certains auteurs sont restés fidèles à l'ancienne pratique de la saisie et capture en mer des navires de commerce ennemis (2); nous trouvons parmi eux Heffter, Johnstone, Kant, Lorimer, Travers Twiss, Westlake, Wheaton, Barboux, Funck-Brentano, Sorel, Hautefeuille, Ortolan, Pistoye et Duverdy. Ces auteurs ont d'ailleurs vu triompher leurs opinions dans les deux Conférences de la Paix de 1899 et 1907. Un essai avait été tenté par les Etats-Unis pour faire consacrer à la première Conférence de la Paix le principe de l'inviolabilité de la propriété privée sur mer ; mais la discussion de cette proposition fut écartée et la Conférence émit seulement un vœu tendant à ce qu'une Conférence ultérieure l'examinât. La seconde Conférence de 1907 exauça ce vœu, mais n'admit pas, comme nous allons le voir, le principe qu'on lui demandait d'imposer.

1. De Buck. *De la propriété privée ennemie sous pavillon ennemi*, n° 733 et s.

2. Voir leurs arguments dans le discours de M. Louis Renault à la deuxième Conférence de la Paix.

CHAPITRE II

Le droit de prise dans la guerre maritime à la seconde Conférence de la Paix de 1907

SECTION I

Thèses soutenues en faveur de l'inviolabilité de la propriété privée sur mer

§ 1. — THÈSES FAVORABLES SANS RÉSERVES

Les délégations des Etats-Unis d'Amérique, d'Autriche-Hongrie, d'Italie, des Pays-Bas, du Brésil, du Danemark, de Belgique et de France avaient saisi la quatrième Commission de dix propositions concernant le maintien ou l'abolition de la capture de la propriété privée sur mer. Ce fut celle des Etats-Unis qui servit de base à la discussion : « La propriété privée de tous les citoyens des Puissances signataires, à l'exception de la contrebande de guerre, sera exempte, en mer, de capture ou de saisie par les navires armés ou par les forces militaires desdites Puissances. Toutefois cette disposition n'implique aucunement l'inviolabilité des navires qui tenteraient d'entrer dans un port bloqué par les forces navales des susdites

Puissances, ni des cargaisons desdits navires (1). »

Cette proposition fut ardemment soutenue par M. Choate, délégué des Etats-Unis.

Après avoir rappelé que le principe qu'elle contenait avait de tous temps été cher aux Etats-Unis, il confessa cependant que le Gouvernement américain avait jusqu'ici agi sans en tenir compte. « Nous n'avons pas, dit-il, la prétention de valoir mieux que les autres dès que nous nous trouvons en état de guerre. Il ne serait pas possible ni praticable pour un belligérant d'adopter cette règle à moins qu'elle ne devienne, comme nous espérons qu'elle le sera un jour, une règle positive reconnue par toutes les Puissances maritimes (2). »

Néanmoins, les Etats-Unis se sont toujours efforcés d'amener le triomphe de l'abolition de la capture, et cela même avant l'adoption de leur Constitution. En effet, Benjamin Franklin avait en 1783 essayé, mais en vain, de faire introduire dans le traité de paix avec la Grande-Bretagne la clause suivante :

« Et tous marchands et trafiquants avec leurs navires non armés, employés au commerce, échangeant les produits des différentes nations, et, par là, permettant de se procurer plus facilement et plus commodément les choses nécessaires à l'entretien et au

1. *Actes et Documents*, tome III. Annexe 10, page 1141.

2. *Actes et Documents*, tome III, p. 751.

bien-être de la vie humaine, seront autorisés à passer librement sans être molestés. Et aucune des Puissances, parties à ce traité, n'accordera ni ne délivrera de lettres de marque à aucun navire privé lui donnant pouvoir de saisir ou de détruire ces navires marchands ou d'interrompre ce commerce (1). »

Il devait d'ailleurs réussir quelques années plus tard dans le traité conclu avec la Prusse en 1785.

Passant ensuite en revue les différentes circonstances où les Etats-Unis avaient lutté pour leur principe, M. Choate cita la déclaration faite par le président Munroe dans son message annuel au Congrès en 1823 où il était dit : « Des instructions ont été données en conséquence à nos ministres en France, Russie et Grande-Bretagne, de faire des propositions à leurs Gouvernements respectifs pour que ce principe (de l'inviolabilité) soit adopté comme une règle permanente et invariable dans toutes les guerres maritimes futures (2). » Des instructions semblables avaient été données aux délégués des Etats-Unis à la Conférence de Panama de 1826 ; et en 1856, lors de la signature de la déclaration de Paris, les Etats-Unis avaient de nouveau manifesté leur attachement au principe de l'inviolabilité en refusant, tant qu'il ne serait pas unanimement reconnu, de souscrire à l'abolition de la course.

1. *Actes et Documents*, tome III, p. 752.

2. *Actes et Documents*, tome III, p. 752.

Mais les Etats-Unis ne sont pas seuls partisans de l'abolition de la capture, et M. Choate rappela les manifestations de l'opinion publique ou parlementaire en Allemagne en 1859 et 1868, l'exemple fourni par le Code italien pour la marine marchande de 1865 qui interdisait de courir sus aux navires marchands de toutes les nations ennemies à la condition qu'il y eût réciprocité, la haute autorité des plus grands hommes politiques de l'Angleterre, Lord Brougham, Lord Palmerston, M. Cobden, John Stuart Mill, Sir Henry Maine, et l'opinion de nombreux et éminents juriconsultes de toutes les nations, partisans de la liberté du commerce ennemi.

Passant alors à l'examen des raisons d'admettre l'inviolabilité, M. Choate développa devant la Commission tous les arguments susceptibles de convaincre les délégués.

Puisque dans la guerre continentale il a été unanimement admis que la propriété privée devait être soustraite à la capture et à la destruction, pourquoi ne pas appliquer ce principe à la guerre maritime? « Nous posons, en fait, qu'il y a analogie parfaite entre l'immunité dont jouit sur terre la propriété privée de ne pas être saisie ni détruite, quand cela n'est pas demandé par les nécessités de la guerre, et la même immunité que nous réclamons pour la propriété privée sur mer, quand aucune nécessité militaire n'oblige à la détruire ou à la sai-

sir (1). » Si parfois les opérations militaires contraignent une troupe à abattre une maison qui s'oppose à sa marche, il y a loin de cet acte obligatoire au dépouillement méthodique et organisé des biens appartenant à des non combattants inoffensifs ; or c'est ce qui se passe sur mer dans l'état actuel de la législation internationale, et il est urgent d'abolir cette atteinte à tout principe de justice et de droit.

D'ailleurs si l'on considère cet ancien droit de prise et de destruction de la propriété privée de l'ennemi, l'on s'aperçoit que son importance depuis la Déclaration de Paris de 1856 a fortement diminué, puisque dans le cas de capture d'un navire ennemi chargé de marchandises neutres, la saisie ne s'applique plus qu'au navire lui-même, et non comme autrefois au navire et aux marchandises. La Grande-Bretagne elle-même avait par une ordonnance du 15 avril 1854 renoncé au droit de saisir la propriété ennemie à bord des navires neutres, à moins que ce ne fût de la contrebande de guerre ; cette dérogation à sa doctrine habituellement suivie peut être considérée comme le premier pas vers le but que la Conférence se propose d'atteindre. De plus, « dans l'ancien temps, la faculté de détruire la propriété ennemie quelle qu'elle fût, publique ou privée, partout où on la rencontrait, était peut-être le facteur le plus important dans la guerre maritime. Mais aujourd'hui que la guerre n'est plus

1. *Actes et Documents*, t. III, p. 756.

à proprement parler qu'une épreuve de force entre l'organisation militaire et les ressources financières respectives des belligérants, qui les rendent plus ou moins capables de soutenir la lutte sur terre et sur mer, la faculté de détruire les navires marchands de l'ennemi sur mer n'est plus un facteur bien puissant. Il n'y a pas d'exemple, croyons-nous, de guerre, dans les temps modernes, qui ait été empêchée ou abrégée par l'exercice de ce droit, et la destruction de navires de commerce a été, est et vraisemblablement sera toujours un incident relativement insignifiant dans les conflits des nations (1). » Pendant la guerre de la Sécession qui a déchiré les Etats-Unis durant quatre années, les navires confédérés détruisirent de nombreux navires de la marine marchande des nordistes, ce qui ne put cependant empêcher l'Union de triompher grâce à la supériorité écrasante de ses forces de terre et de ses ressources financières. Cet exemple montre le peu d'influence que peut avoir le droit de capture dans les guerres modernes.

D'autres raisons en faveur de son abolition font appel à l'humanité des Etats. « Dépouiller des marchands honnêtes et inoffensifs qui ne prennent pas part à la guerre, leur ravir leurs navires et les marchandises qu'ils contiennent, les détruire, si le ravisseur le trouve à sa convenance, sont des actes qui ont

1. *Actes et Documents*, t. III, p. 758.

un relent de la sauvagerie des anciennes guerres et que les nations civilisées ne devraient pas tolérer plus longtemps (1). Ils ont d'ailleurs généralement pour conséquence de soumettre les équipages des navires capturés à des traitements odieux, ce qui est un surcroît de cruauté et de barbarie (2). »

De plus, le commerce international entrepris par ces marchands ne l'est pas uniquement pour leur propre avantage, mais aussi pour celui de toutes les nations ; aussi, le moindre trouble y est-il apporté que l'on ressent aussitôt sa répercussion sur tous les points du globe. « Le navire marchand par lui-même n'est qu'un fragment et un fragment assez minime, dans l'opération commerciale dans laquelle il est engagé. Le transport de son chargement intéresse en général le monde entier et cet intérêt se ramifie dans toutes les directions. Or, la capture et la destruction du navire entraînent tous ces intérêts dans le dommage et la ruine (3). »

Il faut tendre de plus en plus à amener la guerre

1. *Contra* : « N'est-il pas contraire à toutes les notions du juste de voir les citoyens engagés dans les hostilités continuer tranquillement leur négoce les uns avec les autres, tandis que leurs concitoyens se combattent à outrance, s'enrichir aux dépens de ceux-là mêmes qui sacrifient leur vie pour la défense de la patrie commune, » Hautefeuille. *Questions de droit int. maritime : Propriétés privées des belligérants* p. 96.

2. *Actes et Documents*, tome III, p. 759.

3. *Actes et Documents*, tome III, p. 760.

à n'être que le choc entre les forces militaires organisées des Etats, ce qui n'est possible qu'en excluant de toute violence les propriétés privées des nations en conflit. Si ce résultat était acquis, l'appât du pillage prochain des riches navires marchands de l'ennemi disparaîtrait et avec lui très souvent la tentation d'entreprendre la guerre. Parfois aussi, la colère de voir capturer ses navires de commerce peut pousser une nation à de nouvelles guerres, ou tout au moins rendre plus difficile l'entente désirable ; c'est ce qui se produisit après la guerre de Sécession, lorsque les Etats-Unis présentèrent à la Grande-Bretagne « les Réclamations de l'*Alabama* » (1), pendant de longues années une sourde irritation divisa ces deux Etats, et ne cessa qu'après l'arrangement survenu grâce à l'arbitrage de Genève.

D'ailleurs, « pour des considérations économiques, il ne vaut plus la peine, pour les nations maritimes de construire et d'entretenir des navires de guerre en vue de poursuivre des navires marchands étrangers au conflit. Dans l'armement naval de nos jours, la tendance marquée des marines de toutes

1. L'*Alabama*, vaisseau de guerre sudiste qui avait fait éprouver de grandes pertes à la marine de l'Union, avait été armé dans le port de Liverpool ; aussi le Gouvernement des États-Unis accusa l'Angleterre d'avoir violé la neutralité. Le litige fut, après de longues discussions, porté devant un tribunal arbitral réuni à Genève et tranché en faveur des États-Unis à qui l'Angleterre dut verser quinze millions cinq cent mille dollars en or à titre d'indemnité.

les grandes nations est de se défaire de tous les navires propres à ce service et de concentrer toutes leurs ressources à la construction de grands vaisseaux de ligne, dont les rencontres avec ceux de l'adversaire décideront de la lutte ; elles confinent ainsi la guerre à ce qu'elle doit être : une épreuve de puissance, sur terre et sur mer, entre les forces militaires et les ressources financières des combattants (1).

« ... Or, aucune des grandes marines actuelles ne peut se permettre d'employer ses gros et coûteux vaisseaux de guerre ou croiseurs à la misérable poursuite de bateaux marchands dispersés sur les mers. Le jeu n'en vaudrait pas la chandelle, les frais dépasseraient tout résultat probable (2). »

L'effet produit par la destruction ou la saisie de bateaux marchands n'est pas assez considérable pour amener un Gouvernement à faire sa soumission s'il n'y est pas contraint par la défaite de ses forces militaires, et les marchands eux-mêmes n'ont pas assez d'influence sur les Gouvernements pour les empêcher de déclarer une guerre qui va leur causer cependant des pertes importantes, car bien souvent,

1. Dans le même sens : « Délivrées du soin de protéger le commerce, les marines militaires seraient à même de faire converger leurs forces vers un seul but, en se bornant à attaquer l'ennemi, à bloquer ses ports et à intercepter la contrebande, » Geffekin, *La guerre maritime de l'avenir*. R. D. I., t. XX.

2. *Actes et Documents*, t. IV, p. 762.

la lutte s'engagera pour des motifs supérieurs à leurs préoccupations, tels que le besoin de venger l'honneur national, la soif de conquête, le redressement de certains torts.

M. Choate concluait en faisant appel au dévouement des délégués de toutes les nations pour qu'ils examinent avec soin tous les arguments qui seraient présentés en faveur ou contre l'abolition du droit de capture de la propriété privée sur mer et « pour qu'ils ne se laissent pas guider uniquement par les intérêts particuliers des pays qu'ils représentent, mais qu'ils voient aussi s'ils ne peuvent rien faire dans l'intérêt commun des nations, et si le commerce, qui est le père de la paix et le plus sûr garant des bons rapports internationaux, ne doit pas être défendu et protégé, même s'il demandait à quelques-uns d'entre eux l'abandon de ce qui reste d'un ancien droit, qui depuis longtemps d'ailleurs a perdu le meilleur de son importance (1). »

M. Ruy Barbosa, délégué du Brésil, parlant aussi en faveur du principe de l'inviolabilité, montra que les circonstances du monde contemporain ont permis d'éviter les conséquences fâcheuses du droit de capture, car « le commerce de l'ennemi empêché de se servir de ses propres bateaux va se mettre à l'abri dans les autres marines marchandes, en se réfugiant

1. *Actes et Documents*, t. III, p. 764.

sous les pavillons neutres qui couvrent la marchandise ennemie, ou en lui transférant ses navires, s'il ne préfère profiter des moyens de préservation que lui offrent les institutions d'assurances (1).

« D'un autre côté, le développement des chemins de fer, dont le réseau couvre le globe, permet aux pays bloqués d'accroître immédiatement, quand l'occasion l'exige, leur commerce par terre, en s'approvisionnant chez les Etats voisins (2). » Ce sont donc les pays insulaires qui doivent souffrir le plus du maintien du droit de capture, car il les oblige à entretenir une flotte de guerre formidable pour défendre leur commerce et éviter ainsi le blocus de la famine. Du jour où la capture sera abolie, les nations n'étant plus obligées de protéger leur marine marchande diminueront aussitôt leur flotte de guerre, et l'on obtiendra de cette manière la réduction de l'armement, si désirée sur terre et sur mer.

Les délégués d'Autriche-Hongrie, des Pays-Bas, de Norvège et de Chine déclarèrent que les Etats qu'ils représentaient se ralliaient entièrement à la proposition des Etats-Unis d'Amérique.

1. M. Barbosa ne semble pas envisager le cas où les ports sont bloqués par l'ennemi, ce qui interdit toute entrée des marchandises même sous pavillon neutre; de plus en temps de guerre, les primes d'assurance s'élèvent à un tel taux que les opérations commerciales deviennent peu fructueuses. Dans ces deux cas, les conséquences du droit de capture ne sont pas entièrement évitées.

2. *Actes et Documents*, t. III, p. 783.

§ 2. — THÈSES FAVORABLES, MAIS AVEC RÉSERVES

M. de Hammarskjöld, délégué de Suède, dit qu'il ne voyait pas de sérieuses raisons « pour maintenir quant aux guerres maritimes d'autres règles fondamentales que celles qui régissent déjà les guerres sur terre », mais il ne se dissimulait pas les difficultés qui s'opposent à la réalisation immédiate et complète de ce principe.

Sans contester la valeur et l'intérêt des arguments présentés par M. Choate, la délégation allemande estima qu'il était nécessaire de résoudre au préalable une série de controverses qui se rattachent à la contrebande de guerre et au blocus.

« Si l'on veut accorder à la propriété privée sur mer une protection plus étendue en abolissant le droit de capture, il faudra s'entendre préalablement sur certaines questions afin que l'abolition soit efficace et serve d'une manière équitable les intérêts de tous les pays (1). » A cette opinion se rallia le délégué du Portugal, M. le marquis de Soveral.

Pour la Russie, le *statu quo* devait être conservé dans les circonstances actuelles, la question ne lui semblant pas mûre et exigeant avant toute solution un important travail préparatoire de définitions juridiques.

1. *Actes et Documents*, t. III, p. 789. Discours de M. le baron Marschall de Bieberstein.

SECTION II

Thèses en faveur du maintien du droit de capture

§ 1. — DISCOURS DE SIR ERNEST SATOW, DÉLÉGUÉ DE LA GRANDE-BRETAGNE

Sir Ernest Satow, au nom de la délégation britannique, déclara ne pouvoir donner son assentiment à la proposition de la délégation américaine, qui entraînant forcément l'abolition du blocus commercial aurait pour conséquence de faire disparaître un des motifs contribuant le plus puissamment au maintien de la paix. Il répondit ensuite à quelques-uns des arguments formulés en faveur de l'abolition de la capture : « On a fait, dit-il, beaucoup de cas des opinions exprimées par plusieurs écrivains et hommes d'Etat anglais à l'appui de la proposition. Ces opinions datent pour la plupart d'une période assez éloignée où les conditions du commerce et de la guerre maritime étaient tout autres de ce qu'elles sont aujourd'hui. Il ne nous serait pas difficile d'opposer à ces citations d'autres encore provenant de la même source, mais il nous suffira de signaler à l'appréciation de la Commission l'examen approfondi de la question qui a été fait par un auteur transatlantique contemporain, dont l'autorité prééminente dans cette matière est universellement reconnue, et qui s'est déclaré d'une

manière non équivoque en faveur du maintien du droit actuel (1). »

De plus, c'est à tort que l'on croit augmenter le caractère humanitaire de la guerre en abolissant la capture, car rien n'est moins cruel que l'exercice de ce droit. Tout se passe sans violence et sans effusion de sang, et l'on ne voit ni morts, ni blessés, contrairement à ce qui se passe dans les opérations de guerre soit continentale, soit maritime (2).

Quant à l'importance donnée aux paragraphes 2 et 3 de la Déclaration de Paris de 1856, il semble bien que là aussi l'on ait exagéré. Ces paragraphes n'ont jamais eu d'autre but que la protection du commerce des neutres et nullement de celui des belligérants. Aussi, d'accord avec les instructions qu'elle avait reçues, la délégation anglaise se vit obligée de voter contre la proposition des Etats-Unis.

La République Argentine et la Colombie se pro-

1. *Actes et Documents*, t. III, p. 832.

2. Sir Ernest Satow répond ici à l'observation de M. Choate d'après laquelle les équipages des navires capturés sont soumis à des traitements odieux.

Dans le même sens : « Au point de vue humanitaire, la prise en mer est un moyen indirect de faire la guerre qui, obligeant l'ennemi à céder, faute de ressources, est plus doux que les autres moyens employés dans ce but au prix de l'effusion du sang ou de grands préjudices individuels, tels que les combats en rase campagne, les bombardements des villes ou les blocus des ports. » Testa, *Le droit public int. maritime*, 3^e partie, ch. II, p. 151.

noncèrent dans le même sens ; le délégué colombien, M. Perez Triana, déclara formellement que quelque puissantes que soient les considérations théoriques invoquées en faveur de l'abolition du droit de capture, il y avait là un élément de défense nationale dont le souci des intérêts de son pays lui interdisait de faire abandon.

§ 2. — DISCOURS DE M. RENAULT, DÉLÉGUÉ DE LA FRANCE

Dans la déclaration où il précisa l'attitude que comptait prendre la délégation française dans la question, M. Renault, tout en souhaitant que l'on admît bientôt le respect absolu des droits individuels, et tout en estimant très graves les raisons données en faveur de l'inviolabilité de la propriété privée sur mer, en fit cependant une critique très précise, et montra que le maintien du droit de capture pouvait même actuellement très bien se justifier, en y introduisant toutefois quelques modifications.

« Nous sommes particulièrement sensibles à l'idée de mettre, dans la mesure du possible, les particuliers hors des atteintes directes de la guerre. Si une entente se pouvait établir sur ce point entre tous les Etats intéressés, notre concours ne ferait pas défaut. Cette entente est-elle actuellement possible ? Il ne semble pas d'après les déclarations qui viennent d'être faites, que les Etats ici représentés soient d'ores et

déjà disposés à y consentir. De plus, comme il a été très justement remarqué, le problème n'est pas simple ; il est essentiellement complexe et la solution de la question qui nous est posée ne peut être admise dans le sens des Etats-Unis même par les délégations très favorables au principe, que si d'autres questions plus ou moins connexes, comme celle de la contrebande de guerre et du blocus, sont également résolues dans le sens qu'ils désirent. Quand ces diverses questions recevront-elles un règlement accepté unanimement ? Il n'est pas possible de le dire. D'ailleurs le principe même du droit de capture est-il absolument contraire à la conception moderne du droit de la guerre, et n'est-il pas susceptible de certaines modalités qui en justifieraient le maintien en attendant qu'il soit possible, comme il est désirable, d'arriver au respect absolu des droits individuels ? C'est ce que je me propose de rechercher.

« Aupoint de vue des principes du droit et de l'équité, il semble très simple de soutenir que la propriété privée ennemie doit, dans la guerre maritime, être respectée comme elle l'est dans la guerre continentale, d'après les règles admises par la première Conférence de la paix. La guerre se fait d'Etat à Etat, elle ne doit pas être dirigée contre les particuliers et ne doit pas avoir pour but un enrichissement au détriment de ceux-ci. Tels sont les motifs essentiels qui peuvent être allégués par les partisans de l'abolition du droit

de capture, tel que l'admet encore la pratique actuelle.

« Ces motifs sont spécieux, ils ne sont pas décisifs, à notre avis, et le droit de capture peut parfaitement se concilier avec le caractère moderne de la guerre.

« Tout d'abord, il n'y a pas lieu d'insister pour montrer que le respect de la propriété privée dans la guerre continentale a été amené plutôt par l'intérêt bien entendu du belligérant lui-même que par des considérations d'humanité et de justice pour les habitants du pays envahi ou occupé, que ce respect n'empêche pas l'envahisseur de tirer largement parti des ressources du pays au moyen des réquisitions et des contributions, qu'enfin le fait même de l'occupation, avec ses diverses conséquences vexatoires et onéreuses, exerce sur la population et le souverain du territoire occupé une pression suffisante pour les déterminer à conclure la paix.

« Dans la guerre maritime, les choses ne se présentent pas ainsi. Il y a bien les opérations de guerre violentes comme sur terre, attaque des vaisseaux de guerre, bombardement des ports militaires, blocus plus ou moins analogue à l'investissement d'une place. Cela ne suffit pas ; il faut qu'un belligérant ait le moyen d'arrêter la vie économique de son adversaire, en entravant ou même en supprimant son commerce avec le dehors. Il s'agit moins des particuliers dont les biens vont être saisis que de

l'Etat dont ils relèvent et qui est atteint par l'action exercée sur eux.

« La saisie des bâtiments de commerce ennemis peut amener une perturbation dans la vie économique du pays auquel ils appartiennent. C'est donc un puissant moyen de coercition, ce qu'il est utile de relever à un double point de vue. D'une part, la crainte d'une pareille perturbation peut détourner de la guerre en intéressant au maintien de la paix une partie notable de la population qui pourrait voir avec trop d'indifférence l'éventualité d'un conflit dans lequel il n'y aurait que des opérations militaires proprement dites ; d'autre part, si la guerre a lieu néanmoins, le trouble apporté dans le commerce, l'interruption presque complète des rapports maritimes commerciaux avec ses conséquences sur la prospérité du pays, le renchérissement des choses nécessaires à la vie, produiront une pression dans le sens de la conclusion de la paix. C'est donc un efficace moyen de coercition, et on ne peut dire qu'il soit particulièrement cruel.

« La capture de navires de commerce ne se présente pas aujourd'hui dans les mêmes conditions qu'autrefois. Elle atteignait directement les individus, armateurs ou chargeurs, et elle constituait un véritable butin pour les capteurs, qu'ils fussent, comme c'était le plus souvent le cas, des corsaires, ou qu'il s'agît de bâtiments de guerre. Un Etat, par lui-même ou

ses agents, s'enrichissait au détriment des particuliers dépouillés. L'Etat auquel appartenaient ces derniers n'en souffrait que d'une manière indirecte, parce qu'il pouvait à la rigueur vivre avec les ressources provenant de son propre sol. La situation a bien changé. La navigation joue un rôle de plus en plus important dans la vie économique de la plupart des pays, essentiel dans la vie de certains. Les troubles apportés dans cette navigation ont donc une répercussion immédiate sur tout l'Etat dont le fonctionnement social peut être compromis. De plus, les navires de commerce ont pris des proportions plus grandes, ils sont très souvent aptes à être utilisés par l'Etat dans ses opérations de guerre, ils sont parfois susceptibles de se transformer facilement en croiseurs auxiliaires. Par suite, leur capture prive l'Etat dont ils portent le pavillon de ressources directement utilisables pour la guerre (1) ; elle constitue pour l'Etat capteur un véritable moyen de défense ; ses consé-

1. *Contra* : « Le fait qu'une catégorie quelconque d'objets pourrait être un jour utilisée pour la guerre ne suffit pas à la rendre dès à présent sujette à saisie ou à capture : c'est un principe élémentaire de bon sens et de justice... Les partisans de la capture ont en vue une nécessité militaire éventuelle : une telle nécessité n'est qu'un prétexte pour couvrir tous les abus : le droit ne peut prendre en considération qu'une nécessité militaire actuelle et constatée... Attendez pour les saisir (ces navires de commerce) qu'ils soient en état d'être employés immédiatement à un usage militaire. » De Boeck. *De la propriété ennemie sous pavillon ennemi*, nos 518 et 583.

quences pécuniaires n'apparaissent pas au premier plan. Enfin, la perte ne frappe plus des individus déterminés, elle atteint de grandes sociétés, qui seules ont les capitaux nécessaires pour la construction, l'armement des grands navires qui sont aujourd'hui indispensables dans les vastes opérations de commerce international. La perte se répartit entre un grand nombre d'individus actionnaires ou obligataires des sociétés dont il s'agit : elle n'a pas le caractère désastreux qui affecte la perte subie par un particulier dont le bien confisqué peut constituer toute la fortune.

« Pour que le maintien du droit de capture garde ce caractère de moyen de coercition exercé par un belligérant contre l'autre et soit dépouillé de toute analogie compromettante avec l'ancien droit de butin, c'est à deux conditions, que je me permets d'indiquer, bien qu'elles relèvent en principe du droit interne, parce que leur accomplissement permettrait aux Etats partisans du droit positif actuel d'écarter certains reproches.

« D'une part, il faut que toute pensée de lucre soit absente de l'esprit des agents de l'Etat qui procèdent à la capture. Il n'est pas bon qu'ils aient un intérêt pécuniaire à pratiquer telle ou telle opération hostile. Il est donc à désirer que les parts de prises qui existent encore dans la plupart des marines disparaissent ; la question ne sera examinée ici qu'au point de vue des prises ennemies. J'ajoute que cela serait plus

vrai encore pour les prises neutres pour lesquelles il y a ordinairement plus de doute et pour lesquelles il ne faut pas que la décision du croiseur puisse être supposée avoir été influencée par l'appât du gain. Dans le fait de la saisie d'un navire ennemi ou d'un navire neutre, il ne devrait y avoir qu'une opération pratiquée dans l'intérêt de l'Etat : c'est l'accomplissement d'un devoir qui n'a pas à être pécuniairement rémunéré plus que l'accomplissement des autres devoirs envers l'Etat. Sur ce point, l'armée de mer devrait être traitée comme l'armée de terre.

« D'autre part, c'est dans l'intérêt général de l'Etat en même temps que dans le leur que les armateurs et chargeurs des navires capturés ont continué leurs opérations malgré la guerre. Il ne serait donc pas juste qu'ils subissent seuls les conséquences de la capture, aussi l'idée que l'Etat, dans son ensemble, doit subir les conséquences préjudiciables de la guerre non seulement en tant qu'elles se sont produites directement contre l'Etat lui-même et ses établissements, mais encore en tant qu'elles ont atteint les particuliers, s'affirme de plus en plus ; on peut différer sur les moyens de la réaliser, mais il n'y a guère de doute sur le principe lui-même.

« Si ces considérations sont, comme nous le croyons, justes, le droit de capture apparaît comme une mesure dirigée par un Etat belligérant contre un autre Etat belligérant, cette mesure faisant partie de

l'ensemble des opérations par lesquelles un Etat s'efforce de réduire son adversaire à composition et n'ayant par elle-même aucun caractère particulier de rigueur. Il n'y a donc pas, suivant nous, de raison suffisante pour y renoncer, tant que l'entente nécessaire à laquelle nous avons fait allusion au début et à la formation de laquelle nous sommes prêts à concourir, ne se sera pas réalisée (1). »

§ 3. — VOTES ÉMIS PAR LA CONFÉRENCE
SUR LA QUESTION

Après avoir entendu les arguments formulés pour ou contre le maintien du droit de capture, la Conférence mit aux voix la proposition des Etats-Unis. Sur 44 Etats représentés, 33 prirent part au vote ; 21 votèrent pour : l'Allemagne (faisant cependant les réserves que nous avons vues), les États-Unis d'Amérique, l'Autriche-Hongrie, la Belgique, le Brésil, la Bulgarie, la Chine, Cuba, le Danemark, l'Equateur, la Grèce, Haïti, l'Italie, la Norvège, les Pays-Bas, la Perse, la Roumanie, le Siam, la Suède, la Suisse et la Turquie.

11 votèrent contre :

La Colombie, l'Espagne, la France, la Grande-Bretagne, le Japon, le Mexique, le Monténégro, Panama, le Portugal, la Russie et le Salvador.

1. *Actes et Documents*. Discours de M. Renault, t. III, p. 297 et s.

Le Chili s'abstint.

Considérant alors les chiffres respectifs de population que représentent les opinions admises, et la puissance maritime des Etats qui ont pris part au vote, le président décide qu'on ne peut attribuer au vote la valeur d'une indication décisive.

L'inviolabilité pure et simple était ainsi repoussée.

On passa alors au vote sur la proposition suivante de la délégation du Brésil :

« Dans le but d'assimiler la condition de la propriété privée sur mer durant les guerres navales, à celle de la propriété privée sur terre, la délégation du Brésil propose, pour le cas où la proposition américaine ne serait pas approuvée :

1° Qu'on supprime à l'article 53 de la convention du 29 juillet 1899 (1), concernant les lois et coutumes de la guerre sur terre, les mots « en dehors des cas régis par la loi maritime ».

2° Qu'on y ajoute cette disposition :

A) Les articles 23, dernier alinéa, 28, 46 et 47 de la susdite convention s'appliquent de même à la guerre sur mer.

B) Lorsque le capitaine d'un navire ou d'une flotte belligérante se trouvera dans la nécessité de réquisitionner, dans le cas prévu à l'article 23, lettre *g* de la susdite convention, c'est-à-dire dans le cas où la destruction ou la saisie de ces biens lui sont com-

1. Voir cette convention : Louis Renault, *opus cit.*, p. 28 et suiv.

mandées par les exigences les plus impérieuses de la guerre, un vaisseau de commerce ennemi, sa cargaison, ou une portion quelconque de celle-ci, la réquisition sera constatée par celui qui la fait moyennant des reçus délivrés au capitaine du vaisseau qu'on aura saisi, ou dont on aura saisi les marchandises, avec tous les détails possibles pour assurer aux parties intéressées leur droit à une juste indemnité.

C) Cette clause s'applique aux marchandises neutres, qui se trouveront à bord des vaisseaux marchands ennemis réquisitionnés.

Le capitaine du navire ou de la flotte de guerre, qui aura déterminé la réquisition, est tenu de faire mettre à terre, dans un des ports les plus proches, les officiers et l'équipage du bâtiment saisi, avec les ressources nécessaires pour leur retour au pays auquel ils appartiennent (1).

Vingt-cinq délégations seulement prirent part au vote, treize votèrent pour et douze contre (2). Devant ce résultat, la délégation brésilienne retira sa proposition.

La Commission décida ensuite à une grande majorité d'examiner la proposition belge amendée par

1. *Actes et Documents*, Annexe 11, t. III, p. 1141.

2. Pour : Allemagne, Autriche-Hongrie, Belgique, Brésil, Grèce, Italie, Norvège, Paraguay, Pays-Bas, Portugal, Siam, Suède, Suisse.

Contre : Etats-Unis d'Amérique, Bulgarie, Cuba, France, Grande-Bretagne, Japon, Mexique, Monténégro, Perse, Roumanie, Russie, Turquie.

les Pays-Bas. Cette proposition visait la substitution, en cas de capture, du séquestre à la confiscation. Mais à la discussion du premier article, les divergences d'opinions se manifestèrent si nombreuses, que devant l'adhésion insuffisante obtenue, la délégation belge retira à son tour sa proposition.

Devant la diversité des opinions ainsi exprimées, et espérant rallier les suffrages sur une même formule, le président de la Commission proposa d'émettre le vœu que désormais, au début des hostilités, les Puissances déclarent spontanément si elles sont décidées à renoncer au droit de capture et dans quelles conditions. Ce vœu fut aussi retiré après une discussion un peu confuse ; il semblait cependant devoir rendre des services, puisqu'il permettait aux Etats de constater à chaque occasion et dans diverses circonstances, la nécessité d'abolir ou de maintenir le droit de capture ; l'étude de ces exemples répétés aurait pu fixer les sentiments des nations et favoriser ainsi la conclusion d'un accord dans une nouvelle Conférence.

Il restait à examiner le double vœu exprimé par la délégation française : la suppression des parts de prises et la participation de l'Etat aux pertes par capture (1). Malgré les amendements apportés par la délégation d'Autriche-Hongrie, l'entente ne put se faire, car cette question était du ressort de la législation intérieure des Etats et non du domaine inter-

1. Voir pages 38 et suiv., discours de M. Renault.

national, et l'on n'obtint qu'un résultat sans précision avec de très nombreuses abstentions (1).

§ 4. — CONCLUSION

Ainsi malgré les arguments nombreux et à première vue assez séduisants développés par les représentants des pays favorables à l'inviolabilité absolue de la propriété privée sur mer, malgré aussi les efforts tentés en vue d'améliorer simplement la situation existante, étant donnée l'impossibilité certaine d'obtenir un résultat plus complet, la Conférence de 1907 n'a rien changé à l'état de choses préexistant. Ce résultat négatif ne semble pas devoir étonner si l'on considère la divergence extrême des intérêts des différentes nations, intérêts dominés par la situation militaire, économique et géographique des Etats. C'est ainsi qu'un Etat à forte marine de guerre et à faible marine marchande souffrira moins du maintien de la règle admise jusqu'alors et la supportera plus facilement que l'Etat qui ne possède qu'une marine de guerre insuffisante pour la protection de ses intérêts commerciaux sur mer. Mais d'un autre côté, les Etats continentaux en relations faciles et rapides avec leurs voisins pourront suppor-

1. *Actes et Documents*, t. III, p. 909. — Sur le 1^{er} vœu, 34 Etats prirent part au vote : 16 pour, 4 contre, 14 abstentions. — Sur le 2^e vœu, 34 Etats prirent part au vote : 7 pour, 13 contre, 14 abstentions.

ter plus aisément les effets de la guerre résultant de l'exercice du droit de capture, puisqu'ils continuent d'être ravitaillés par l'intérieur et évitent de cette manière d'être réduits à une disette économique qui les contraindrait à solliciter la paix. Quant aux Etats insulaires eux-mêmes, bien qu'ils paraissent devoir être complètement sacrifiés par le maintien du droit de confiscation, ils ont toujours été parmi ceux qui ont réclamé ce maintien avec le plus d'insistance ; cette manière de voir des Etats insulaires peut sembler à *priori* paradoxale, elle s'explique toutefois, puisqu'en fait leur situation géographique les a toujours obligés à donner un développement considérable à leur marine de guerre qui leur permettra non seulement d'assurer la protection des navires leur apportant les matières premières et les vivres indispensables à leur subsistance, mais encore de prendre l'offensive et de ruiner le commerce de l'adversaire.

Si le principe de l'inviolabilité de la propriété privée sur mer n'a pas été consacré, c'est donc surtout à raison des intérêts divergents des Etats. Il semble par suite que nous devions en conclure que l'identité d'intérêts entre les nations étant chose impossible à réaliser, l'adhésion unanime des Puissances au principe de l'inviolabilité ne peut être espérée même dans un avenir lointain. Cet argument n'est peut-être pas péremptoire. Dans une guerre continentale, les belligérants ne semblent-ils pas avoir un intérêt, bien

ou mal compris, à porter atteinte aux droits des individus, à détruire leurs biens, à recourir au butin et au pillage. L'adversaire effrayé par les ravages de la guerre s'empressera de demander la paix ; et cependant aucun peuple civilisé n'admet plus maintenant de semblables pratiques réprouvées par le droit des gens. Donc l'adoucissement des mœurs, une conception différente de la guerre, ont eu raison d'habitudes invétérées que n'expliquaient pas seulement la barbarie des peuples, mais aussi, comme nous venons de l'exposer, l'intérêt même des belligérants. Du jour où les philosophes et les juristes sont parvenus à répandre partout et à faire adopter cette idée que la guerre est une lutte entre les forces organisées de deux Etats, la propriété privée sur terre est devenue inviolable.

Pourquoi ce principe ne finirait-il pas par triompher également dans les guerres maritimes ?

Il rencontre sans doute ici plus de résistance parce qu'il se heurte à des complications et à des intérêts puissants ; mais la solution des difficultés que soulève son application n'est peut-être pas impossible. Dans le discours que nous avons cité plus haut, M. Renault a jugé que l'argument tiré de la définition même de la guerre était seul vraiment essentiel, les autres n'ayant qu'un caractère secondaire ; aussi a-t-il montré la relation existant entre le droit de capture tel qu'il existe en fait dans les guerres mariti-

mes modernes comme procédé de coercition à l'égard de l'adversaire, et l'occupation du territoire ennemi dans les guerres continentales, avec ses conséquences licites telles que les réquisitions et les contributions. Il faut comme dans la guerre continentale pour amener rapidement l'ennemi à composition, arrêter la vie économique de l'Etat ; or la navigation, étant données les relations commerciales de plus en plus actives entre les peuples, joue actuellement un rôle considérable ; si elle est troublée ou arrêtée, la paix sera prochaine. Ces raisons sont assurément puissantes, comme aussi celles tirées de la conversion possible des navires de commerce en croiseurs auxiliaires, et de ce fait que la capture de ces navires de commerce ne ruine pas des particuliers pris individuellement, mais lèse les intérêts pécuniaires d'importantes sociétés propriétaires de véritables flottes de commerce. Il n'en est pas moins vrai cependant que si cette capture frappe indirectement l'Etat, elle atteint plus ou moins gravement dans leur fortune des citoyens déterminés et non pas d'une façon générale l'ensemble des sujets d'un Etat ennemi comme dans une occupation de territoire ; en outre par la coutume suivie dans les guerres maritimes, de l'attribution de parts de prise à l'équipage, la capture ressemble au butin prohibé par les lois dans la guerre continentale, aussi serait-il désirable, en attendant la suppression totale du droit de prise de la propriété privée dans la guerre

maritime, d'apporter à son caractère quelques modifications par la suppression des parts de prise et par l'admission d'une règle qui imposerait à l'Etat l'obligation de supporter seul les conséquences de cette mesure de guerre effectivement destinée à le frapper. Mais ces adoucissements eux-mêmes semblent difficiles à obtenir, car ils ne ressortissent pas de la législation internationale, mais de la législation interne des différents États. Ainsi, le consentement à l'abolition du droit de capture ne semble pas devoir être donné par les nations dans un avenir très prochain.

Cependant si le principe de l'inviolabilité n'a pu être consacré jusqu'ici, les Conférences ont admis certaines restrictions que nous allons étudier maintenant et qui s'expliquent non seulement par des considérations d'ordre économique et humanitaire, mais encore en général par ce fait qu'elles ne sont nullement en contradiction avec le but poursuivi par les Etats qui recourent à la capture. Ce but est, nous l'avons vu, de contraindre l'ennemi à demander la paix, en arrêtant sa vie économique. Or ce but n'est pas atteint par la saisie des bâtiments occupés à un service hospitalier, par la confiscation des paquebots-postes, et par la capture des bateaux de pêche côtière ou des navires chargés de missions religieuses, scientifiques ou philanthropiques ; la capture de ces navires exerce une trop faible action sur l'ennemi pour l'amener à capituler.

DEUXIÈME PARTIE

RESTRICTIONS AU DROIT DE PRISE DANS LA GUERRE MARITIME

CHAPITRE PREMIER

Du régime des navires de commerce ennemis au début des hostilités

SECTION I

Historique

Jusqu'en 1854, il était admis que dès l'ouverture des hostilités, les belligérants pouvaient s'emparer des navires ennemis qui se trouvaient dans leurs ports et saisir ceux qu'ils rencontraient en mer, même ignorant encore la déclaration de guerre.

Mais pendant la guerre de Crimée une nouvelle pratique, connue sous le nom d'indult ou de délai de faveur fut inaugurée par les Etats en présence. La France et l'Angleterre accordèrent aux navires marchands russes qui se trouvaient dans leurs ports un délai de six semaines pour gagner avec leurs cargai-

sons soit un port russe, soit un port neutre, et s'y mettre en sûreté ; la Russie accorda le même délai aux navires français et anglais.

Depuis, le principe suivant fut admis par tous : un délai de faveur suffisant doit être accordé aux navires de commerce des belligérants pris à l'improviste par la déclaration de guerre dans un port ennemi. Ce délai doit être assez long pour permettre au navire d'achever son déchargement ou le chargement des marchandises qui ne constituent pas de contrebande de guerre, de quitter librement le port et de gagner, avec toutes les garanties de sécurité, le port le plus rapproché de son pays d'origine, ou n'importe quel autre port neutre. De même les navires de commerce de la nation ennemie qui ont quitté un port quelconque avant la déclaration de guerre, et qui ignorent ainsi le commencement des hostilités ne peuvent être capturés. Ce principe fut mis en pratique dans presque toutes les guerres modernes.

Pendant la guerre austro-prussienne de 1866, la Prusse par une circulaire en date du 21 juin 1866 annonça qu'un délai de six semaines serait donné aux navires de commerce autrichiens surpris par la guerre dans ses ports ou même qui y seraient entrés depuis la déclaration de guerre, afin de leur permettre de charger ou décharger les marchandises qui ne constitueraient pas de la contrebande de guerre.

Pendant la guerre de 1870-1871, la France accorda

un délai de trente jours aux navires allemands pour sortir de ses ports (1), et lorsque le roi de Prusse révoqua le 19 janvier 1871 l'ordonnance du 18 juillet 1870 exemptant les navires marchands français de la capture, il déclara que la sortie des ports serait libre jusqu'au 10 février 1871.

Les gouvernements russe et ture en 1877 accordèrent de même des délais suffisants.

Lors de la guerre gréco-turque de 1897, un iradé du sultan fixa le délai à quinze jours et décida en outre que les navires grecs partis d'un port étranger avant l'expiration du délai précité et arrivés aux détroits après son expiration seraient visités et laissés libres s'ils ne contenaient pas d'objets prohibés.

L'Espagne pendant la guerre de 1898 limita le délai concédé aux Américains à cinq jours, alors que les Etats-Unis plus généreux lui accordaient par la proclamation du 26 avril 1898 :

1° Le droit de sortir des ports américains après la fin du chargement et de retourner dans les ports espagnols, si la sortie est effectuée jusqu'au 20 mai ;

2° Le droit d'entrer dans les ports américains, d'y procéder au déchargement de la cargaison, de prendre de nouvelles marchandises, et de suivre, après, leur libre cours vers n'importe quel port non bloqué, si la sortie d'un port espagnol ou neutre, à destina-

1. Instructions du 25 juillet 1870-18 août 1870.

tion des Etats-Unis, avait eu lieu à une date antérieure au 21 avril (1).

Enfin lorsqu'en 1904 éclata la guerre russo-japonaise, le Japon ne laissa qu'un délai de sept jours par son décret du 9 février, auquel répondit le décret russe du 27 février accordant un délai de quarante-huit heures.

Nous pouvons voir par cet examen rapide, que si parfois le délai de faveur a été accordé avec parcimonie au cours des différentes guerres du XIX^e siècle, il n'a cependant jamais été entièrement refusé.

SECTION II

Régime des navires de commerce ennemis au début des hostilités, à la Conférence de la Paix de 1907

La Conférence de 1907 a étudié la situation particulière des navires de commerce ennemis au début des hostilités non seulement dans les deux cas envisagés jusqu'alors, c'est-à-dire : navires ennemis surpris dans les ports de l'adversaire par la déclaration de guerre, ou navires ennemis entrant dans un port adverse après le commencement des hostilités en les ignorant, mais encore dans le cas de navires ennemis rencontrés en pleine mer ignorant la survenance de la guerre.

1. *Actes et Documents*. Discours de M. Ovtchinnikow, p. 826.

Elle adopta une convention qui consacre la pratique de l'indult pour les deux premiers cas, et supprime la capture dans le troisième.

La délégation russe avait fait une proposition (1) en vue de rendre obligatoire la pratique du délai de faveur généralement suivie. Mais de nombreuses objections s'élevèrent, et il semble bien qu'il y ait une grande difficulté à admettre que ce délai toujours accordé par faveur puisse être dorénavant considéré comme un droit nettement défini. Le délégué de la Grande-Bretagne examina à ce sujet diverses hypothèses où il est presque impossible de formuler une règle absolue satisfaisant tout le monde, notamment en ce qui concerne la durée du délai. Supposons un délai d'une durée fixe adopté par la Conférence ; s'il est suffisant pour deux nations situées dans le même hémisphère, il ne le sera certainement pas dans le cas contraire ; de même, si une Puissance possède des colonies dans les mers lointaines, le délai qui sera convenable pour les navires se trouvant dans ses ports métropolitains ne le sera plus pour ceux qui se trouveront dans les ports coloniaux. Considérons aussi le cas où une guerre éclate entre deux pays dont l'un a une importante marine marchande, et l'autre peu d'intérêts dans le commerce maritime, le second trouvera certainement le délai toujours de trop courte durée contrairement à l'autre.

1. *Actes et Documents*, t. III, Annexe 18; p. 1150.

Il semble donc presque impossible de réglementer d'une manière absolue le délai de faveur, et de le rendre obligatoire.

Comment en outre exiger des belligérants de laisser, sans aucune exception, sortir de leurs ports les navires de commerce ennemis dont certains, surtout de nos jours, sont susceptibles d'être transformés en navires de guerre. Ce serait une véritable folie de la part du Gouvernement de laisser échapper au début des hostilités, des navires qui presque instantanément se retourneront contre lui.

Devant ces difficultés, la Conférence décida que le délai ne serait pas rendu obligatoire, mais qu'il serait désirable qu'on l'accordât. Article 1^{er}: « Lorsqu'un navire de commerce relevant d'une des Puissances belligérantes se trouve au début des hostilités dans un port ennemi, il est désirable qu'il lui soit permis de sortir librement, immédiatement ou après un délai de faveur suffisant, et de gagner directement, après avoir été muni d'un laissez-passer, son port de destination ou tel autre port qui lui sera désigné.

« Il en est de même du navire ayant quitté son dernier port de départ avant le commencement de la guerre et entrant dans un port ennemi sans connaître les hostilités. »

L'article 2 étudie la condition des navires qui, par suite de circonstances de force majeure, n'ont pu quitter le port dans le délai accordé, ou à qui ce délai

n'a pas été concédé. Dans ces deux cas, les navires ne sont pas sujets à la confiscation, mais ils sont retenus, avec l'obligation pour le belligérant de les restituer à la fin des hostilités, et la faculté pour lui de les réquisitionner moyennant indemnité (1).

La délégation française avait insisté pour faire admettre par la Commission que cette indemnité fût conforme à celle que prescrivent les lois territoriales en vigueur. Les commerçants ennemis eussent ainsi été indemnisés dans la même mesure que les propriétaires des navires nationaux. Mais dans ce cas, on aurait fait entrer dans l'estimation de l'indemnité non seulement les dommages et la diminution de valeur causés au navire par son emploi, mais aussi la perte subie par le propriétaire du fait de la privation de l'usage de ses navires. Or cette perte dans tous les cas aurait été subie puisque le navire était retenu au port. L'indemnité servira donc à couvrir uniquement le dommage résultant de l'usure produite par l'emploi du navire.

Dans l'article 3, la Conférence a amélioré la condition des navires ennemis rencontrés en mer ignorant les hostilités; ils étaient jusqu'alors sujets à capture. On pouvait cependant invoquer en leur faveur les mêmes excuses que pour les navires entrant dans un port dans l'ignorance de la déclaration de

1. Voir Annexe I.

guerre ; toutefois il était impossible de leur accorder exactement le même traitement, car s'il suffit pour ces derniers de les retenir, il faut pour les navires rencontrés en mer les amener dans un port belligérant, et parfois ce port pourra être très éloigné et le croiseur dans l'impossibilité d'accompagner le navire ou de détacher à son bord un équipage de prises. Aussi l'article 3 admit-il le droit pour le belligérant, qui se trouverait dans cette situation, de détruire le navire capturé, à charge d'indemnité et sous l'obligation de pourvoir à la sécurité des personnes et à la conservation des papiers de bord (1).

Mais l'indemnité à verser dans le cas de destruction du navire pouvait être très lourde, et M. Kriege, délégué allemand, s'est élevé contre l'inégalité qui en résulterait entre les nations qui possèdent de nombreux ports dans les différentes parties du monde et celles qui en sont dépourvues. Les premières pouvant facilement amener dans leurs ports les navires capturés échapperaient à cette onéreuse nécessité de les détruire, alors que les autres y étant contraintes, se verraient dans l'obligation de verser de fortes indemnités. L'Allemagne, la Chine, le Monténégro et la Russie ne votèrent la convention relative au régime des navires de commerce ennemis au début des hostilités que sous réserve de cet article 3 et du paragra-

1. Voir Annexe I.

phe 2 de l'article 4 qui règle le sort des marchandises se trouvant à bord des navires dont nous venons de parler.

Le paragraphe 1 de l'article 4 étend aux marchandises se trouvant à bord des navires visés aux articles 1 et 2 les règles établies pour ces navires.

Enfin un dernier article fut admis par la Conférence sur la proposition de la Grande-Bretagne qui en avait fait une condition essentielle de son acceptation des autres articles de la convention. Cet article 5 dit : « La présente convention ne vise pas les navires de commerce dont la construction indique qu'ils sont destinés à être transformés en bâtiments de guerre. » Cette formule qui fut adoptée après une longue discussion est bien supérieure à celles proposées par la délégation britannique. Le délégué anglais avait d'abord demandé que « les dispositions des articles 1, 2, 3, 4, ne fussent pas applicables aux navires marchands ennemis désignés d'avance à être transformés en navires de guerre ». Mais alors une désignation précise aurait été nécessaire de la part des Etats afin d'éviter toute fraude, et M. Fromageot expliqua qu'il y avait des pays où des publications de listes de navires auxiliaires étaient faites souvent sans grande exactitude, que d'autres accordaient des subventions qui n'étaient parfois que la compensation de l'obligation d'assurer le service postal et non de celle de maintenir le navire en vue d'une destination militaire, et

enfin que dans certains pays tous les navires étaient susceptibles d'être réquisitionnés et par suite transformés en navires de guerre.

En présence de ces objections, la délégation de la Grande-Bretagne proposa d'exclure de la convention : « les navires marchands susceptibles d'être transformés en vaisseaux de combat ». On pouvait dans ce cas estimer que tous les navires à vapeur seraient exclus du bénéfice de la convention, car on peut dire qu'il n'existe pas de bateaux à vapeur qui ne puisse être employé dans les opérations de la guerre maritime. « Tout bateau à vapeur dont la vitesse dépasse la vitesse normale des navires marchands peut être employé comme croiseur et donner la chasse à ces navires. Sous ce prétexte le délai de faveur pourrait donc être refusé, non pas seulement aux grands paquebots, mais à la totalité des bâtiments qui précisément constituent l'élément le plus précieux de la marine marchande et qu'il importe le plus de soustraire à la capture. Restent les bateaux à vapeur qui ne disposent que d'une vitesse médiocre, et les petits vapeurs affectés au cabotage et au remorquage. Tous ces navires sans exception aucune sont susceptibles d'être employés à poser des mines et à servir ainsi d'une manière très décisive aux buts de combat. Il s'ensuit que l'article 5 de la proposition anglaise revient à annuler les dispositions précédentes (1). »

1. *Actes et Documents*. Voir discours de M. Kriege, t. III, p. 1033,

Sur la proposition de M. de Hammarskjöld, le comité adopta enfin l'article 5 tel que nous l'avons vu précédemment. Ainsi rédigé, cet article qui restreint malheureusement dans une notable proportion les avantages concédés par les autres articles de la convention, a du moins l'avantage sur les propositions anglaises de n'exclure qu'un nombre limité de navires, étant donné, même de nos jours, le nombre relativement restreint de bâtiments de commerce dont la construction indique qu'ils sont destinés à être transformés en bâtiments de guerre.

Cette convention relative au régime des navires de commerce ennemis au début des hostilités (1) constitue, malgré la restriction apportée par l'article 5, un progrès appréciable puisqu'elle exempte, dans la plupart des cas, de la peine de capture les navires qui ne se sont rendus coupables d'aucun acte positif et conscient d'hostilité.

1. Cette convention était signée au 18 octobre 1907 par : l'Argentine, la Belgique, la Bolivie, le Brésil, la Bulgarie, le Chili, la Colombie, Cuba, le Danemark, la République Dominicaine, l'Espagne, la France, la Grèce, le Guatemala, Haïti, le Luxembourg, le Mexique, le Monténégro, la Norvège, Panama, les Pays-Bas, le Pérou, la Perse, la Russie, le Salvador, la Serbie, le Siam, la Suède, l'Uruguay, le Vénézuéla. — La Russie a fait des réserves pour l'article 3 et l'article 4, alinéa 2.

CHAPITRE II

Adaptation à la guerre maritime des principes de la Convention de Genève

SECTION I

**Situation des blessés, malades et naufragés dans la
guerre maritime avant la Conférence de La Haye de
1899.**

§ 1. — PÉRIODE ANTÉRIEURE A LA CONFÉRENCE DIPLOMATIQUE DE 1868

Pendant de nombreux siècles, la force navale d'un pays résida principalement dans le nombre, le courage et la force physique des combattants placés sur les navires considérés non comme des engins de combat mais en quelque sorte comme des moyens de transport de troupes ; le but visé dans les guerres navales était l'abordage qui seul permettait aux belligérants d'imposer leur supériorité, et lorsque les deux navires ennemis étaient solidement accouplés, c'était sur leurs ponts un véritable combat terrestre qui s'engageait ardent et sans merci. Mais bientôt grâce à la découverte de la vapeur, puis des canons

à longue portée, le combat changea de nature. Ce qu'il importe maintenant ce n'est plus d'anéantir l'équipage en tant que réunion de combattants, mais de mettre hors de combat l'ensemble formé par le navire, ses formidables engins de destruction et l'équipage devenu pour ainsi dire une partie du mécanisme faisant mouvoir tout le vaisseau. Aussi le résultat cherché est-il obtenu de nos jours lorsque, désarmé et ses canons réduits au silence, le vaisseau est devenu inoffensif ; il semble alors inadmissible de laisser périr par une véritable cruauté et sans nécessité aucune, les malheureux blessés et naufragés ; aussi a-t-il été admis par les peuples civilisés que le fait de massacrer l'équipage d'un navire hors de combat est un véritable crime entachant l'honneur du pays qui l'accomplit, et que c'est un devoir impérieux pour le vainqueur de secourir les blessés et les naufragés.

Le premier document historique se rapportant aux secours à donner aux blessés des guerres maritimes, se trouve dans un traité en date du 12 mars 1780, passé entre la France et l'Angleterre au sujet de « l'échange général des prisonniers pris en mer ».

L'article 6 disait :

« Il a été agréé entre les deux Cours que tous les chirurgiens et garçons chirurgiens des vaisseaux et bâtiments du Roi ; et même tous les chirurgiens et garçons chirurgiens des vaisseaux marchands, corsai-

res et autres bâtiments, seraient mis en liberté sans être regardés comme prisonniers ; les chirurgiens des troupes de la Marine Royale, des troupes de terre servant comme troupes de marine ou des forces de terre ne servant point à bord des vaisseaux, pris en mer sur des vaisseaux du Roi et autres bâtiments seront à l'avenir ainsi que leurs garçons chirurgiens compris dans la même convention et mis immédiatement en liberté (1). »

Ce traité qui permettait aux belligérants d'avoir constamment à leur disposition les praticiens capables de prodiguer des soins aux blessés, marquait un véritable progrès, mais n'avait pourtant qu'une portée très restreinte, n'étant obligatoire qu'entre les deux pays contractants, et encore, pendant la durée de la guerre qui l'avait motivé.

Nous ne trouvons ensuite aucune règle définitive et internationale relative aux blessés, avant la Conférence de Genève de 1864, et cette convention elle-même ne s'occupait que des blessés dans la guerre continentale.

Mais deux années plus tard, un fait déplorable vint causer une émotion profonde parmi les nations civilisées ; à la bataille de Lissa du 18 juillet 1866 entre les flottes autrichienne et italienne, l'équipage du navire italien *il Re d'Italia*, coulé par le navire autri-

1. De Martens. *Recueil des traités*, 2^e éd., t. III, p. 306.

chien le *Ferdinand-Max*, périt tout entier faute de secours régulièrement organisés. Pour remédier à cet état de choses, le comité genevois proposa, dans une lettre adressée en septembre 1886 au président du Comité central français, la réunion d'une Conférence internationale qui se tiendrait à Paris à l'occasion de l'Exposition de 1867. L'idée fut acceptée et un « projet des modifications jugées nécessaires en 1867 à la convention de Genève du 22 août 1864 » arrêté par la Commission préparatoire sur la proposition et après le rapport de M. le baron de Mundy, fut adopté en juin 1867 par l'Assemblée générale des délégués des sociétés de secours. L'article 4 de ce projet déclarait en particulier que seraient considérés comme neutres les membres des sociétés de secours aux blessés des armées de terre et de mer, ainsi que leur matériel.

La Conférence internationale fut réunie à Paris et tint ses séances du 26 au 31 août 1867. On discuta sur le projet et les conclusions données par M. de Mundy dans son rapport ; mais le résultat de ces discussions fut loin de ce que l'on en attendait et peut se ramener à ceci : la constatation de la nécessité véritable de s'occuper des blessés des guerres maritimes et le but à atteindre.

Cette Conférence de 1867 fut cependant utile en ce qu'elle démontra qu'une assemblée de délégués des sociétés de secours n'avait pas l'autorité suffisante

pour établir des règles imposables à tous les Etats, et que seule une assemblée de diplomates pouvait proposer à la ratification de leurs gouvernements respectifs un ensemble de dispositions entièrement nouvelles et spéciales à la guerre maritime ; aussi dès août 1867, le Gouvernement italien demanda au Conseil fédéral suisse de réunir un congrès de plénipotentiaires.

§ 2. — CONFÉRENCE DIPLOMATIQUE DE 1868.

Répondant à ce vœu, le Conseil fédéral lança de Berne le 12 août 1868 une circulaire adressée aux Etats signataires de la Conférence de Genève de 1864 ; ce document déclarait qu'on pensait utile de prévoir au programme éventuel de la Conférence la question de l'application sur mer des principes établis pour la guerre continentale en vue de la protection et des soins à donner aux blessés.

« L'énoncé des quelques idées à examiner à l'occasion de la révision de la convention internationale du 22 août 1864 soumis par le Comité international à la Conférence diplomatique de Genève en octobre 1868 » qui complétait la circulaire posait nettement la question dans l'article 12 ainsi conçu :

« Etendre aux forces navales les principes de la convention relatif aux armées de terre. »

La Conférence se réunit à Genève et le général

Dufour fut élu président. De suite se posa la question de savoir si l'on ferait une refonte complète de la Conférence de 1864 ou si l'on élaborerait des articles additionnels. M. de Mundy demandait la refonte complète tandis que le lieutenant-colonel Staaf se prononçait en faveur des articles additionnels ; quant au délégué de la France, M. le contre-amiral Coupvent des Bois, il se prononça implicitement dans ce dernier sens, en déclarant que le Gouvernement impérial ne lui avait pas donné des pouvoirs suffisants pour demander la révision de la convention de 1864. Après discussion l'assemblée décida que le projet soumis à la ratification des Gouvernements aurait la forme d'actes additionnels et admit à l'unanimité le principe de l'extension de la convention de 1864 aux cas des guerres maritimes. Une commission de la marine, avec le contre-amiral Coupvent des Bois pour rapporteur, fut choisie au sein de l'assemblée et prépara un avant-projet que l'assemblée accepta après y avoir introduit quelques modifications ; son objet était d'étudier : la neutralité du personnel, des navires-hôpitaux militaires, des bâtiments de commerce et autres évacuant des blessés ou même sauvant les naufragés au milieu du combat, la conciliation dans la mesure du possible des principes ci-dessus énoncés avec les exigences de la lutte et la liberté des opérations militaires.

On se trouva en présence de deux difficultés assez sérieuses à résoudre. Suivant en effet la règle ordinaire

admise dans les guerres maritimes, les navires des belligérants pouvaient être capturés malgré leur affectation à un service hospitalier ; en second lieu, les navires des pays non belligérants qui recueillaient les blessés, malades ou naufragés de l'un des partis en présence, pouvaient être accusés par l'autre de favoriser leur adversaire et de violer la neutralité, ce qui les exposait à la capture.

Ces deux difficultés furent tranchées par la Conférence de la manière suivante : les navires privés, ennemis ou neutres qui recueillaient les blessés, malades et naufragés, étaient déclarés inviolables ; quant aux bâtiments hospitaliers appartenant aux Etats belligérants, ils étaient toujours susceptibles d'être capturés mais avec l'obligation pour le capteur de leur conserver leur affectation primitive.

Ce dernier point qui formait l'article 9 donna lieu à une demande de la part de la France. Elle prétendait en effet qu'en admettant la capture des bâtiments hospitaliers, une flotte pouvait être à tout instant privée des secours si nécessaires qu'elle était en droit d'espérer de ces bâtiments. Le Gouvernement français demandait, pour remédier à cet inconvénient, l'addition suivante à l'article 9 : « Toutefois, les navires impropres au combat que pendant la paix les Gouvernements auront officiellement déclarés être destinés à servir d'hôpitaux maritimes flottants, jouiront pendant la guerre de la neutralité complète au matériel comme

au personnel, pourvu que leur armement soit uniquement approprié à leur destination spéciale. » Le Conseil fédéral reconnut l'intérêt de ce complément et par une circulaire en date du 16 décembre 1868 fit connaître aux Gouvernements intéressés la proposition française en les invitant à y accéder.

Un autre point souleva les objections des Gouvernements français et anglais. Le paragraphe 2 de l'article 10 décidait en effet que : « si le bâtiment de commerce contenait en outre un chargement, la neutralité le couvrirait encore, pourvu que ce chargement ne fût pas de nature à être confisqué par le belligérant ». Or ces termes étaient peu clairs ; la neutralité visait-elle le navire et le chargement, ou le navire seul, ou le chargement seul ? De plus, les mots « de nature à être confisqué » s'appliquaient-ils seulement à la qualité de la marchandise ou également à la nationalité de celle-ci ? Après discussion, on finit par admettre que le chargement pourrait être saisi, s'il était neutre, en cas de contrebande de guerre ou de violation de blocus et à bord d'un navire ennemi ; s'il était propriété ennemie, dans tous les cas et quelle que fût sa nature.

Il semblait que toutes les questions soulevées fussent tranchées et l'on pouvait espérer voir les Gouvernements accepter et signer ces actes additionnels (1) ; mais les échanges de vue entre la France,

1. Voir le texte de ces articles : Annexe.

l'Angleterre, le Conseil fédéral et les autres Puissances avaient déjà été une cause d'atermoiements et de retards, et tout en laissant entendre qu'ils n'étaient pas éloignés de donner leur adhésion à l'œuvre de la Conférence, certains Gouvernements n'avaient pas encore fait parvenir leurs réponses au mois d'avril 1870. L'Angleterre admettait avec peine cette atteinte au droit de capture de la propriété ennemie dans les guerres maritimes, ainsi que le déclarait le 21 janvier 1869 Lord Clarendon au prince de La Tour d'Auvergne, ambassadeur de France ; la Russie hésitait et n'avait pas fourni de réponse précise. C'est alors qu'éclata la guerre franco-allemande, et il ne fut plus question de ratifier les actes de 1868 qui devaient rester toujours par la suite à l'état de simple projet.

§ 3. — PRATIQUE SUIVIE ENTRE 1868 ET 1899

Ce projet n'allait pas cependant tarder à rendre des services, car le Conseil fédéral proposa aux cabinets de Paris et de Berlin d'adopter à titre de *modus vivendi* les articles additionnels ; les deux Gouvernements acceptèrent, ainsi que les Gouvernements du grand-duché de Bade, du royaume de Bavière, du grand-duché de Hesse-Darmstadt et du royaume de Wurtemberg. En raison de cette acceptation, voici les instructions adressées par l'amiral Rigault de Genouilly, ministre-secrétaire d'Etat au Département

de la Marine et des Colonies à MM. les Officiers généraux supérieurs et autres commandant les escadres et les bâtiments de l'Empire, en date du 25 juillet 1870 : « Une convention a été conclue à Genève au mois d'août 1864 entre tous les Etats européens pour l'amélioration du sort des militaires blessés dans les armées en campagne. Vous trouverez ci-après le texte de cette convention ainsi que celui du projet d'acte additionnel préparé en 1868 par une commission internationale réunie à Genève pour en étendre les dispositions à la marine militaire. Bien que ce dernier acte n'ait pas encore reçu de sanction diplomatique, le Gouvernement de l'Empereur n'entend pas moins en faire l'application pendant le cours de la présente guerre. Vous voudrez donc bien vous conformer, le cas échéant, aux règles tracées par les deux actes dont il s'agit (1). »

Ainsi la question de l'adaptation à la guerre maritime des principes de la convention de Genève n'avait pu en 1868 être définitivement résolue ; en 1874 à la Conférence de Bruxelles, toute tentative faite dans ce sens fut arrêtée par l'opposition très nette de la Grande-Bretagne qui, fidèle à sa règle de conduite d'écarter toute entrave à son action sur mer, ne voulut pas permettre que l'on s'occupât

1. Barboux. *Jurisprudence du Conseil des prises pendant la guerre de 1870-1871.*

d'autre chose que des lois de la guerre sur terre. Aussi fallut-il attendre jusqu'à la première Conférence de la paix de 1899 pour voir consacrer définitivement l'adaptation des principes de la convention de Genève à la guerre maritime, et cela malgré les efforts des sociétés de secours et en particulier de l'Union des Femmes de France, qui par un concours sur la matière offrit l'occasion à M. le capitaine de frégate Houette d'écrire un mémoire très approfondi et plein d'excellents renseignements techniques sur les secours applicables dans les diverses éventualités des combats maritimes, malgré aussi les conférences de Rome du 21 avril 1892, de Vienne du 19 septembre 1897 où fut prise cependant à l'unanimité sur la proposition de M. de Vogué la résolution suivante :

« La sixième Conférence internationale renouvelle le vœu émis par la cinquième Conférence réunie à Rome en 1892, invitant les Puissances signataires de la convention de Genève à s'entendre pour étendre les bienfaits de cette convention aux guerres maritimes dans les conditions et la mesure qui leur sont applicables. Elle remercie le Gouvernement italien des démarches qu'il a déjà faites et le Gouvernement suisse de l'initiative qu'il est disposé à prendre. Elle invite les diverses sociétés de la Croix-Rouge à insister auprès de leurs Gouvernements respectifs pour qu'un bon accueil soit réservé par eux aux ouvertures du Gouvernement fédéral et pour que de plus longs

délais ne viennent pas retarder l'œuvre de justice et d'humanité qu'elle poursuit.»

Nous allons voir comment, en l'absence de règles précises, fut résolue la question par les nations qui furent en guerre dans la période qui s'étend entre 1880 et 1899.

Guerre entre le Pérou et le Chili (1880). — Pendant la guerre de 1880 entre le Pérou et le Chili régnèrent de part et d'autre une largeur d'idées extrême et une générosité extraordinaire : le comité de la Société de la Croix-Rouge de Lima ayant pris l'initiative de l'organisation d'une ambulance navale destinée à rapatrier des blessés et des malades, sollicita de l'amiral chilien la délivrance d'un sauf-conduit pour franchir les lignes du blocus ; le sauf-conduit fut accordé par l'amiral de l'escadre du blocus, et l'on vit alors, spectacle curieux, un convoi de blessés péruviens quitter un port bloqué pour être rapatrié dans un autre port également bloqué.

Guerre sino-japonaise (1894-1895). — La guerre sino-japonaise de 1894-1895 montra une organisation de services de secours établie par les Japonais. En effet, après avoir fait parvenir par une dépêche du 5 juin 1886 son adhésion à la convention de 1864, le Japon avait aussitôt organisé une fédération sanitaire nationale qui se développa rapidement sous la surveillance des autorités. Bien entraînées et connaissant parfaitement le rôle qu'elles devaient remplir,

ces sociétés de secours rendirent de suite des services importants. Il faut remarquer cependant que leur tâche fut rendue plus facile par le peu d'importance de la flotte chinoise qui se montra peu, ou fut repoussée avec de grosses pertes quand elle se montra.

Guerre hispano-américaine (1898). — Dès le début de la guerre hispano-américaine de 1898, le 23 avril le Conseil fédéral suisse avait demandé aux Gouvernements de Madrid et de Washington d'admettre comme *modus vivendi* le projet de 1868 modifié (art. 9) par la proposition française et interprété (art. 10 § 2) par les propositions franco-anglaises de 1869. Les deux Gouvernements acceptèrent et le ministre de la Marine espagnole donna le 24 avril 1898 au président du Conseil consultatif de l'armée de mer des instructions où sont rappelées les clauses de la convention de Genève de 1864 et les articles additionnels de 1868 (1). Des navires hospitaliers furent employés par les deux nations, mais malgré les services qu'ils rendirent, on vit bien aux hésitations résultant de leur inexpérience, la nécessité de préparer et d'entraîner les équipages dès le temps de paix au rôle qu'ils auront à remplir au cours des hostilités.

Cette préparation si nécessaire est devenue obligatoire avec les règles posées et admises par la Conférence de la Paix de 1899.

1. Voir *Archives diplomatiques*, t. LXVII, pp. 200 et suivantes.

SECTION II

Situation des blessés, des malades et des naufragés dans la guerre maritime, à la Conférence de la Paix de 1899 (1).

La circulaire du comte Mouravieff du 30 décembre 1898-11 janvier 1899 avait inscrit au programme de la Conférence « l'adaptation aux guerres maritimes des stipulations de la Convention de Genève sur la base des articles additionnels de 1868 ». La seconde Commission chargée spécialement de l'étude de ce projet admit sans discussion que cette adaptation était très désirable ; elle élaborâ un projet qui, conciliant les intérêts en présence, donna enfin satisfaction aux vœux émis depuis si longtemps par les personnes et les sociétés les plus autorisées en vue d'obtenir que la guerre maritime ne fût plus privée de l'élément humanitaire et charitable que la convention de Genève avait apporté dans la guerre continentale (2).

Voici, d'après le rapport de M. Renault à la Conférence, les idées générales qui guidèrent la seconde Commission dans son travail : « Il faut se borner à poser les principes essentiels et ne pas entrer dans des détails d'organisation et de réglementation qu'il appartient à chaque Etat d'arrêter suivant ses inté-

1. Voir le texte des articles de la convention : annexe III.

2. Rapport de M. Renault à la Conférence, Conférence int. de la Paix, 1899, *op. cit.*, p. 22.

rêts ou ses habitudes. Nous déterminons quelle doit être, au point de vue international, la condition juridique des bâtiments hospitaliers ; mais, comment seront organisés ces bâtiments ? Quel sera le rôle des bâtiments de l'Etat ou des bâtiments des sociétés de secours ? admettra-t-on même des bâtiments que des particuliers voudraient affecter au service hospitalier pendant la guerre ? Ce sont des questions qui doivent être traitées par chaque Gouvernement, qui ne sont pas susceptibles d'une solution uniforme, parce que les situations sont diverses. Suivant les pays, le concours de la charité privée sera plus ou moins actif. En outre, tout en étant préoccupé des exigences de l'humanité, il ne faut pas oublier les nécessités de la guerre ; il convient d'éviter des prescriptions inspirées sans doute par des sentiments généreux, mais exposées à être fréquemment méconnues par les belligérants dont elles entraveraient l'action. L'humanité ne gagne pas beaucoup par l'adoption d'une règle qui doit rester à l'état de lettre morte et la notion du respect des engagements pris s'en affaiblit. Il est donc indispensable de n'imposer que des obligations qui puissent être exécutées en toute circonstance et de laisser aux combattants la latitude dont ils ont besoin ; il est à espérer qu'ils n'en useront pas pour entraver inutilement l'action hospitalière (1). »

1. Rapport de M. Renault à la Conférence, Conférence int. de la Paix, 1899, *op. cit.*, p. 22.

La Convention examina successivement trois points relatifs :

1° Aux bâtiments employés à un service hospitalier (art. 1 à 6) ;

2° Au personnel charitable (art. 7) ;

3° A la condition des blessés, malades et naufragés (art. 8 et 9.)

§ 1. — BATIMENTS EMPLOYÉS A UN SERVICE
HOSPITALIER

Les bâtiments hospitaliers se divisent en trois catégories : les bâtiments-hôpitaux militaires appartenant aux belligérants, les bâtiments hospitaliers appartenant à des particuliers des Etats belligérants, et les bâtiments hospitaliers équipés soit par des particuliers, soit par des sociétés appartenant à des pays neutres et officiellement reconnues par eux.

A. — *Bâtiments-hôpitaux militaires
appartenant aux belligérants.*

Ces bâtiments sont soustraits au droit de prise à la condition d'être construits ou aménagés par les Etats spécialement et uniquement en vue de porter secours aux blessés malades et naufragés. Il faudra, de plus, que les noms de ces bâtiments aient été officiellement notifiés aux Etats belligérants. Il a été admis que cette notification pourrait avoir lieu non seulement

au début, mais encore au cours des hostilités, pourvu qu'elle précédât la mise en usage du navire ; on a pensé, en effet, qu'il serait injuste d'enlever aux belligérants la faculté d'organiser au cours d'une guerre leur service hospitalier, s'ils ne l'avaient fait d'avance, ou de l'augmenter s'il devenait insuffisant. Cette même notification a été reconnue utile vis-à-vis des neutres qui, dans le cas contraire, pourraient assimiler ces bâtiments-hôpitaux aux bâtiments de la marine marchande des belligérants et par suite leur imposer les mêmes conditions de durée de séjour et de ravitaillement.

B. — *Bâtiments hospitaliers*
appartenant à des particuliers des États belligérants.

Ces bâtiments doivent se soumettre, pour être inviolables, aux conditions suivantes : être munis d'une commission officielle de leur Gouvernement ; que leur nom ait été notifié à la Puissance adverse même au cours des hostilités, mais avant toute mise en service ; et être munis d'un document de l'autorité compétente déclarant qu'ils ont été soumis à son contrôle pendant leur armement et à leur départ final (1).

1. La situation de ces navires a encore été améliorée par une Conférence ouverte à La Haye le 13 décembre 1904. Cette convention à laquelle l'Angleterre n'a pas pris part a décidé d'exonérer en temps

C. — *Bâtiments hospitaliers équipés soit par des particuliers, soit par des sociétés appartenant à des pays neutres et officiellement reconnues par eux.*

Les deux premières conditions que nous venons de voir imposer aux navires de la catégorie précédente, le sont aussi à ceux de la présente catégorie s'ils veulent jouir de l'inviolabilité : article 3 : « Les bâtiments hospitaliers, équipés en totalité ou en partie aux frais des particuliers ou des sociétés officiellement reconnues de pays neutre, sont respectés et exempts de capture si la Puissance neutre dont ils dépendent leur a donné une commission officielle et en a notifié les noms aux Puissances belligérantes à l'ouverture et au cours des hostilités, en tout cas avant toute mise en usage. »

de guerre les bâtiments hospitaliers des sociétés privées étrangères pour les secours aux blessés, des droits de quai et autres dans les ports, perçus au profit de l'État. Ces navires restent cependant soumis aux droits et taxes établis au profit d'autres que l'État, par exemple les municipalités et les Chambres de commerce. Cette convention était au 10 avril 1907 ratifiée par l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, la Belgique, la Chine, la Corée, le Danemark, les États-Unis d'Amérique, la France, la Grèce, le Japon, le Luxembourg, le Mexique, le Monténégro, les Pays-Bas, le Pérou, le Portugal, la Roumanie, la Russie, le Siam, et la Suisse. Le Guatemala et la Norvège y adhérèrent (L. Renault, *Les deux Conférences de la Paix*).

D. — *Obligations communes aux bâtiments
des trois catégories*

Tous les navires dont nous venons de parler sont soumis à certaines obligations communes. Ils doivent fournir leur assistance aux victimes de la guerre sans distinction de nationalité, et il leur est interdit, sous peine de perdre leur privilège, de prendre une part active aux hostilités, comme de transporter des armes ou des munitions, transmettre des dépêches (1); ils ne doivent gêner en rien les mouvements des belligérants. Ceux-ci ont le droit de contrôle et de visite sur tous les bâtiments hospitaliers sans exception, ils peuvent accepter ou refuser leur concours, leur enjoindre de s'éloigner en leur imposant, si cela est nécessaire, une direction déterminée; dans ce dernier cas un commissaire pourra être placé à bord afin d'assurer la parfaite exécution des ordres donnés. Enfin dans certaines circonstances graves, en vue par exemple d'assurer le secret complet des opérations, les belligérants auront même le droit de retenir ces navires. Pour éviter toute contestation sur les ordres donnés, on a jugé désirable que le belligérant mentionnât ces ordres sur le journal de bord du

1. C'est pour avoir contrevenu à cette règle que les navires hospitaliers russes l'*Orel* et l'*Angora* furent considérés de bonne prise par les Japonais au cours de la guerre de 1904.

bâtiment hospitalier ; toutefois « le bâtiment hospitalier ne sera pas admis à invoquer la non-inscription sur son journal de bord pour se justifier de l'inobservation des ordres reçus, alors que la preuve de ces ordres serait fournie d'une autre manière (1). »

E. — *Signes distinctifs des bâtiments hospitaliers.*

L'article 5 énumère les signes qui permettront aux belligérants de reconnaître sans peine les bâtiments hospitaliers. « Les bâtiments-hôpitaux militaires seront distingués par une peinture extérieure blanche avec une bande horizontale verte d'un mètre et demi de largeur environ. Les bâtiments qui sont mentionnés dans les articles 2 et 3 seront distingués par une peinture extérieure blanche avec une bande horizontale rouge d'un mètre et demi de largeur environ. Les embarcations des bâtiments qui viennent d'être mentionnés, comme les petits bâtiments qui pourront être affectés au service hospitalier, se distingueront par une peinture analogue. Tous les bâtiments hospitaliers se feront reconnaître en hissant avec leur pavillon national le pavillon blanc à croix rouge prévu par la convention de Genève (2). »

1. Rapport de M. Renault à la Conférence, *op. cit.*, page 25.

2. La Turquie et le Siam avaient demandé de substituer à la Croix Rouge qu'ils considéraient, à tort d'ailleurs, comme un emblème religieux, le Croissant, et l'emblème sacré du culte bouddhiste appelé une « flamme ». Leur demande fut renvoyée à une Conférence ultérieure.

F. — *Bâtiments de commerce, yachts ou embarcations neutres portant ou recueillant des blessés.*

Dans l'article 6, on a envisagé le cas « des bâtiments neutres affectés occasionnellement au transport des blessés, malades ou naufragés, qu'ils aient été spécialement affrétés dans ce but ou qu'ils aient été fortuitement en situation de recueillir des victimes de la mer » (1).

Si l'on faisait une application stricte du droit, ces bâtiments seraient passibles de la capture, comme ayant fourni une assistance au belligérant dont ils ont recueilli les blessés ; mais ce serait infliger une punition imméritée à ces navires neutres coupables seulement d'avoir fait un acte d'humanité, aussi fut-il décidé qu'ils ne pourraient être capturés pour le fait de ce transport. « Par contre, ces bâtiments ne peuvent par le fait de leur coopération charitable être soustraits aux conséquences de leur conduite qui serait contraire aux devoirs de la neutralité. Cela se présenterait, par exemple, dans le cas où ils transporteraient de la contrebande de guerre, dans celui où ils violeraient un blocus. Les suites ordinaires de ces actes se produiraient à leur égard. En un mot, le transport

1. Rapport de M. Renault à la Conférence, *op. cit.*, page 26.

de blessés, malades ou naufragés par un bâtiment neutre n'entraîne ni aggravation, ni amélioration de sa condition de neutre (1). »

L'article 6 additionnel de 1868 qui envisageait le cas des « embarcations qui à leurs risques et périls, pendant et après le combat, recueillent ou qui ayant recueilli des naufragés et des blessés les portent à bord d'un navire soit neutre, soit hospitalier », n'a pas donné lieu à un texte correspondant. La Commission a jugé en effet que ces embarcations participent du caractère du navire auquel elles se rattachent ; elles seront donc saisissables ou insaisissables suivant qu'elles dépendent d'un bâtiment de guerre ou de commerce d'un belligérant, ou d'un bâtiment neutre ou hospitalier.

§ 2. — PERSONNEL CHARITABLE.

La situation du personnel sanitaire n'était pas à envisager à bord des bâtiments hospitaliers dont il partage l'inviolabilité, mais il en était autrement à bord des navires de guerre belligérants capturés, ou des navires de commerce ennemis transportant des blessés soignés par des médecins et des infirmiers. L'article 7 par analogie avec les règles admises dans la guerre continentale, établit que le personnel religieux,

1. Rapport de M. Renault à la Conférence, *op. cit.*, page 26.

médical et hospitalier de tout bâtiment capturé serait inviolable et ne pourrait être fait prisonnier de guerre ; il emportera en quittant le navire, les objets et les instruments de chirurgie qui sont sa propriété particulière. Ce personnel continuera à remplir ses fonctions tant que cela sera nécessaire et pourra ensuite se retirer lorsque le commandant en chef le jugera possible. Les belligérants devront assurer au personnel ennemi tombé entre leurs mains la jouissance intégrale de son traitement. On avait hésité sur le chiffre du traitement à assurer. Devait-on envisager le traitement que les médecins retenus touchaient dans leur propre armée, ou celui que les médecins du même grade avaient dans l'armée ennemie ? Fallait-il prendre le traitement le plus faible des deux que nous venons d'envisager ? La Commission décida comme plus équitable de maintenir aux médecins la jouissance intégrale de leur traitement effectif.

§ 3. — CONDITION DES BLESSÉS, MALADES OU NAUFRAGÉS

Les articles suivants étudient la condition des blessés, malades ou naufragés. L'article 8 : « Les marins et les militaires embarqués blessés ou malades à quelque nation qu'ils appartiennent, seront protégés par les capteurs », ne fait que rappeler un principe général consacré par la convention de Genève. M. Renault dans son rapport à la Conférence fit remarquer à pro-

pos de cet article, qu'il est parlé dans la convention des blessés, malades et naufragés, et non des victimes de la guerre maritime : « Les règles prévues s'appliquent du moment qu'il y a des blessés et des malades à bord de bâtiments de mer, sans qu'il y ait à rechercher si c'est en mer ou sur terre que la blessure a été faite ou que la maladie s'est déclarée. Par conséquent, si un bâtiment est affecté au transport par mer de blessés ou de malades de l'armée de terre, ce bâtiment, ces blessés et ces malades sont régis par les dispositions de notre projet. A l'inverse, il est bien évident que, si des marins blessés ou malades sont débarqués et placés dans une ambulance ou dans un hôpital, la convention de Genève s'appliquera pleinement en ce qui les concerne (1). »

L'article 9 déroge au principe admis par l'article 13 additionnel de 1868. Cet article déclarait que les blessés et naufragés recueillis par des navires hospitaliers équipés par des sociétés de secours n'étaient pas sujets à la capture, mais par contre ne pouvaient plus servir au cours de la guerre. Or il semble difficile d'admettre cette interdiction faite aux belligérants de s'emparer de ces blessés ou naufragés qui sont en réalité de véritables combattants susceptibles de capture, et de refuser aux blessés ou naufragés des guerres maritimes le droit de reprendre les armes

1. Rapport de M. Renault à la Conférence, *op. cit.*, p. 27.

alors qu'il est accordé aux blessés et malades recueillis par les ambulances dans les guerres continentales. Aussi l'article 9 a-t-il admis que les blessés, malades ou naufragés tombant au pouvoir de l'ennemi sont de droit prisonniers, et libres, de droit aussi, de prendre part à nouveau aux hostilités après leur guérison s'ils sont rentrés au port sans avoir rencontré de croiseur ennemi.

Le belligérant capteur a tout pouvoir pour garder les prisonniers, les évacuer sur un port neutre ou même sur un port de son adversaire, mais dans ce dernier cas, les prisonniers ne pourront plus servir pendant toute la durée de la guerre. Cette dernière solution est particulièrement favorable pour le capteur qui évite ainsi la dépense et l'encombrement dans ses ports, causés par les blessés, tout en privant son adversaire des services des hommes qu'il a faits prisonniers.

Enfin l'article 10 envisage un cas qui n'avait pas été prévu par les articles additionnels de 1868 : le débarquement des blessés, malades ou naufragés dans un port neutre. Certes le Gouvernement neutre n'est pas tenu de les recevoir sur son territoire, mais l'humanité commande d'éviter l'aggravation des souffrances des blessés en les mettant dans l'obligation de prolonger leur voyage dans des conditions parfois peu favorables à leur guérison. D'ailleurs le pays neutre n'aura pas à craindre d'être accusé de favori-

ser l'un ou l'autre des belligérants, puisque le droit existe pour tous et que les blessés recueillis peuvent appartenir aux nations adverses. S'il accepte, le Gouvernement neutre devra s'opposer à ce que les individus débarqués sur son territoire puissent reprendre les armes au cours de la guerre ; les frais occasionnés par l'hospitalisation et l'internement des naufragés, blessés ou malades, seront supportés par l'Etat dont relèvent ces derniers.

Cet article 10 ne devait pas tarder malheureusement à soulever des objections de la part de la Grande-Bretagne, qui, trois mois après la clôture de la Conférence, refusa de le ratifier, prétendant que son principe constitutionnel de l'*Habeas corpus* ne lui permettait pas de retenir contre leur gré sur son territoire les blessés, malades ou naufragés débarqués par les belligérants. Or il est à remarquer que la Grande-Bretagne avait ratifié l'article 57 du Règlement de la guerre sur terre ordonnant précisément d'interner les combattants qui se réfugient en pays neutre : elle se mettait ainsi en contradiction formelle avec elle-même. De plus, le principe de l'*Habeas corpus* peut être écarté par un acte du Parlement, car il n'est qu'une disposition de Droit interne et doit céder en présence des prescriptions de Droit international. La véritable cause de la résistance de la Grande-Bretagne à admettre l'article 10 est que le Gouvernement anglais ne voulait pas en 1899 soumettre au Parle-

ment les Conventions arrêtées à La Haye. Or bien qu'en règle générale la conclusion des conventions internationales rentre dans la prérogative royale, lorsque ces conventions doivent avoir pour effet de modifier la législation intérieure, l'intervention du Parlement est nécessaire, sinon le Cabinet pourrait faire indirectement ce qui lui est interdit de faire directement ; et c'était le cas de l'article 10. L'article 10 fut d'ailleurs par la suite écarté définitivement de la convention.

Il était regrettable de voir disparaître cet article si important au point de vue charitable, aussi M. Renault fit-il adopter par l'Institut de droit international dans sa session de Neuchâtel en 1900, le vœu que l'article 10 fût de nouveau remis en cause et définitivement consacré dans une convention ultérieure. Ce vœu fut exaucé quelques années plus tard par la convention du 18 octobre 1907.

SECTION III

Situation des blessés, des malades et des naufragés dans la guerre maritime à la Conférence de la Paix de 1907 (1).

On s'était inspiré en 1899 des principes de la convention de Genève de 1864 et des articles additionnels de 1868 ; à la seconde Conférence de la Paix de

1. Voir le texte des articles de la Convention, Annexe IV.

1907, on se trouvait en présence d'une nouvelle convention de Genève du 6 juillet 1906 dont les principes fondamentaux étaient les mêmes qu'en 1864, mais où l'on avait appliqué les progrès résultant de l'expérience et de l'étude doctrinale, dissipé des obscurités et comblé des lacunes. On se proposa, non de modifier la Convention de 1899, mais de la compléter en profitant de la nouvelle convention de Genève.

§ 1. — BATIMENTS EMPLOYÉS

A UN SERVICE HOSPITALIER

Les articles 1 et 2 sont la reproduction pure et simple des deux premiers articles de 1899. L'article 3 comporte une modification : « Les bâtiments hospitaliers équipés en totalité ou en partie aux frais des particuliers ou des sociétés officiellement reconnues de pays neutres sont respectés et exempts de capture à condition qu'ils se soient mis sous la direction de l'un des belligérants avec l'assentiment préalable de leur propre Gouvernement et avec l'autorisation du belligérant lui-même et que ce dernier en ait notifié le nom à son adversaire dès l'ouverture ou dans le cours des hostilités, en tous cas, avant tout emploi. » Cette obligation pour les navires hospitaliers de se mettre sous la direction de l'un des belligérants avait été admise par la majorité du Comité d'examen qui

assimilait ainsi les navires hospitaliers aux ambulances neutres de la guerre continentale. Mais, comme le dit M. Renault dans son Rapport à la troisième Commission : « L'analogie est plus apparente que réelle entre la guerre maritime et la guerre terrestre. L'ambulance neutre, par la nature des choses, est et doit être incorporée dans le service hospitalier d'un des belligérants, car elle opère nécessairement dans les lignes de l'un d'entre eux ; cette situation n'est pas nécessairement celle du navire hospitalier neutre qui exerce son activité en pleine mer et la plupart du temps avec une entière liberté d'action (1). »

En second lieu, cette obligation peut décourager la bonne volonté du neutre qui, voisin du théâtre des opérations, désire secourir indistinctement les blessés belligérants. Mais la Conférence pensa, se conformant en cela à la déclaration du contre-amiral Siegel, que la dépendance imposée aux navires hospitaliers entraînerait la responsabilité du belligérant sous les ordres duquel ils se seraient placés, et qu'ainsi les abus seraient plus rares. De plus, la permission accordée aux bâtiments hospitaliers d'armer leur personnel pour être en état de défendre leurs blessés s'il en était besoin, et d'avoir à bord une installation radio-télégraphique nécessaire pour les services qu'ils doivent rendre, entraîne l'établissement d'un contrôle

1. *Actes et Documents*, tome III, p. 294.

et d'une surveillance plus actifs afin d'en empêcher tout emploi abusif.

L'article 4 reproduit l'article 4 de 1899.

L'article 5 qui indique les signes distinctifs des bâtiments hospitaliers est en grande partie maintenu et comporte quelques adjonctions ; en raison de l'article 3 précité, les bâtiments hospitaliers devront arborer avec leur pavillon national, le pavillon blanc à croix rouge et le pavillon du belligérant sous la direction duquel ils se sont placés. Afin d'étendre à la guerre maritime la règle de l'article 21, alinéa 2, de la convention de 1906 disant que : « les formations sanitaires tombées au pouvoir de l'ennemi n'arboreront pas d'autre drapeau que celui de la Croix-Rouge aussi longtemps qu'elles se trouveront dans cette situation », la convention décide que le bâtiment hospitalier d'un belligérant, retenu par l'adversaire, rentre son pavillon national et ne conserve que le drapeau de la Croix-Rouge ; s'il s'agit d'un bâtiment hospitalier neutre, il retire le pavillon national du belligérant sous les ordres duquel il est, et conserve son pavillon national et le drapeau de la Croix-Rouge.

La convention de 1899 n'avait pas envisagé l'emploi de signes devant permettre aux bâtiments hospitaliers de se faire reconnaître pendant la nuit. La délégation allemande proposa d'imposer à tous les bâtiments-hôpitaux, comme signes distinctifs pendant la nuit, trois feux, vert, blanc, vert, placés verticale-

ment l'un sous l'autre et espacés d'au moins 3 mètres ; mais cette proposition ne fut point acceptée car tous les mouvements d'une escadre auraient ainsi été signalés, et on aurait pu craindre qu'un usage abusif dans l'emploi de ces feux ne servît à laisser échapper quelques bâtiments. L'alinéa 6 se contente de dire que : « Les bâtiments et embarcations ci-dessus mentionnés, qui veulent s'assurer la nuit le respect auquel ils ont droit, ont, avec l'assentiment du belligérant qu'ils accompagnent, à prendre les mesures nécessaires pour que la peinture qui les caractérise soit suffisamment apparente.

L'article 6 confirme que les signes distinctifs visés par l'article 5 sont exclusivement réservés aux bâtiments qui y sont mentionnés.

La convention par analogie avec les articles 6 et 15 de la convention de 1906 a dans l'article 7 disposé que : « Dans le cas d'un combat à bord d'un vaisseau de guerre, les infirmeries seront respectées et ménagées autant que faire se pourra. » Cette hypothèse se réalisera sans doute très rarement, étant données les conditions actuelles des combats maritimes. Ces infirmeries resteront cependant soumises aux lois de la guerre, avec l'obligation pour le capteur de ne pas les détourner de leur emploi ; il pourra toutefois, en cas de nécessité militaire importante, en disposer après avoir assuré le sort des blessés et malades qui s'y trouvent.

L'immunité accordée aux bâtiments et infirmeries cesse de plein droit s'ils sont employés aux opérations de la guerre. Il fut admis cependant par l'article 8 que le fait d'avoir à bord des armes pour la défense des blessés, et une installation radio-télégraphique ne pourrait être considéré comme étant de nature à justifier le retrait de l'immunité. La délégation allemande avait proposé d'autoriser à bord l'emploi d'artillerie légère, mais la majorité des délégués à la Conférence estima qu'il n'était pas nécessaire que les bâtiments hospitaliers fussent armés si fortement.

Les belligérants pourront faire appel au zèle charitable des commandants de bâtiments de commerce, yachts ou embarcations neutres, en les sollicitant de prendre à bord et soigner des blessés et des malades. Les bâtiments qui auront répondu à cet appel, ainsi que ceux qui spontanément auront recueilli des blessés, des malades ou des naufragés, jouiront d'une protection spéciale et de certaines immunités. En aucun cas ils ne pourront être capturés pour le fait d'un tel transport ; mais, sauf les promesses qui leur auraient été faites, ils restent exposés à la capture pour les violations de neutralité qu'ils pourraient avoir commises. « On a critiqué, dit M. Renault, ces expressions « protection spéciale et certaines immunités » empruntées à la convention de 1906 (article 5) en en faisant ressortir le caractère vague qui

n'est pas niable. On ne peut guère procéder autrement, tout dépend des circonstances. Un vaisseau de guerre peut faire appel à un bâtiment peut-être éloigné, en lui promettant, par exemple, de ne pas le visiter. Il est évident que les avantages des immunités se comprennent moins bien qu'à terre, où les habitants, auxquels on fait appel, sont exposés à une série de mesures rigoureuses de la part de l'envahisseur ou de l'occupant. C'est avant tout une affaire de bonne foi. Un belligérant doit tenir la promesse qu'il a pu faire pour obtenir un service, et le neutre ne doit pas, par une apparence de zèle, pouvoir se soustraire aux risques que sa conduite a pu lui faire courir. Tout ce qui est certain, c'est que, d'une part, les bâtiments dont il s'agit ne peuvent être capturés pour le fait du transport des naufragés, blessés ou malades d'un belligérant, et, d'autre part, que, comme le dit expressément l'article 6 de la convention de 1899, ils restent exposés à la capture pour les violations de neutralité qu'ils pourraient avoir commises : contrebande de guerre, violation de blocus (1). »

§ 2. — PERSONNEL CHARITABLE

L'article 10 reproduit l'article 7 de 1899 avec une modification touchant la solde que le belligérant devra donner au personnel religieux, médical et hospitalier

1. *Actes et Documents*, tome III, p. 309.

tombé entre ses mains. Ce personnel ne touchera plus le traitement que lui accordait son pays, mais un traitement semblable à celui que le belligérant donne au personnel de même grade dans sa propre marine.

§ 3. — CONDITION DES BLESSÉS, MALADES
ET NAUFRAGÉS

L'article 11 consacre, comme l'article 8 de 1899, l'obligation pour les capteurs de respecter et soigner les marins et militaires embarqués, blessés ou malades, en y ajoutant les autres personnes officiellement attachées aux marines et aux armées, conformément à l'article 1, alinéa 1 de la convention de Genève de 1906.

L'article 12 dû à la délégation allemande est nouveau : « Tout vaisseau de guerre d'une partie belligérante peut réclamer la remise des blessés, malades ou naufragés qui sont à bord des bâtiments-hôpitaux militaires, des bâtiments hospitaliers des sociétés de secours ou de particuliers, des navires de commerce, yachts et embarcations, quelle que soit la nationalité de ces bâtiments. » Cette règle n'est pas nouvelle, et l'on peut en retrouver sinon la forme, du moins l'esprit dans la convention de 1899 (1). Voici l'hypothèse que présente M. Renault dans son rapport, et sur laquelle il ne doit pas y avoir d'équivoque :

1. Voir Annexe III, article 9.

« Un croiseur belligérant rencontre un bateau-hôpital militaire ou un bâtiment hospitalier, un bâtiment de commerce ; quelle que soit la nationalité de ces bâtiments, il a, soit en vertu de l'article 4 de la convention, soit en vertu du droit commun, le droit de visite à leur égard. Il l'exerce et trouve à bord des naufragés, des blessés ou des malades ; il a le droit de se les faire remettre parce qu'ils sont ses prisonniers, comme cela est dit dans l'article 9 de la convention de 1899 reproduit par l'article 14 de notre projet. Il n'y a là qu'une application d'un principe général, en vertu duquel les combattants d'un belligérant qui tombent au pouvoir de la partie adverse, sont par cela même ses prisonniers. Evidemment le belligérant n'aura pas toujours intérêt à user de son droit. Souvent il aura tout avantage à laisser les blessés ou malades là où ils sont et à ne pas en prendre la charge. Mais, dans tel cas donné, il sera indispensable de ne pas laisser aller des blessés ou des malades qui seront encore en état de rendre de grands services à leur patrie ; cela se comprend encore plus à l'égard des naufragés valides. On a dit qu'il y aurait inhumanité à forcer un bâtiment neutre de livrer les blessés qu'il avait charitablement recueillis. Pour écarter cette objection, il n'y a qu'à réfléchir à ce que serait la situation en l'absence de la convention. Le droit des gens positif permettrait non seulement de s'emparer des individus, combattants ennemis, trou-

vés à bord d'un bâtiment neutre, mais de saisir et de confisquer le navire comme ayant rendu un service *unneutral*. Ajoutons que si des naufragés, par exemple, devaient échapper à la captivité par cela seul qu'ils auraient trouvé asile sur un bâtiment neutre, les belligérants écarteraient l'action charitable des neutres, du moment que cette action pourrait avoir pour résultat de leur causer un préjudice irréparable. L'humanité n'y gagnerait pas. Il est très utile d'ajouter que l'article 12 du projet indique d'une manière limitative ce que peut faire un croiseur belligérant à l'égard des bâtiments de commerce neutres ; il ne peut les détourner de leur route et leur imposer un itinéraire déterminé. Ce droit n'est accordé par l'article 4 de la convention de 1899 conservé par le projet, qu'à l'égard des bâtiments affectés spécialement au service hospitalier qui doivent subir les conséquences du rôle particulier qui leur est assigné. Rien de semblable ne saurait être imposé à des navires de commerce qui occasionnellement veulent bien concourir à une œuvre charitable (1). »

La délégation française apporta une amélioration à la convention de 1899 en faisant adopter l'article 13 : « Si les blessés, malades ou naufragés sont recueillis à bord d'un vaisseau de guerre neutre, il devra être pourvu dans la mesure du possible à ce qu'ils ne puissent pas de nouveau prendre part aux opérations de

1. *Actes et Documents*, tome III, p. 310.

la guerre. » Ces blessés, malades ou naufragés, sont donc assimilés aux combattants de la guerre continentale qui se réfugient en pays neutre. Cette règle consacre la solution qui avait été admise pendant la guerre russo japonaise de 1904. Les navires français, anglais et italien, *Talbot*, *Pascal* et *Elba* avaient recueilli les naufragés des navires russes *Variag* et *Koreïetz* détruits par la flotte japonaise le 9 février 1904 dans la baie de Chemulpo. Les commandants japonais en réclamaient la remise, mais après des négociations, il fut décidé que les marins russes recueillis seraient rendus à des vaisseaux russes, en dehors du théâtre des hostilités, et pourraient rentrer en Russie à condition de prendre l'engagement de ne plus servir pendant la guerre en cours.

L'article 14 reproduit l'article 9 de la Convention de 1899 et fixe le sort des naufragés, blessés ou malades d'un belligérant, qui tombent au pouvoir de l'autre.

Sur la proposition de la Délégation française, la Conférence admit l'article 15 qui n'est autre chose que l'article 10 repoussé en 1899. L'hypothèse que l'on a en vue est celle de bâtiments de guerre des belligérants venant débarquer des blessés ou des malades dans un port neutre, et dégager ainsi leur action ; ces blessés devront dans ce cas être gardés par l'Etat neutre de manière qu'ils ne puissent pas de nouveau prendre part aux opérations de la guerre. Mais

s'il s'agit d'un bâtiment de commerce neutre qui, ayant recueilli occasionnellement des blessés ou des malades, même des naufragés, arrive dans un port neutre sans avoir rencontré de croiseur et sans avoir pris aucun engagement, les individus qu'il débarque ne tombent pas sous le coup de la disposition, ils sont libres (1).

Les articles 16 et 17 apportent des innovations et sont inspirés par les articles 3 et 4 de la convention de Genève de 1906.

« Après chaque combat, les deux parties belligérantes, en tant que les intérêts militaires le comportent, prendront des mesures pour rechercher les naufragés, les blessés et les malades, et pour les faire protéger, ainsi que les morts, contre le pillage et les mauvais traitements. Elles veilleront à ce que l'inhumation, l'immersion ou l'incinération des morts soit précédée d'un examen attentif de leurs cadavres. » On a conservé les mots inhumation et incinération de l'article 3, qui seront d'application restreinte dans la guerre maritime, mais on a songé qu'un combat peut avoir lieu près des côtes et la disposition s'applique alors aux hommes qui sont à terre.

L'article 17 dispose que :

« Chaque belligérant enverra, dès qu'il sera possible, aux autorités de leurs pays, de leur marine ou de leur armée, les marques ou pièces militaires d'i-

1. *Actes et Documents*, t. III, p. 311.

dentité trouvées sur les morts, et l'état nominatif des blessés ou malades recueillis par lui. Les belligérants se tiendront réciproquement au courant des internements et des mutations, ainsi que des entrées dans les hôpitaux et des décès survenus parmi les blessés et malades en leur pouvoir. Ils recueilleront tous les objets d'un usage personnel, valeurs, lettres, etc., qui seront trouvés dans les vaisseaux capturés ou délaissés par les blessés ou malades décédés dans les hôpitaux, pour les faire transmettre aux intéressés par les autorités de leur pays. »

Les dix derniers articles (18 à 28) concernent l'exécution et la force obligatoire de la convention de 1907. Ils sont inspirés par les articles de 1899 et de 1906. Il est notamment ordonné par l'article 20 aux Puissances signataires de prendre les mesures nécessaires pour instruire leurs marines et spécialement le personnel protégé, des dispositions de la présente convention. M. Renault considère cet article comme très important : « Car les dispositions les meilleures restent lettre morte si on ne prend pas à l'avance les précautions nécessaires pour instruire ceux qui auront à les appliquer. Spécialement le personnel à bord des bâtiments-hôpitaux ou des bâtiments hospitaliers aura souvent à remplir une mission très délicate. Il faut qu'il soit persuadé de la nécessité de ne pas profiter des immunités qui lui sont accordées pour commettre des actes de belligérance ; ce serait la ruine

de la convention et de toute l'œuvre humanitaire des deux Conférences de la Paix (1). »

L'article 22 établit qu'en cas de lutte entre les forces de terre et de mer, la convention de 1907 sera applicable aux seules forces embarquées, et la convention de Genève de 1906 aux troupes de terre.

La convention du 18 octobre 1907 doit (art. 25) remplacer dans les rapports entre les Puissances contractantes la convention du 29 juillet 1899, mais cette dernière reste toutefois en vigueur dans les rapports entre les Puissances qui l'ont signée et qui ne ratifieraient pas également celle de 1907.

Les autres articles ne présentant avec notre sujet qu'un rapport éloigné, nous renvoyons pour leur lecture à l'annexe IV où ils figurent intégralement.

De l'étude précédente, nous pouvons tirer les conclusions suivantes : d'une part, le progrès accompli dans les Conférences visant les soins à donner aux blessés des guerres continentales où l'entente était plus facile en raison de l'identité de l'intérêt des Etats, a appelé l'attention sur les situations de même nature dans les guerres maritimes, et a facilité un accord qui sans ces circonstances favorables eût été presque impossible à obtenir. D'autre part si, à la Conférence de 1899 l'accord ne s'était pas établi sur toutes les questions discutées, il en était résulté néanmoins un nouveau mouvement d'opinion qui permit

1. *Actes et Documents*, t. III, p. 311.

aux plénipotentiaires de 1907 de réaliser d'une façon plus complète les vœux exprimés par les juriconsultes et les sociétés charitables que préoccupe le souci de rendre la guerre plus humaine (1).

1. La convention de 1899 avait été signée : dès le 29 juillet 1899 par la Belgique, le Danemark, l'Espagne, les Etats-Unis mexicains, la France, la Grèce, le Monténégro, les Pays-Bas, la Perse, le Portugal, la Roumanie, la Russie, le Siam, la Suède et la Norvège. Depuis et avant le 1^{er} janvier 1900 par l'Allemagne, la Grande-Bretagne, les Etats-Unis, l'Italie, le Japon, le Luxembourg et la Serbie. Acceptée à des dates diverses par l'Argentine, la Bolivie, le Brésil, le Chili, la Chine, la Colombie, Cuba, la République Dominicaine, l'Equateur, le Guatemala, le Honduras, le Nicaragua, Panama, le Paraguay, le Pérou, Salvador, la Suisse, la Turquie, l'Uruguay, le Vénézuéla.

La convention de 1907 fut dès le 18 octobre signée par les Etats-Unis d'Amérique, l'Argentine, la Belgique, la Bolivie, le Brésil, la Bulgarie, le Chili, la Colombie, Cuba, le Danemark, la République Dominicaine, l'Espagne, la France, la Grèce, le Guatemala, Haïti, le Luxembourg, le Mexique, le Monténégro, la Norvège, Panama, les Pays-Bas, le Pérou, la Perse, le Portugal, la Russie, Salvador, la Serbie, le Siam, la Suède, l'Uruguay, le Vénézuéla. La Perse a signé sous réserve du droit reconnu par la Conférence de l'emploi du Lion et du Soleil Rouge aux lieu et place de la Croix Rouge.

Au 30 juin 1903, la convention était signée par tous les Etats représentés à la Conférence, sauf par le Nicaragua.

La Chine a signé sous réserve de l'article 21.

La Grande-Bretagne a signé sous réserve des articles 6 et 21 et avec la déclaration suivante : « En apposant leurs signatures, les plénipotentiaires britanniques déclarent que le Gouvernement de Sa Majesté entend que l'application de l'article 12 se borne au seul cas des combattants recueillis pendant ou après un combat naval auquel ils auront pris part. »

La Turquie a signé sous réserve de l'emploi du Croissant Rouge aux lieu et place de la Croix Rouge.

CHAPITRE III

Correspondance postale (1).

§ 1. — HISTORIQUE.

La correspondance postale n'était jusqu'à la deuxième Conférence de la Paix de 1907 que médiocrement protégée ; elle était considérée de bonne prise et son transport exposait même parfois à la capture le navire qui s'y livrait ; c'est ainsi que nous voyons dans le *Manuel des prises britannique* publié en 1888 que le fait de transporter « des dépêches de l'ennemi, c'est-à-dire des communications officielles, importantes ou non, entre officiers, militaires ou civils au service de l'ennemi, sur les affaires publiques de leur Gouvernement » entraînait la confiscation du navire (2). Des adoucissements étaient cependant assez fréquemment apportés à cette règle sévère par des conventions spéciales établies entre les belligérants.

Les principales sont : la convention franco-anglaise

1. Voir le texte des articles de la convention, annexe V.

2. Ch. Dupuis. *Le droit de la guerre maritime d'après les doctrines anglaises*, n° 232.

du 14 juin 1833 dont l'article 13 décide que : « En cas de guerre entre les deux nations, les paquebots-poste des deux offices continueront leur navigation sans obstacle ni molestation jusqu'à notification de la cessation de leurs services faite par l'un des deux Gouvernements, auquel cas il leur sera permis de retourner librement et sous protection spéciale dans leurs ports respectifs (1). » Cet article se retrouve presque mot à mot dans le traité franco-portugais du 19 juin 1844 (art. 5) (2), la convention postale franco-anglaise du 24 septembre 1856 (art. 11) (3), la convention franco-italienne des 18-29 novembre 1875 (art. 14), enfin le traité franco-anglais du 30 août 1890 (art. 9) (4).

Pendant la guerre franco-allemande de 1870, la France avait décidé d'exempter de la visite les sacs de dépêches transportés par des paquebots-poste neutres, mais en exigeant toutefois des agents de l'Etat neutre, chargé du transport de ces sacs, l'affirmation du caractère licite de la correspondance qu'ils accompagnaient. Cette exigence ne donna d'ailleurs qu'une certitude très relative sur le caractère licite de la correspondance, car les agents des postes ne pouvaient savoir si l'adresse inscrite sur les

1. De Clercq. *Recueil des traités de la France*, t. IV, p. 251.

2. De Clercq. *Recueil des traités de la France*, t. V, p. 181.

3. De Clercq. *Recueil des traités de la France*, t. VII, p. 155.

4. De Clercq. *Recueil des traités de la France*, t. XVIII, p. 591.

lettres indiquait bien le véritable destinataire ou par contre une personne interposée.

Les Etats-Unis avaient pris la même décision pendant la guerre hispano-américaine de 1898. Or, malgré cette décision, le paquebot l'*Olinde Rodrigue*, accusé à tort d'avoir voulu forcer le blocus de San Juan de Porto Rico, fut arrêté le 4 juillet 1898 par un croiseur américain et séquestré avec la correspondance et la valise diplomatique du ministre de France à Port-au-Prince qu'il transportait ; il ne fut relâché que le 15 mars 1899, étant ainsi resté sous séquestre près de neuf mois, ce qui était un véritable abus de la part du gouvernement américain.

Enfin au cours de la guerre anglo-transvaalienne, il se produisit un fait qui montre bien la nécessité, avant la convention de 1907, d'une convention spéciale entre les Etats pour assurer la protection des paquebots-poste. Un paquebot-poste allemand, le *Général*, fut arrêté, visité et saisi par les autorités anglaises. Il y eut aussitôt un mouvement général d'indignation et de protestation en Allemagne ; un député, M. Moeller, interpella au Reichstag allemand le 19 janvier 1901 et raisonna dans son interpellation comme si les paquebots-poste étaient légalement inviolables (1), à quoi M. de Bulow répondit : « Nous

1. Il est vrai qu'en 1896, l'Institut de droit international avait reconnu le caractère licite au transport des dépêches de toutes sortes par les paquebots-poste neutres.

avons fait observer qu'il serait hautement désirable que le Gouvernement anglais avisât les commandants de ses vaisseaux de ne pas arrêter les vapeurs naviguant sous le pavillon de la poste. Ce Gouvernement a envoyé des instructions pour que ces paquebots ne fussent pas visités et retenus sur une simple suspicion. Ces instructions resteront en vigueur jusqu'à ce qu'intervienne un arrangement entre les deux Puissances (1). »

§ 2. — SECONDE CONFÉRENCE DE LA PAIX. 1907.

La seconde Conférence de la Paix de 1907 a rendu inutiles ces conventions entre les Etats par les dispositions suivantes :

Article premier. — La correspondance postale des neutres ou des belligérants, quel que soit son caractère officiel ou privé, trouvée en mer sur un navire neutre ou ennemi est inviolable. S'il y a saisie du navire, elle est expédiée avec le moins de retard possible par le capteur.

Les dispositions de l'alinéa précédent ne s'appliquent pas en cas de violation de blocus à la correspondance qui est à destination ou en provenance du port bloqué.

1. Desjardins. *Revue des Deux-Mondes*, 1^{er} mars 1900. « La guerre dans l'Afrique australe ».

Art. 2. — L'inviolabilité de la correspondance postale ne soustrait pas les paquebots neutres aux lois et coutumes de la guerre sur mer concernant les navires de commerce neutres en général. Toutefois la visite n'en doit être effectuée qu'en cas de nécessité avec tous les ménagements et toute la célérité possibles.

Ces articles qui furent acceptés à l'unanimité des voix exprimées sont dus à la proposition allemande présentée par M. Kriege à la huitième séance de la quatrième Commission au cours de la discussion engagée sur la contrebande de guerre. « Nous pensons, dit M. Kriege, qu'il y aurait avantage à établir le principe que la correspondance postale expédiée par mer est inviolable. Les relations postales ont, à notre époque, une telle importance, il y a tant d'intérêts commerciaux et autres basés sur le service régulier de la correspondance, qu'il est grandement désirable de la mettre à l'abri des perturbations qui pourraient être causées par la guerre maritime. De l'autre côté il n'est guère probable que les belligérants qui disposent pour la transmission de leurs dépêches des voies de la télégraphie et de la radiotélégraphie, aient recours au trafic ordinaire des postes en vue des communications officielles qui se rapportent aux opérations militaires. Le profit à retirer pour les belligérants du contrôle du service postal n'est donc point en rapport avec les préjudices que l'exercice de ce contrôle entraîne pour le commerce légitime. Le moyen le plus efficace pour

atteindre au but consisterait à exonérer de tout contrôle les navires qui font le service postal régulier. Cependant cela ne paraît guère possible. Il faudrait se borner à édicter que les belligérants doivent tenir compte de leur caractère spécial et s'abstenir autant que possible d'exercer sur eux le droit de visite. Mais l'inviolabilité devrait être absolue à l'égard de la correspondance même, quelle que fût la nationalité du navire qui la porte. Les belligérants n'auraient pas le droit en cas de saisie d'un paquebot poste, de desceller dans un but de contrôle les sacs qui contiennent les lettres, et ils seraient tenus de prendre les mesures nécessaires pour assurer leur prompte remise à destination (1). »

M. Fromageot reprenant ces diverses idées présentait dans son rapport général à la Conférence les articles que nous avons vus plus haut ; ces articles qui marquent un véritable progrès sur les règles admises jusqu'alors, puisqu'ils consacrent dans la plupart des cas l'inviolabilité de la correspondance postale sur mer, furent acceptés à l'unanimité des voix exprimées (2).

1. *Actes et Documents*, t. III, p. 860 et suiv.

2. Cette restriction au droit de capture, ainsi que celles que nous allons étudier dans les chapitres suivants, se trouvent réunies dans la « Convention relative à certaines restrictions à l'exercice du droit de capture dans la guerre maritime ».

Cette convention était au 18 octobre 1907 signée par : les Etats-Unis d'Amérique, la Belgique, la Bolivie, le Brésil, la Bulgarie, le

Au cours de la présente guerre italo-turque, les règles que nous venons d'étudier, concernant les paquebots-poste, furent violées par les autorités italiennes dans l'affaire du *Carthage*.

Le vapeur *Carthage* de la Compagnie générale transatlantique, courrier postal régulier de Tunisie, avait quitté Marseille le 15 janvier à midi à destination de Tunis, porteur d'un aéroplane expédié par M. Duval, demeurant à Paris, au même M. Duval à Tunis. Le lendemain 16 janvier, en vue des côtes de Sardaigne, il rencontra un torpilleur italien qui, après lui avoir intimé l'ordre de stopper, envoya à bord un officier pour le visiter. Cet officier exigea alors que l'aéroplane soit, ou envoyé à Cagliari, ou détruit sur place. Le *Carthage* se rendit à Cagliari, où il fut mis sous séquestre, son commandant refusant à juste titre de livrer l'appareil ; ce ne fut que le samedi 20, après entente entre les Gouvernements français et italien, que le vapeur fut relaxé et put enfin porter à Tunis la correspondance internationale dont il était chargé. Cette entrave à la fonction postale du *Carthage* violait en premier lieu une convention franco-italienne du 18 novembre 1875 dont

Chili, la Colombie, Cuba, le Danemark, la République Dominicaine, l'Espagne, la France, la Grèce, la Guatémala, Haïti, le Luxembourg, le Mexique, la Norvège, Panama, les Pays-Bas, le Pérou, la Perse, le Portugal, la Russie, Salvador, la Serbie, le Siam, la Suède, l'Uruguay et le Vénézuëla.

l'article 14 stipule : « Lorsque les paquebots employés par l'administration des postes de France ou d'Italie, pour le transport des correspondances dans la Méditerranée, seront des bâtiments... subventionnés par l'Etat,... ils jouiront des mêmes honneurs et privilèges que les vaisseaux de l'Etat... et ne pourront à aucun titre être détournés de leur destination, ni être sujets à saisie, embargo ou arrêt de prince. »

De plus, la convention de La Haye de 1907 relative à la correspondance postale impose aux belligérants de n'effectuer la visite des paquebots-poste qu'en cas de nécessité et avec tous les ménagements et toute la célérité possibles, afin d'éviter tout retard dans la remise de la correspondance.

Cette double violation de nos droits sera jugée par le tribunal de La Haye.

CHAPITRE IV

Pêche côtière (1).

§ 1. — HISTORIQUE

L'article 3 de la convention de 1907, relative à certaines restrictions à l'exercice du droit de capture dans la guerre maritime, qui vise l'exemption de capture des bateaux de pêche côtière a en quelque sorte sanctionné et réglementé une pratique suivie de tout temps par la France et reconnue par presque tous les pays. Cette immunité a toujours eu pour raison un sentiment d'humanité. En effet, « l'industrie de la pêche côtière est entièrement pacifique et d'une importance quant à la richesse nationale qu'elle peut produire, bien moins grande que celle du commerce maritime ou des grandes pêches. Paisibles et tout à fait inoffensifs, ceux qui l'exercent, parmi lesquels on voit souvent des femmes, peuvent être appelés moissonneurs des mers territoriales, puisqu'ils se bornent à en récolter les produits ; ce sont pour la plupart

1. Voir le texte des articles de la convention, annexe V.

des familles pauvres qui ne cherchent guère dans ce métier que le moyen de gagner leur vie (1). »

On veut éviter à ces pauvres gens la misère complète que leur causerait la prise ou la destruction de leurs engins, pour eux seuls moyens d'existence, d'autant plus que cette misère ne troublerait en rien la vie économique du pays et n'exercerait pas une action décisive suffisant à amener la fin des hostilités. Cependant ces motifs ne sauraient s'appliquer à la grande pêche comme celle de la morue, de la baleine, du cachalot et du phoque ; les navires qui se livrent à cette sorte de pêche peuvent être considérés comme s'adonnant à des opérations dont le caractère est à la fois industriel et commercial. Aussi n'ont-ils jamais bénéficié de l'exemption souhaitée pour la pêche côtière et que nous verrons admise dans un certain nombre de traités.

Cette exemption de capture était au xvi^e siècle souvent consacrée dans des « trêves pécheresses ». C'est ainsi que le 2 octobre 1521 fut conclu à Calais entre Charles-Quint et François I^{er} et sous les auspices de l'Angleterre et du Saint-Siège un traité dont le but spécial était d'assurer la liberté de la pêche côtière. Le droit d'accorder des trêves pécheresses fut conféré à l'amiral par l'ordonnance de 1584. Cependant

1. Ortolan. *Règles internationales ou diplomatie de la mer*, t. II, liv. III, p. 51.

au xvii^e siècle, il n'en fut presque plus accordé par la France, même pour la pêche journalière du poisson frais ; ses ennemis abusaient en effet de la bonne foi avec laquelle elle observait les traités et s'emparaient de ses pêcheurs, tandis que les leurs continuaient en toute sécurité leurs opérations. Dans l'ordonnance de 1692, Louis XIV interdit complètement ces sortes de conventions toujours désavantageuses à la France. Voici le préambule de cette ordonnance :

« Sur ce qui a été représenté à Sa Majesté que les corsaires français sont en usage, en traitant avec les matres des bâtiments qu'ils prennent à la mer, de leur rançon et particulièrement ceux de Dunkerque avec les pêcheurs, de leur donner le temps nécessaire pour continuer leur pêche, quoique le plus souvent ils ne tirent que le quart ou le tiers de la valeur des bâtiments, ce qui est d'un avantage considérable pour les ennemis qui trouvent par une rançon modique le moyen d'assurer leur pêche ou leur commerce, sur quoi voulant pourvoir, Sa Majesté a fait et fait très expresses inhibitions et défenses de donner à aucuns bâtiments ennemis qu'ils rançonnent pêcheurs ou autres, la permission de continuer leur pêche ou leur navigation pour quelque temps ou sous quelque prétexte que ce soit (1). »

Au xviii^e siècle, la pratique de l'immunité fut

1. Valin. *Traité des prises*, II, Pièces justificatives, La Rochelle, 1763, p. 30.

remise en vigueur. Au début de la guerre de l'Indépendance américaine, dans une lettre du 5 juin 1779 à l'amiral, Louis XVI donna ordre à tous les commandants de ses bâtiments, aux armateurs et capitaines des corsaires « de ne point inquiéter, jusqu'à nouvel ordre, les pêcheurs anglais et de ne point arrêter leurs bâtiments, non plus que ceux qui seraient chargés de poisson frais, quand même ce poisson n'aurait pas été pêché à bord de ces bâtiments, pourvu toutefois qu'ils ne soient armés d'aucune arme offensive et qu'ils ne soient pas convaincus d'avoir donné quelques signaux qui annonceraient une intelligence suspecte avec les bâtiments de guerre ennemis (1). »

Nous rencontrons de nouveau ces défenses dans les motifs d'un arrêt de Cassation, rendu en Conseil le 6 novembre 1780 sur une opposition formée par la Chambre de commerce de Dunkerque contre une ordonnance du Conseil des Prises du 10 mai 1780 qui avait validé la rançon du bateau pêcheur anglais capturé le *Jean et Sara*.

Pendant les guerres de la Révolution, la France resta toujours fidèle à ce principe, malgré l'attitude non réciproque de l'Angleterre. Un arrêté du Comité de Salut public du 27 thermidor de l'an III décréta la mise en liberté des pêcheurs anglais faits prison-

1. Pistoye et Duverdy. *Traité des prises maritimes*, édit. augmentée, 1852, t. I, p. 332.

niers en vertu d'un décret du 18 vendémiaire de l'an II. Les Anglais répondirent à cette marque de bienveillance par l'« Order in Council » du 24 janvier 1798 ordonnant aux commandants de vaisseaux de capturer les bateaux de pêche français et hollandais. La France renouvela cependant en mai 1800 les ordres donnés par Louis XVI en 1779 et l'« Order in Council » fut rapporté le 30 mai 1800 (1) ; ce ne devait être que pour peu de temps, car l'Angleterre le remit en vigueur le 21 janvier 1804, ayant, disait-elle, à se plaindre de ce qu'à Flessingue des bateaux de pêche aient été transformés en brûlots. Pourtant à la suite de nombreux pourparlers, l'« Order in Council » fut rapporté définitivement par l'Angleterre qui tint malgré tout à affirmer que la liberté de la pêche n'était fondée que sur une simple concession de sa part, concession qui serait toujours subordonnée à la convenance du moment et qui n'avait jamais porté sur la grande pêche ni sur le commerce d'huîtres ou de poissons (2).

C'est à la même époque que la France eut l'occasion, dans l'affaire de la *Nossa Senhora de Piedade y Animas*, d'appliquer la règle de l'immunité accordée aux bateaux de pêche côtière. Une barque de pêche portugaise, la *Nossa Senhora de Piedade y Animas*, avait

1. De Martens. *Recueil des traités*, t. VI, p. 503.

2. Pistoye et Duverdy, *op. cit.*, p. 332.

été capturée le 27 floréal an IX (17 mai 1801) par le corsaire français la *Carmagnole* (1) ; le commissaire du Gouvernement Dufaut conclut devant le Conseil à la restitution de la barque, rappelant la pratique toujours suivie en France et signalant que l'Angleterre elle-même n'a pas toujours été hostile à ce principe, ayant, au cours même de la présente guerre, conclu avec l'Espagne une convention signée par les amiraux Mazzaredo et Saint-Vincent, où il était dit : « qu'aucune hostilité n'aurait lieu contre les bateaux pêcheurs des deux nations et leurs équipages soit dans le canal de Gibraltar, soit dans la mer septentrionale ». Le Conseil « faisant droit sur les conclusions du commissaire du Gouvernement et adoptant les principes d'humanité et les maximes du droit des gens qui y sont développés, ordonne que le bateau pêcheur la *Nossa Senhora de Piedade y Animas* amené à Cartaya par le corsaire français la *Carmagnole*, ensemble le poisson qu'il renfermait ou le produit net de la vente qui aurait pu en être faite, soient restitués au maître et patron du bateau pêcheur. »

Les Etats-Unis d'Amérique admirent aussi la liberté de la pêche côtière pendant la guerre qu'ils eurent avec le Mexique en 1846. Les instructions données aux commandants de l'escadre américaine portaient : « ...les bâtiments mexicains exclusivement employés

1. De Martens, *Recueil des traités*, t. VI, p. 514.

à la pêche sur quelque partie que ce soit de la côte pourront continuer leurs travaux sans être inquiétés (1). »

Pendant les guerres d'Orient et d'Italie, la France restant fidèle à sa manière d'agir, respecta toujours les bateaux de pêche ennemis (2), tandis que l'Angleterre, alors même qu'elle était son alliée pendant la guerre de Crimée, détruisit dans la mer d'Azoff les bateaux, filets, instruments de pêche, approvisionnements et même les cabanes des pêcheurs russes riverains.

La France reproduisit dans l'instruction du 25 juillet 1870 (art. 2) les dispositions concernant la neutralité des bateaux de pêche, mais la Prusse ne prit aucun engagement en cette matière.

Enfin au cours de la guerre hispano-américaine de 1898, les bateaux de pêche espagnols *Paquete Habana* et *Lola* avaient été capturés et le tribunal des prises en avait légitimé la saisie, mais la Cour suprême des Etats-Unis annula cette décision par un arrêt du 8 janvier 1900 où il était dit : « Aujourd'hui, d'après le consentement général des nations civilisées du monde et indépendamment d'un traité spécial quelconque ou autre acte public, c'est une règle établie

1. De Martens et Murhard. *Nouv. Recueil général des traités*, t. IX, p. 168.

2. Voir à ce sujet les instructions du ministre de la Marine du 31 mars 1854, art. 2.

de la loi internationale que les bateaux de pêche côtière avec leurs équipements et approvisionnements, cargaisons et équipages non armés et poursuivant honnêtement leur métier paisible de prendre et d'apporter les poissons frais, sont exempts de capture comme prises de guerre. C'est une règle dont les Cours de prises, administrant la loi des nations, sont obligées de tenir compte judiciairement, et aussi de rendre effective et ceci en l'absence de tout traité ou autre acte public de leur propre gouvernement à cet égard (1). » Deux années plus tard, les Etats-Unis confirmèrent cette manière d'agir en introduisant dans leur code naval de 1900 un article qui exempte de capture « les navires de pêche côtière correctement employés à leur destination » (2).

On peut voir par cet exposé historique que l'exception de capture accordée aux bateaux de pêche côtière, tout en étant généralement reconnue équitable, n'avait pas cependant le caractère obligatoire que réclamait son utilité. Une première fois déjà on avait tenté de lui donner ce caractère à la Conférence de la Mer du Nord du 6 mai 1882, mais les délégués anglais s'opposèrent nettement à toute discussion et la question fut abandonnée. Elle fut posée à nouveau et enfin résolue à la seconde Conférence de la Paix de 1907.

1. *Actes et Documents*, t. III, Discours de M. Choate, p. 911.

2. Article 14 du Code naval.

§ 2. — SECONDE CONFÉRENCE DE LA PAIX, 1907.

C'est l'article 3 de la convention relative à certaines restrictions du droit de capture sur mer qui consacre définitivement cet usage :

« Les bateaux exclusivement affectés à la pêche côtière ou à des services de petite navigation locale sont exempts de capture, ainsi que leurs engins, agrès, appareils et chargements.

« Cette exemption cesse de leur être applicable dès qu'ils participent d'une façon quelconque aux hostilités.

« Les Puissances contractantes s'interdisent de profiter du caractère inoffensif desdits bateaux pour les employer dans un but militaire en leur conservant leur apparence pacifique. »

Le paragraphe 1 de l'article accorde l'immunité non seulement aux bateaux de pêche côtière, mais encore, et cela grâce à une proposition de la délégation austro-hongroise, aux bateaux affectés à des services de navigation locale, c'est-à-dire aux bateaux et barques de petite dimension servant au transport des produits agricoles ou à un modeste trafic entre la côte et les îles voisines.

Il est à remarquer que l'article dit, sans commentaires, que l'immunité est réservée aux bateaux exclusivement affectés à la pêche côtière. On avait en effet

essayé, mais en vain, de préciser les caractéristiques de ces bateaux, telles que limite de tonnage, maximum d'équipage, construction spéciale ou mode de propulsion, voile ou moteur ; il fut entendu cependant que ces éléments, qui varient suivant les lieux, seraient à prendre en considération pour déterminer l'affectation exclusive.

Devant la Commission, le désir avait été manifesté par M. Bernaërt que la distance des côtes de la pêche dite côtière fût fixée ; mais cela ne parut point possible, étant donnée la variété des côtes et des fonds de pêche qui se trouvent parfois en dehors des eaux territoriales à des distances tout à fait variables. Le texte de l'article ne parle pas exclusivement de la pêche côtière dans les eaux de l'ennemi, car il se peut que cette pêche soit pratiquée sur les côtes d'un Etat autre que l'Etat belligérant et hors de la protection de ses eaux territoriales ; la délégation portugaise en a signalé un exemple frappant dans la pêche qui se pratique sur les côtes du Maroc.

Diverses propositions furent écartées par le Comité d'examen : celle de M. le capitaine-lieutenant Ivens Ferraz au nom de la délégation portugaise visant la cessation de l'immunité dans tous les cas où l'on pourrait craindre une participation quelconque aux hostilités (1) ; celle de la délégation britannique inter-

1. Voir les observations de M. Renault. *Actes et Documents*, t. III, p. 969.

disant aux belligérants l'emploi des barques de pêche « pour le transport des munitions de guerre, ou pour recueillir ou transmettre des informations quant aux mouvements de l'ennemi, ou de les armer pour attaquer l'ennemi » (1).

Contrairement à cette dernière proposition, l'article 3 admet implicitement l'emploi des bateaux de pêche pour les opérations de guerre, mais dans ce cas les belligérants ne peuvent leur conserver leur apparence pacifique et doivent leur faire arborer un signe distinctif que la convention ne détermine pas, et qui sera vraisemblablement le pavillon arboré par leurs navires de guerre (2).

En résumé, il semble bien que les règles formulées sur cette matière par la Conférence de la Paix de 1907 aient atteint le but souhaité au nom de l'humanité, afin d'épargner à de pauvres gens, tant qu'ils restent en dehors des hostilités, des souffrances cruelles et inutiles.

1. Proposition britannique. *Actes et Documents*, t. III, p. 1179. Voir aussi les observations de M. Keïroku Tsudzuki, *id.*, p. 969.

2. Voir 8^e séance du Comité d'examen, *Actes et Documents*, t. III, p. 988 et 11^e séance du Comité d'examen, *Actes et Documents*, t. III, p. 1020 et suiv.

CHAPITRE V

Navires chargés de missions religieuses, scientifiques ou philanthropiques

L'exemption de capture accordée aux navires chargés de missions religieuses, scientifiques ou philanthropiques, était un usage universellement adopté et de tout temps. C'est ainsi que nous voyons le Gouvernement anglais délivrer des sauf-conduits aux navires de Bougainville et de la Pérouse, et réciproquement le Gouvernement français en accorder à ceux de Cook ; les navires partis pour fouiller les mers polaires à la recherche de Franklin en obtinrent également. Enfin pendant la guerre franco-allemande de 1870, l'affaire la *Palme* reconnut implicitement cette règle. Le navire la *Palme* appartenait à la Société protestante des missions de Bâle et était chargé d'entretenir des relations avec les missions évangéliques de l'Afrique occidentale. Ce navire avait été autorisé à naviguer jusqu'en 1866 sous pavillon hanovrien, puis ensuite sous pavillon allemand, mais à la condition d'avoir un prête-nom allemand dési-

gné comme propriétaire sur les registres du port de Brême. La *Palme* était en mer au moment de la déclaration de guerre entre la France et l'Allemagne, et le Gouvernement français fut officiellement informé de l'état des choses. Cependant le 15 janvier 1871 elle fut capturée par le navire français le *Bouragne* et conduite à Dunkerque où le commandant du port la relâcha sous caution. Le Conseil des prises de Bordeaux trancha la question de la validité de la prise en faveur du capteur ; mais sur appel de la société baloise des missions devant le Conseil d'Etat français, l'arrêt fut cassé, d'après les considérants suivants : « ... qu'il est établi par l'instruction que le navire la *Palme* et sa cargaison, appartiennent à la Société protestante des missions de Bâle ; ... que depuis cette époque et notamment dans le dernier voyage, la Société n'a employé le navire que pour ses relations avec les missions protestantes qu'elle entretient sur les côtes d'Afrique ; qu'en raison de ces circonstances exceptionnelles... il convient de se départir, vis-à-vis de la Société des missions protestantes de Bâle, du droit qui appartient au Gouvernement français de déclarer de bonne prise tout navire naviguant sous pavillon allemand. »

L'immunité accordée aux navires dont nous venons de parler a été consacrée et rendue obligatoire par la seconde Conférence de la Paix de 1907.

L'article 4 de la convention relative à certaines res-

trictions au droit de capture dans la guerre maritime déclare « également exempts de capture dans les guerres maritimes, les navires chargés de missions religieuses, scientifiques ou philanthropiques ».

Cet article est dû aux propositions du comte Tornielli, de M. Renault et du Jonkheer van Karnebeck.

La proposition italienne visait les navires chargés de missions purement scientifiques, mais à la demande de M. Lammasch, le mot « purement » fut supprimé ; « il peut en effet arriver que certains navires soient chargés d'une mission scientifique et accessoirement d'une mission commerciale. Tel fut le cas de la frégate autrichienne *Novara* qui, pendant la guerre de 1859, obtint un sauf-conduit de la France et de la Sardaigne. Elle avait une mission commerciale subordonnée à une mission scientifique ; la suppression du mot « purement » permettrait le renouvellement de cette combinaison » (1).

M. Renault demanda l'extension de l'immunité « aux bateaux ayant un but charitable et humanitaire, tels que ceux qui, par exemple, sont chargés d'une mission évangélique » (2), et le Jonkheer van Karnebeck proposa de l'étendre aussi aux navires chargés de missions religieuses. Le principe de l'exemption dans ces trois cas fut unanimement accepté.

1. *Actes et Documents*. Discours de M. Lammasch, t. III, p. 981.

2. *Actes et Documents*, t. III, p. 980.

On avait proposé d'imposer à l'Etat belligérant dont un navire serait chargé d'une mission religieuse, scientifique ou philanthropique, une notification à son adversaire qui « remettrait alors un sauf-conduit indiquant les conditions de l'exemption et prendrait les mesures nécessaires afin qu'elle fût dûment respectée » (1), mais cette proposition fut rejetée comme un véritable recul sur la pratique suivie jusqu'alors. L'article 4 ne parle pas des conditions auxquelles la jouissance de cette immunité est subordonnée, car, ainsi que le dit M. Fromageot dans son rapport, « il est clair que cette faveur n'est accordée qu'à la condition de ne pas s'immiscer dans les opérations de la guerre; pour éviter toutes difficultés, l'Etat dont le navire en question bat le pavillon devra s'abstenir de l'impliquer dans un service de guerre. La faveur qui lui est accordée lui confère une sorte de neutralisation qui doit demeurer jusqu'à la fin des hostilités et qui s'oppose à tout changement de destination (2). »

1. *Actes et Documents*, t. III, p. 1000.

2. *Actes et Documents*, t. III, p. 1027.

CHAPITRE VI

Régime des équipages des navires de commerce ennemis capturés par un belligérant (!)

Jusqu'à la seconde Conférence de 1907, il était de règle internationale que la capture d'un navire de commerce entraînait de plein droit la détention, comme prisonniers de guerre, des officiers et de l'équipage qui se trouvaient à bord. On estimait en effet qu'il était dangereux de rendre à l'ennemi des hommes susceptibles de reprendre du service sur d'autres navires de commerce ou même de remplacer sur les navires de guerre les matelots morts ou blessés ; le but visé dans la capture étant l'anéantissement du commerce ennemi, il était logique de priver l'adversaire non seulement de ses navires, mais aussi de ses équipages qui, rendus à la liberté, auraient pu lui permettre d'armer de nouveaux navires.

Cette règle si généralement admise ne le fut cependant pas par l'Allemagne au cours de la guerre franco-allemande de 1870. Quarante capitaines de navires

1. Voir le texte des articles : annexe V.

marchands prussiens capturés par les croiseurs français avaient été gardés comme prisonniers et internés à Clermont-Ferrand. Bismarck prétendit alors que ces capitaines appartenant à la marine marchande devaient être considérés comme de paisibles travailleurs ne prenant aucune part aux hostilités et par suite ne pouvaient être faits prisonniers; par mesure de représailles, les autorités allemandes qui commandaient dans les départements de l'Est envahis, firent arrêter les 2 et 3 décembre quarante personnes notables de Dijon, de Grey et de Vesoul qui furent emmenées à Brême où on les traita comme les officiers prisonniers de guerre sans toutefois leur allouer d'indemnité.

Cet acte véritablement injuste et abusif ne pouvait se justifier par aucune coutume ni loi internationales, mais la raison du plus fort étant toujours la meilleure, la France dut se contenter d'adresser une protestation aux Gouvernements étrangers. Le comte de Chaudordy écrivit aux agents diplomatiques de la France à l'étranger :

« Nous ne saurions en premier lieu admettre avec M. le comte de Bismarck que les capitaines et équipages des bâtiments de commerce ennemis capturés par nos croiseurs ne doivent pas être considérés comme prisonniers de guerre.

« Si l'on se reporte aux anciennes ordonnances, on voit qu'il a toujours été enjoint de « ramener tous les

prisonniers avec la prise » (Ordonnance de 1400, art. 4 ; de 1543, art. 20 ; de 1584, art. 33). Les ordonnances du 15 mars 1784, du 5 mai 1756, du 4 octobre 1760 et l'arrêté du 2 prairial an XI traitent de diverses dispositions « relatives aux équipages de commerce faits prisonniers » et notamment de leur échange. Toutes les instructions publiées au début des dernières guerres de 1854 et en 1859 prescrivent de « relâcher les femmes, les enfants et toutes les personnes étrangères au métier des armes et de la marine, qui ne doivent pas être traitées en prisonniers de guerre » et l'article 19 des instructions du 25 juillet 1870 est conforme à ces précédents.

« Le Gouvernement de la Défense nationale est donc fondé à croire qu'il n'a rien fait dans la guerre actuelle qui ne soit conforme sur ce point aux traditions admises depuis plus de cinq cents ans. »

Les Etats devaient par la suite donner implicitement raison à la thèse soutenue par le Gouvernement français, en continuant à se conformer pendant de longues années à ces traditions qui répondaient si bien aux nécessités de la guerre maritime.

Quelques modifications devaient cependant y être apportées à la Conférence de 1907.

Cette matière n'avait pas été envisagée dans le programme russe de la Conférence, mais la quatrième Commission s'en est trouvée saisie par une proposition britannique et une proposition belge.

L'objet de la première était de ne plus considérer comme prisonniers de guerre les équipages, sujets ou citoyens d'une Puissance neutre, qui seraient sur un navire marchand ennemi ne naviguant que dans un but purement commercial, et de libérer les officiers remplissant les mêmes conditions, si leur engagement était antérieur à l'ouverture des hostilités et dans le cas où ils promettraient formellement de ne pas continuer à servir sur un navire ennemi pendant la durée de la guerre (1).

La proposition belge étendait le bénéfice de la proposition anglaise au capitaine et aux gens de l'équipage des navires ennemis avec l'engagement de leur part de ne point prendre de service contre le belligérant capteur pendant toute la durée des hostilités (2).

Une nouvelle proposition fut alors présentée par les délégations de Grande-Bretagne et d'Autriche-Hongrie, réunissant les deux premières :

« Lorsqu'un navire marchand ennemi, ne naviguant que dans un but purement commercial, est capturé par un belligérant, les membres neutres de son équipage ne seront pas faits prisonniers de guerre.

« Il en sera de même du capitaine et des officiers, s'ils sont sujets ou citoyens d'une Puissance neutre, dans le cas où ils promettraient formellement par

1. *Actes et Documents*, t. III, p. 1174, Annexe 45.

2. *Actes et Documents*, t. III, p. 1143, Annexe 14.

écrit de ne pas servir sur un navire ennemi pendant la durée de la guerre.

« Le capitaine et les officiers, les membres de l'équipage sujets ou citoyens ennemis, ne seront pas faits prisonniers de guerre, à condition qu'ils s'engagent sous la foi d'une promesse formelle écrite à ne prendre aucun service ayant rapport avec les opérations de la guerre pendant la durée des hostilités.

« Il est interdit à l'Etat belligérant d'employer sciemment un individu relâché dans les conditions sus-indiquées (1). »

Une difficulté s'éleva sur les mots « ne naviguant que dans un but purement commercial ». Cette formule assez vague excluait, d'après les explications fournies par sir Ernest Satow, du bénéfice de la libération sur parole, l'équipage du navire de commerce ennemi portant des munitions de guerre à la flotte de guerre de sa propre nation et s'écartant ainsi de son rôle purement commercial pour prendre le caractère de vaisseau auxiliaire. Après une vive discussion, on décida de supprimer ces mots et de les remplacer par un alinéa final selon la formule proposée par M. Van den Heuvel : « Les dispositions précédentes ne s'appliquent pas aux navires qui prennent part aux hostilités. » Le capteur peut ainsi ne pas accorder la libération aux équipages des navires marchands

1. *Actes et Documents*, t. III, p. 1175. Annexe 48.

qui prennent une part quelconque aux opérations de la guerre. La détermination des actes qui peuvent être envisagés comme constituant une semblable participation n'a pas été tranchée par la Conférence, elle est laissée à la libre appréciation du belligérant (1).

Les autres articles de la Convention sont conformes à la proposition de la Grande-Bretagne et de l'Autriche-Hongrie.

Article 5. — Lorsqu'un navire de commerce ennemi est capturé par un belligérant, les hommes de son équipage, nationaux d'un Etat neutre, ne sont pas faits prisonniers de guerre.

Il en est de même du capitaine et des officiers également nationaux d'un Etat neutre, s'ils promettent formellement par écrit de ne pas servir sur un navire ennemi pendant la durée de la guerre.

« Tout d'abord il avait été proposé, pour les uns comme pour les autres, d'exiger un engagement de ne pas embarquer à bord d'aucun navire ennemi de guerre ou même de commerce. Mais il a paru qu'il y aurait une rigueur souvent inefficace à exiger des matelots une promesse dont ils comprendraient mal la portée et dont l'exécution pourrait être parfois très difficile à contrôler. De là la distinction consacrée par le texte : les matelots sont libres purement et simplement, le capitaine et les officiers ne sont

1. *Actes et Documents*, t. III, p. 986.

libres que s'ils promettent formellement par écrit de ne pas servir sur un navire ennemi pendant la durée de la guerre (1). » La forme de cette promesse est celle d'un engagement écrit ; il avait été question du serment, mais cette formalité a paru présenter de graves inconvénients en raison de la diversité des usages suivis dans les différents pays, aussi n'a-t-on pas cru devoir la consacrer (2).

Article 6. — Le capitaine, les officiers et les membres de l'équipage, nationaux de l'Etat ennemi, ne sont pas faits prisonniers de guerre, à condition qu'ils s'engagent, sous la foi d'une promesse formelle écrite, à ne prendre, pendant la durée des hostilités, aucun service ayant rapport avec les opérations de guerre.

On voit par cet article que les nationaux ennemis sont traités plus sévèrement que les neutres, et que l'on exige indistinctement des simples matelots et des officiers une promesse formelle écrite de ne prendre aucun service se rapportant aux hostilités. Sur une demande d'explication de M. Renault, concernant la nature de ces services, sir Ernest Satow répondit qu'il estimait qu'aucun des membres de l'équipage capturé ne devait prendre du service dans la marine militaire ou dans l'armée de terre, et qu'il

1. *Actes et Documents*, t. III, p. 975. Proposition de M. Guido Fusinato.

2. *Actes et Documents*, t. III, p. 1028. Rapport de M. Fromageot.

lui était même interdit de rendre, dans les casernes, les services qu'il pourrait être appelé à rendre comme réserviste.

Article 7. — Les noms des individus laissés libres dans les conditions visées à l'article 5 alinéa 2 et à l'article 6, sont notifiés par le belligérant capteur à l'autre belligérant. Il est interdit à ce dernier d'employer sciemment lesdits individus.

Cette disposition a pour but d'assurer l'exécution de l'engagement imposé par les articles précédents, soit aux officiers neutres, soit à l'ensemble des sujets ennemis (1).

Article 8. — Les dispositions des trois articles précédents ne s'appliquent pas aux navires qui prennent part aux hostilités.

Les articles 5, 6 et 7 ayant été rédigés dans le but de protéger les équipages des navires qui poursuivent pacifiquement une entreprise de commerce, en raison même de leur caractère inoffensif, il semble juste d'admettre avec l'article 8 que cette faveur leur sera retirée du jour où ils perdront ce caractère pacifique. Mais, comme le dit M. Fromageot dans son rapport, « la question de savoir si le navire poursuit pacifiquement une entreprise de commerce, ou s'il participe aux hostilités, est une question de fait qu'il n'a pas paru possible de résoudre par une règle

1. *Actes et Documents*, t. III, p. 1029. Rapport de M. Fromageot.

fixe » (1). Et cette liberté d'appréciation laissée aux belligérants semble devoir réduire un peu la portée des articles de la convention. En examinant bien ces articles, on peut se demander si le fait de libérer, même avec les restrictions apportées, les officiers et les équipages, ne constitue pas un véritable danger pour le belligérant capteur, qui dans ce cas sera tenté d'appliquer dans une large mesure l'article 8.

La convention en effet ne permet pas au belligérant capteur de retenir les équipages des navires marchands ennemis qui ne se sont rendus coupables d'aucun acte d'hostilité ; or les marins nationaux d'un Etat neutre, d'une part, pourront prendre du service sur les vaisseaux marchands ennemis et même sur des vaisseaux susceptibles de prendre part ensuite aux hostilités (2) ; quant aux équipages et officiers de nationalité ennemie, d'autre part, il leur est permis de s'embarquer sur les vaisseaux marchands appartenant à l'Etat dont ils sont les sujets (3). Il y a là de plus une différence de traitement qui constitue une véritable anomalie ; les officiers de nationalité ennemie sont mieux traités que ceux de nationalité neutre, puisque l'on a refusé à ces derniers, pensant ainsi mieux protéger les intérêts du belligérant cap-

1. *Actes et Documents*, t. III, p. 1029. Rapport de M. Fromageot.

2. Voir les défenses de l'article 5.

3. Voir les défenses de l'article 6.

teur, la possibilité de servir à nouveau sur aucun navire ennemi, qu'il soit affecté à la guerre ou au commerce.

En outre, d'après la définition « des services ayant rapport avec les opérations de la guerre » donnée par Sir Ernest Satow, on peut estimer que les équipages de nationalité ennemie seront admis à s'engager sur des navires de commerce ennemis ; or ils ne peuvent jamais être absolument certains que le navire à bord duquel ils se trouvent ne se livrera qu'à des opérations purement commerciales, étant donnée surtout l'appréciation laissée aux belligérants quant aux hostilités de l'article 8.

On voit qu'il peut être imprudent de la part d'un belligérant de libérer des hommes qui sont capables de rendre encore à l'ennemi de nombreux services.

M. Fromageot dans son rapport constatait que l'on avait souvent critiqué la pratique ancienne de la capture des équipages entraînée par celle du navire, « en faisant remarquer ce qu'il y avait de rigoureux à traiter comme prisonniers de guerre des particuliers qui ne participent pas aux hostilités, dont la plupart sont de pauvres gens dont le dur métier est l'unique gagne-pain, et qui méritent autant de sollicitude que les particuliers étrangers aux armées et se trouvant sur le territoire ennemi » (1). Mais on peut répondre

1. *Actes et Documents*, t. III, p. 1028. Rapport de M. Fromageot.

à cette assimilation que les particuliers étrangers aux armées et qui se trouvent sur le territoire ennemi, sont soumis aux ordres de l'occupant et durement punis par de l'emprisonnement ou par des amendes écrasantes lorsqu'ils y contreviennent ; alors que les équipages des navires qui violent l'interdiction de l'usage de la mer sont faits prisonniers de guerre, ce qui constitue souvent une pénalité moins rigoureuse.

Tout en approuvant les efforts faits en vue de l'amélioration du sort des équipages et qui ont abouti à la rédaction des articles que nous venons de voir, on peut regretter, étant donné le large pouvoir d'appréciation laissé au belligérant capteur, que l'on n'ait pas maintenu simplement la pratique ancienne, en laissant toutefois le capteur juge, suivant les circonstances, de l'opportunité de la mise en liberté ou du maintien comme prisonniers, des équipages des vaisseaux capturés.

CONCLUSION

Ainsi les Conférences dont nous venons d'étudier l'œuvre n'ont pas abouti à un résultat effectif sur le principe même de l'inviolabilité de la propriété privée sur mer ; mais les Etats n'ont cependant pas abandonné l'espérance d'un succès peut-être plus complet à une prochaine conférence.

Néanmoins, la consécration des restrictions au droit de capture sur mer, depuis longtemps admises en principe et qui désormais s'imposeront dans les relations internationales, peut être considérée comme une véritable amélioration à l'état de choses existant antérieurement. Ces restrictions inspirées par des sentiments d'humanité et d'équité, et par ce fait que de nos jours les intérêts scientifiques, moraux et matériels forment de plus en plus un lien qui unit non seulement les citoyens d'un même groupement politique, mais encore les divers Etats dans leurs rapports entre eux, enlèveront à la guerre maritime ses rigueurs inutiles et permettront d'attendre le moment,

peut-être bien lointain, où grâce à l'entente générale de toutes les nations, les particuliers seront soustraits aux atteintes directes de la guerre qui sera véritablement alors la lutte des forces organisées des Etats en présence.

Vu : Le Président de la Thèse,

RENAULT

Vu : Le Doyen.

CAUWÈS

Vu et permis d'imprimer :
Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,

LIARD

ANNEXE I

Convention relative au régime des navires de commerce ennemis au début des hostilités⁽¹⁾.

ARTICLE PREMIER. — Lorsqu'un navire de commerce relevant d'une des Puissances belligérantes se trouve, au début des hostilités, dans un port ennemi, il est désirable qu'il lui soit permis de sortir librement, immédiatement ou après un délai de faveur suffisant et de gagner directement, après avoir été muni d'un laissez-passer, son port de destination ou tel autre port qui lui sera désigné.

Il en est de même du navire ayant quitté son dernier port de départ avant le commencement de la guerre, et entrant dans un port ennemi sans connaître les hostilités.

ART. 2. — Le navire de commerce qui, par suite de circonstances de force majeure, n'aurait pu quitter le port ennemi pendant le délai visé à l'article

1. Louis Renault, *op. cit.*, p. 117 et suivantes. Deuxième Conférence internationale de la Paix, La Haye, 15 juin-18 octobre 1907.

précédent, ou auquel la sortie n'aurait pas été accordée, ne peut être confisqué.

Le belligérant peut seulement le saisir moyennant l'obligation de le restituer après la guerre sans indemnité, ou de le réquisitionner moyennant indemnité.

ART. 3. — Les navires de commerce ennemis, qui ont quitté leur dernier port de départ avant le commencement de la guerre et qui sont rencontrés en mer ignorants des hostilités, ne peuvent être confisqués. Ils sont seulement sujets à être saisis, moyennant l'obligation de les restituer après la guerre sans indemnité, ou à être réquisitionnés, ou même à être détruits, à charge d'indemnité et sous l'obligation de pourvoir à la sécurité des personnes ainsi qu'à la conservation des papiers de bord.

Après avoir touché à un port de leur pays ou à un port neutre, ces navires sont soumis aux lois et coutumes de la guerre maritime.

ART. 4. — Les marchandises ennemies se trouvant à bord des navires visés aux articles 1 et 2 sont également sujettes à être saisies et restituées après la guerre sans indemnité, ou à être réquisitionnées moyennant indemnité, conjointement avec le navire ou séparément.

Il en est de même des marchandises se trouvant à bord des navires visés à l'article 3.

ART. 5. — La présente convention ne vise pas les navires de commerce dont la construction indique

qu'ils sont destinés à être transformés en bâtiments de guerre.

ART. 6. — Les dispositions de la présente convention ne sont applicables qu'entre les Puissances contractantes et seulement si les belligérants sont tous parties à la convention.

ART. 7. — La présente convention sera ratifiée aussitôt que possible.

Les ratifications seront déposées à La Haye.

Le premier dépôt de ratifications sera constaté par un procès-verbal signé par les représentants des Puissances qui y prennent part et par le ministre des Affaires Etrangères des Pays-Bas.

Les dépôts ultérieurs de ratifications se feront au moyen d'une notification écrite, adressée au Gouvernement des Pays-Bas et accompagnée de l'instrument de ratification.

Copie certifiée conforme du procès-verbal relatif au premier dépôt de ratifications, des notifications mentionnées à l'alinéa précédent, ainsi que des instruments de ratification, sera immédiatement remise, par les soins du Gouvernement des Pays-Bas et par la voie diplomatique, aux Puissances conviées à la deuxième Conférence de la Paix, ainsi qu'aux autres Puissances qui auront adhéré à la convention. Dans les cas visés par l'alinéa précédent, ledit Gouvernement leur fera connaître en même temps la date à laquelle il a reçu la notification.

ART. 8. — Les Puissances non signataires seront admises à adhérer à la présente convention.

La Puissance qui désire adhérer notifie par écrit son intention au Gouvernement des Pays-Bas en lui transmettant l'acte d'adhésion qui sera déposé dans les archives dudit Gouvernement.

Ce Gouvernement transmettra immédiatement à toutes les autres Puissances copie certifiée conforme de la notification ainsi que de l'acte d'adhésion, en indiquant la date à laquelle il a reçu la notification.

ART. 9. — La présente convention produira effet, pour les Puissances qui auront participé au premier dépôt de ratifications, soixante jours après la date du procès-verbal de ce dépôt et, pour les Puissances qui ratifieront ultérieurement ou qui adhéreront, soixante jours après que la notification de leur ratification ou de leur adhésion aura été reçue par le Gouvernement des Pays-Bas.

ART. 10. — S'il arrivait qu'une des Puissances contractantes voulût dénoncer la présente convention, la dénonciation sera notifiée par écrit au Gouvernement des Pays-Bas qui communiquera immédiatement copie certifiée conforme de la notification à toutes les autres Puissances en leur faisant savoir la date à laquelle il l'a reçue.

La dénonciation ne produira ses effets qu'à l'égard de la Puissance qui l'aura notifiée et un an après que

la notification en sera parvenue au Gouvernement des Pays-Bas.

ART. 11. — Un registre tenu par le ministère des Affaires étrangères des Pays-Bas indiquera la date du dépôt des ratifications effectué en vertu de l'article 7, alinéas 3 et 4, ainsi que la date à laquelle auront été reçues les notifications d'adhésion (article 8, alinéa 2) ou de dénonciation (article 10, alinéa 1).

Chaque Puissance contractante est admise à prendre connaissance de ce registre et à en demander des extraits certifiés conformes.

ANNEXE II

Articles additionnels à la convention du 22 août 1864, signés à Genève le 20 octobre 1868 (1).

(Art. 6 à 14, relatifs à la guerre maritime.)

ART. 6. — Les embarcations qui, à leurs risques et périls, pendant et après le combat, recueillent, ou qui ayant recueilli des naufragés et des blessés, les portent à bord d'un navire soit neutre, soit hospitalier, jouiront, jusqu'à l'accomplissement de leur mission, de la part de neutralité que les circonstances du combat et la situation des navires en conflit permettront de leur appliquer.

1. Louis Renault, *opus cit.*, p. 173 et suiv.

L'appréciation de ces circonstances est confiée à l'humanité de tous les combattants.

Les naufragés et blessés ainsi recueillis et sauvés ne pourront servir pendant la durée de la guerre.

ART. 7. — Le personnel religieux, médical et hospitalier de tout bâtiment capturé est déclaré neutre. Il emporte, en quittant le navire, les instruments de chirurgie qui sont sa propriété particulière.

ART. 8. — Le personnel désigné dans l'article précédent doit continuer à remplir ses fonctions sur le bâtiment capturé, concourir aux évacuations de blessés faites par le vainqueur, puis il doit être libre de rejoindre son pays.

ART. 9. — Les bâtiments-hôpitaux militaires restent soumis aux lois de la guerre en ce qui concerne le matériel; ils deviennent la propriété du capteur, mais il ne pourra les détourner de leur affectation spéciale pendant la durée de la guerre.

ART. 10. — Tout bâtiment de commerce, à quelque nation qu'il appartienne, chargé exclusivement de blessés et de malades dont il opère l'évacuation, est couvert par la neutralité; mais le fait seul de la visite, notifié sur le journal de bord par un croiseur ennemi, rend les blessés et les malades incapables de servir pendant la durée de la guerre. Le croiseur aura même le droit de mettre à bord un commissaire pour accompagner le convoi et vérifier ainsi la bonne foi de l'opération.

Si le bâtiment de commerce contenait, en outre, un chargement, la neutralité le couvrirait encore pourvu que ce chargement ne fût pas de nature à être confisqué par le belligérant.

Les belligérants conservent le droit d'interdire aux bâtiments neutralisés toute communication et toute direction qu'ils jugeraient nuisibles au secret de leurs opérations.

Dans les cas urgents, des conventions particulières pourront être faites par les commandants en chef pour neutraliser momentanément, d'une manière spéciale, les navires destinés à l'évacuation des blessés ou des malades.

ART. 11. — Les marins et les militaires embarqués, blessés ou malades, à quelque nation qu'ils appartiennent, seront protégés et soignés par les capteurs.

ART. 12. — Le drapeau distinctif à joindre au pavillon national pour indiquer un navire ou une embarcation quelconque qui réclame le bénéfice de la neutralité en vertu des principes de cette convention, est le pavillon blanc à croix rouge.

Les belligérants exercent à cet égard toute vérification qu'ils jugent nécessaire.

Les bâtiments-hôpitaux militaires seront distingués par une peinture extérieure blanche avec une batterie verte.

ART. 13. — Les navires hospitaliers équipés aux frais des sociétés de secours reconnues par les Gouverne-

ments signataires de cette convention, pourvus de commissions émanées du souverain qui aura donné l'autorisation expresse de leur armement et d'un document de l'autorité maritime compétente, stipulant qu'ils ont été soumis à son contrôle pendant leur armement, et à leur départ final, et qu'ils étaient alors uniquement appropriés au but de leur mission, seront considérés comme neutres, ainsi que tout leur personnel.

Ils seront respectés et protégés par les belligérants.

Ils se feront reconnaître en hissant, avec leur pavillon national, le pavillon blanc à croix rouge. La marque distinctive de leur personnel, dans l'exercice de ses fonctions, sera un brassard aux mêmes couleurs ; leur peinture extérieure sera blanche avec batterie rouge.

Ces navires porteront secours et assistance aux blessés et aux naufragés des belligérants, sans distinction de nationalité. Ils ne devront gêner, en aucune manière, les mouvements des combattants.

Pendant et après le combat, ils agiront à leurs risques et périls.

Les belligérants auront, sur eux, le droit de contrôle et de visite ; ils pourront refuser leur concours, leur enjoindre de s'éloigner et les détenir si la gravité des circonstances l'exigeait.

Les blessés et les naufragés recueillis par ces navires ne pourront être réclamés par aucun des com-

battants et il leur sera imposé de ne pas servir pendant la durée de la guerre.

ART. 14. — Dans les guerres maritimes, toute forte présomption que l'un des belligérants profite du bénéfice de la neutralité dans un autre intérêt que celui des blessés et des malades, permet à l'autre belligérant, jusqu'à preuve du contraire, de suspendre la convention à son égard.

Si cette présomption devient une certitude, la convention peut même lui être dénoncée pour toute la durée de la guerre.

ANNEXE III

Convention pour l'adaptation à la guerre maritime des principes de la convention de Genève du 22 août 1864 (1).

ARTICLE PREMIER. — Les bâtiments-hôpitaux militaires, c'est-à-dire les bâtiments construits ou aménagés par les Etats spécialement et uniquement en vue de porter secours aux blessés, malades et naufragés et dont les noms auront été communiqués à l'ouverture ou au cours des hostilités, en tout cas avant toute mise en usage aux puissances belligérantes, sont respectés et ne peuvent être capturés pendant la durée des hostilités.

1. Louis Renault, *opus cit.*, pages 39 et suivantes. Conférence internationale de la Paix. La Haye, 18 mai-29 juillet 1899.

Ces bâtiments ne sont pas non plus assimilés aux navires de guerre au point de vue de leur séjour dans un port neutre.

ART. 2. — Les bâtiments hospitaliers, équipés en totalité ou en partie aux frais des particuliers ou des sociétés de secours officiellement reconnues sont également respectés et exempts de capture, si la Puissance belligérante dont ils dépendent leur a donné une commission officielle et en a notifié les noms à la Puissance adverse à l'ouverture ou au cours des hostilités, en tout cas avant toute mise en usage.

Ces navires doivent être porteurs d'un document de l'autorité compétente, déclarant qu'ils ont été soumis à son contrôle pendant leur armement et à leur départ final.

ART. 3. — Les bâtiments hospitaliers, équipés en totalité ou en partie aux frais des particuliers ou des sociétés officiellement reconnues de pays neutre, sont respectés et exempts de capture si la Puissance neutre dont ils dépendent leur a donné une commission officielle et en a notifié les noms aux Puissances belligérantes à l'ouverture et au cours des hostilités, en tout cas avant toute mise en usage.

ART. 4. — Les bâtiments qui sont mentionnés dans les articles 1, 2 et 3, porteront secours et assistance aux blessés, malades et naufragés des belligérants sans distinction de nationalité.

Les Gouvernements s'engagent à n'utiliser ces bâtiments pour aucun but militaire.

Ces bâtiments ne devront gêner en aucune manière les mouvements des combattants.

Pendant et après le combat, ils agiront à leurs risques et périls.

Les belligérants auront sur eux le droit de contrôle et de visite ; ils pourront refuser leur concours, leur enjoindre de s'éloigner, leur imposer une direction déterminée et mettre à bord un commissaire, même les détenir si la gravité des circonstances l'exigeait.

Autant que possible, les belligérants inscriront sur le journal de bord des bâtiments hospitaliers les ordres qu'ils leur donneront.

ART. 5. — Les bâtiments-hôpitaux militaires seront distingués par une peinture extérieure blanche avec une bande horizontale verte d'un mètre et demi de largeur environ.

Les bâtiments qui sont mentionnés dans les articles 2 et 3 seront distingués par une peinture extérieure blanche avec une bande horizontale rouge d'un mètre et demi de largeur environ.

Les embarcations des bâtiments qui viennent d'être mentionnés comme les petits bâtiments qui pourront être affectés au service hospitalier, se distingueront par une peinture analogue.

Tous les bâtiments-hôpitaux se feront reconnaître en hissant avec leur pavillon national, le pavillon

blanc à croix rouge prévu par la convention de Genève.

ART. 6. — Les bâtiments de commerce, yachts ou embarcations neutres, portant ou recueillant des blessés, des malades ou des naufragés des belligérants, ne peuvent être capturés pour le fait de ce transport, mais ils restent exposés à la capture pour les violations de neutralité qu'ils pourraient avoir commises.

ART. 7. — Le personnel religieux, médical et hospitalier de tout bâtiment capturé est inviolable et ne peut être fait prisonnier de guerre. Il emporte en quittant le navire, les objets et les instruments de chirurgie qui sont sa propriété particulière.

Ce personnel continuera à remplir ses fonctions tant que cela sera nécessaire et il pourra ensuite se retirer lorsque le commandant en chef le jugera possible.

Les belligérants doivent assurer à ce personnel tombé entre leurs mains la jouissance intégrale de son traitement.

ART. 8. — Les marins et les militaires embarqués, blessés ou malades, à quelque nation qu'ils appartiennent, seront protégés et soignés par les capteurs.

ART. 9. — Sont prisonniers de guerre les naufragés, blessés ou malades d'un belligérant qui tombent au pouvoir de l'autre. Il appartient à celui-ci de décider suivant les circonstances s'il convient de les garder, de les diriger sur un port de sa nation, sur un port neutre ou même sur un port de l'adversaire.

Dans ce dernier cas, les prisonniers ainsi rendus à leur pays ne pourront servir pendant la durée de la guerre.

ART. 10. (1)-- Les naufragés, blessés ou malades qui sont débarqués dans un port neutre, du consentement de l'autorité locale, devront à moins d'un arrangement contraire de l'Etat neutre avec les Etats belligérants, être gardés par l'Etat neutre de manière qu'ils ne puissent pas de nouveau prendre part aux opérations de la guerre.

Les frais d'hospitalisation et d'internement seront supportés par l'Etat dont relèvent les naufragés, blessés ou malades.

ART. 11. — Les règles contenues dans les articles ci-dessus ne sont obligatoires que pour les Puissances contractantes, en cas de guerre entre deux ou plusieurs d'entre elles.

Les dites règles cesseront d'être obligatoires du moment où dans une guerre entre des Puissances contractantes, une Puissance non contractante se joindrait à l'un des belligérants.

ART. 12. — La présente convention sera ratifiée dans le plus bref délai possible.

Les ratifications seront déposées à La Haye.

Il sera dressé du dépôt de chaque ratification un procès-verbal dont une copie certifiée conforme sera

1. Cet article fut par la suite supprimé de la convention.

remise par la voie diplomatique à toutes les Puissances contractantes.

ART. 13. — Les Puissances non signataires qui auront accepté la convention de Genève du 22 août 1864 seront admises à adhérer à la présente convention.

Elles auront, à cet effet, à faire connaître leur adhésion aux Puissances contractantes au moyen d'une notification écrite adressée au Gouvernement des Pays-Bas et communiquée par celui-ci à toutes les autres Puissances contractantes.

ART. 14. — S'il arrivait qu'une des Hautes Parties contractantes dénonçât la présente convention, cette dénonciation ne produirait ses effets qu'un an après la notification faite par écrit au Gouvernement des Pays-Bas et communiquée immédiatement par celui-ci à toutes les autres Puissances contractantes.

Cette dénonciation ne produira ses effets qu'à l'égard de la Puissance qui l'aura notifiée.

ANNEXE IV

Convention pour l'adaptation à la guerre maritime des principes de la Convention de Genève du 6 juillet 1906 (1).

ARTICLE PREMIER (2). — « Les bâtiments-hôpitaux militaires, c'est-à-dire les bâtiments construits ou

1. Louis Renault, *opus cit.*, p. 133 et suivantes. Deuxième Conférence internationale de la Paix, La Haye, 15 juin-18 octobre 1907.

2. Les articles et les fragments d'articles entre guillemets sont ceux

aménagés par les Etats spécialement et uniquement en vue de porter secours aux blessés, malades et naufragés et dont les noms auront été communiqués à l'ouverture ou au cours des hostilités, en tout cas avant toute mise en usage aux Puissances belligérantes, sont respectés et ne peuvent être capturés pendant la durée des hostilités. »

« Ces bâtiments ne sont pas non plus assimilés aux navires de guerre au point de vue de leur séjour dans un port neutre. »

ART. 2. — « Les bâtiments hospitaliers, équipés en totalité ou en partie aux frais des particuliers ou des sociétés de secours officiellement reconnues sont également respectés et exempts de capture, si la Puissance belligérante dont ils dépendent leur a donné une commission officielle et en a notifié les noms à la Puissance adverse à l'ouverture ou au cours des hostilités, en tout cas avant toute mise en usage. »

« Ces navires doivent être porteurs d'un document de l'autorité compétente, déclarant qu'ils ont été soumis à son contrôle pendant leur armement et à leur départ final. »

ART. 3. — « Les bâtiments hospitaliers, équipés en totalité ou en partie aux frais des particuliers ou des sociétés officiellement reconnues de pays neutres,

de la convention de 1899 conservés identiques par la convention de 1907.

sont respectés et exempts de capture » à condition qu'ils se soient mis sous la direction de l'un des belligérants avec l'assentiment préalable de leur propre Gouvernement et avec l'autorisation du belligérant lui-même et que ce dernier en ait notifié le nom à son adversaire dès l'ouverture ou dans le cours des hostilités, en tout cas avant tout emploi.

ART. 4. — « Les bâtiments qui sont mentionnés dans les articles 1, 2 et 3, porteront secours et assistance aux blessés, malades et naufragés des belligérants sans distinction de nationalité. »

« Les Gouvernements s'engagent à n'utiliser ces bâtiments pour aucun but militaire. »

« Ces bâtiments ne devront gêner en aucune manière les mouvements des combattants. »

« Pendant et après le combat, ils agiront à leurs risques et périls. »

« Les belligérants auront sur eux le droit de contrôle et de visite ; ils pourront refuser leur concours, leur enjoindre de s'éloigner, leur imposer une direction déterminée et mettre à bord un commissaire, même les détenir si la gravité des circonstances l'exigeait. »

« Autant que possible, les belligérants inscriront sur le journal de bord des bâtiments hospitaliers les ordres qu'ils leur donneront. »

ART. 5. — « Les bâtiments-hôpitaux militaires seront distingués par une peinture extérieure blan-

che avec une bande horizontale verte d'un mètre et demi de largeur environ. »

« Les bâtiments qui sont mentionnés dans les articles 2 et 3 seront distingués par une peinture extérieure blanche avec une bande horizontale rouge d'un mètre et demi de largeur environ. »

« Les embarcations des bâtiments qui viennent d'être mentionnés, comme les petits bâtiments qui pourront être affectés au service hospitalier, se distingueront par une peinture analogue. »

« Tous les bâtiments hôpitaux se feront reconnaître en hissant avec leur pavillon national le pavillon blanc à croix rouge prévu par la convention de Genève » et en outre s'ils ressortissent à un Etat neutre, en arborant au grand mât le pavillon national du belligérant sous la direction duquel ils se sont placés.

Les bâtiments hospitaliers qui dans les termes de l'article 4 sont détenus par l'ennemi auront à rentrer le pavillon national du belligérant dont ils relèvent.

Les bâtiments et embarcations ci-dessus mentionnés qui veulent s'assurer la nuit le respect auquel ils ont droit, ont avec l'assentiment du belligérant qu'ils accompagnent à prendre les mesures nécessaires pour que la peinture qui les caractérise soit suffisamment apparente.

ART. 6. — Les signes distinctifs prévus à l'article 5 ne pourront être employés soit en temps de paix,

soit en temps de guerre que pour protéger ou désigner les bâtiments qui y sont mentionnés.

ART. 7. — Dans le cas d'un combat à bord d'un vaisseau de guerre, les infirmeries seront respectées et ménagées autant que faire se pourra.

Ces infirmeries et leur matériel demeurent soumis aux lois de la guerre mais ne pourront être détournés de leur emploi tant qu'ils seront nécessaires aux blessés et malades.

Toutefois le commandant qui les a en son pouvoir a la faculté d'en disposer en cas de nécessité militaire importante, en assurant au préalable le sort des blessés et malades qui s'y trouvent.

ART. 8. — La protection due aux bâtiments hospitaliers et aux infirmeries des vaisseaux cesse si l'on en use pour commettre des actes nuisibles à l'ennemi.

N'est pas considéré comme étant de nature à justifier le retrait de la protection le fait que le personnel de ces bâtiments et infirmeries est armé pour le maintien de l'ordre et pour la défense des blessés ou malades ainsi que le fait de la présence à bord d'une installation radio-télégraphique.

ART. 9. — Les belligérants pourront faire appel au zèle charitable des commandants de bâtiments de commerce, yachts ou embarcations neutres pour prendre à bord et soigner des blessés et des malades.

Les bâtiments qui auront répondu à cet appel ainsi que ceux qui spontanément auront recueilli des bles-

sés, des malades ou des naufragés jouiront d'une protection spéciale et de certaines immunités. En aucun cas ils ne pourront être capturés pour le fait d'un tel transport ; mais sauf les promesses qui leur auraient été faites, ils restent exposés à la capture pour les violations de neutralité qu'ils pourraient avoir commises.

ART. 10. — « Le personnel religieux, médical et hospitalier de tout bâtiment capturé est inviolable et ne peut être fait prisonnier de guerre. Il emporte en quittant le navire les objets et les instruments de chirurgie qui sont sa propriété particulière. »

« Ce personnel continuera à remplir ses fonctions tant que cela sera nécessaire et il pourra ensuite se retirer lorsque le commandant en chef le jugera possible. »

« Les belligérants doivent assurer à ce personnel tombé entre leurs mains » les mêmes allocations et la même solde qu'au personnel des mêmes grades de leur propre marine.

ART. 11. — Les marins et les militaires embarqués et les autres personnes officiellement attachés aux marines et aux armées, blessés ou malades à quelque nation qu'ils appartiennent, seront respectés et soignés par les capteurs.

ART. 12. — Tout vaisseau de guerre d'une partie belligérante peut réclamer la remise des blessés, malades ou naufragés qui sont à bord de bâtiments-

hôpitaux militaires, de bâtiments hospitaliers de société de secours ou de particuliers, de navires de commerce, yachts et embarcations, quelle que soit la nationalité de ces bâtiments.

ART. 13. — Si des blessés, malades ou naufragés sont recueillis à bord d'un vaisseau de guerre neutre, il devra être pourvu, dans la mesure du possible, à ce qu'ils ne puissent pas de nouveau prendre part aux opérations de la guerre.

ART. 14. — « Sont prisonniers de guerre les naufragés, blessés ou malades d'un belligérant qui tombent au pouvoir de l'autre. Il appartient à celui-ci de décider suivant les circonstances s'il convient de les garder, de les diriger sur un port de sa nation, sur un port neutre ou même sur un port de l'adversaire. Dans ce dernier cas les prisonniers ainsi rendus à leur pays ne pourront servir pendant la durée de la guerre. »

ART. 15. — « Les naufragés, blessés ou malades qui sont débarqués dans un port neutre, du consentement de l'autorité locale, devront à moins d'un arrangement contraire de l'Etat neutre avec les Etats belligérants, être gardés par l'Etat neutre de manière qu'ils ne puissent pas de nouveau prendre part aux opérations de la guerre. »

« Les frais d'hospitalisation et d'internement seront supportés par l'Etat dont relèvent les naufragés, blessés ou malades. »

ART. 16. — Après chaque combat, les deux parties belligérantes en tant que les intérêts militaires le comportent, prendront les mesures pour rechercher les naufragés, les blessés et les malades, et pour les faire protéger, ainsi que les morts contre le pillage et les mauvais traitements.

Elles veilleront à ce que l'inhumation, l'immersion ou l'incinération des morts soit précédée d'un examen attentif de leurs cadavres.

ART. 17. — Chaque belligérant enverra dès qu'il sera possible aux autorités de leur pays, de leur marine ou de leur armée, les marques ou pièces militaires d'identité trouvées sur les morts et l'état nominatif des blessés ou malades recueillis par lui.

Les belligérants se tiendront réciproquement au courant des internements et des mutations, ainsi que des entrées dans les hôpitaux et des décès survenus parmi les blessés et malades en leur pouvoir. Ils recueilleront tous les objets d'un usage personnel, valeurs, lettres, etc., qui seront trouvés dans les vaisseaux capturés ou délaissés par les blessés ou malades décédés dans les hôpitaux, pour les faire transmettre aux intéressés par les autorités de leur pays.

ART. 18. — Les dispositions de la présente convention ne sont applicables qu'entre les puissances contractantes et seulement si les belligérants sont tous parties à la convention.

ART. 19. — Les commandants en chef des flottes des belligérants auront à pourvoir aux détails d'exécution des articles précédents, ainsi qu'aux cas non prévus, d'après les instructions de leurs Gouvernements respectifs et conformément aux principes généraux de la présente convention.

ART. 20. — Les Puissances signataires prendront les mesures nécessaires pour instruire leurs marines, et spécialement le personnel protégé, des dispositions de la présente convention et pour les porter à la connaissance des populations.

ART. 21. — Les Puissances signataires s'engagent également à prendre ou à proposer à leurs législatures, en cas d'insuffisance de leurs lois pénales, les mesures nécessaires pour réprimer en temps de guerre, les actes individuels de pillage et de mauvais traitements envers des blessés et malades des marines, ainsi que pour punir, comme usurpation d'insignes militaires, l'usage abusif des signes distinctifs, désignés à l'article 5, par des bâtiments non protégés par la présente convention.

Ils se communiqueront, par l'intermédiaire du gouvernement des Pays-Bas, les dispositions relatives à cette répression, au plus tard dans les cinq ans de la ratification de la présente convention.

ART. 22. — En cas d'opérations de guerre entre les forces de terre et de mer des belligérants, les dispo-

sitions de la présente convention ne seront applicables qu'aux forces embarquées.

ART. 23. — La présente convention sera ratifiée aussitôt que possible.

Les ratifications seront déposées à La Haye.

Le premier dépôt de ratifications sera constaté par un procès-verbal signé par les représentants des Puissances qui y prennent part et par le ministre des Affaires Etrangères des Pays-Bas.

Les dépôts ultérieurs de ratifications se feront au moyen d'une notification écrite, adressée au Gouvernement des Pays-Bas et accompagnée de l'instrument de ratification.

Copie certifiée conforme du procès-verbal relatif au premier dépôt de ratifications, des notifications mentionnées à l'alinéa précédent, ainsi que des instruments de ratification, sera immédiatement remise par les soins du Gouvernement des Pays-Bas et par la voie diplomatique aux Puissances conviées à la deuxième Conférence de la Paix, ainsi qu'aux autres Puissances qui auront adhéré à la convention. Dans les cas visés par l'alinéa précédent, ledit Gouvernement leur fera connaître en même temps la date à laquelle il a reçu la notification.

ART. 24. — Les Puissances non signataires qui auront accepté la convention de Genève du 6 juillet 1906, sont admises à adhérer à la présente convention.

La Puissance qui désire adhérer, notifie par écrit

son intention au Gouvernement des Pays-Bas en lui transmettant l'acte d'adhésion qui sera déposé dans les archives dudit Gouvernement.

Ce Gouvernement transmettra immédiatement à toutes les autres Puissances copie certifiée conforme de la notification ainsi que de l'acte d'adhésion, en indiquant la date à laquelle il a reçu la notification.

ART. 25. — La présente convention, dûment ratifiée, remplacera dans les rapports entre les Puissances contractantes la convention du 29 juillet 1899 pour l'adaptation à la guerre maritime des principes de la convention de Genève.

La convention de 1899 reste en vigueur dans les rapports entre les Puissances qui l'ont signée et qui ne ratifieraient pas également la présente convention.

ART. 26. — La présente convention produira effet pour les Puissances qui auront participé au premier dépôt de ratifications, soixante jours après la date du procès-verbal de ce dépôt, et, pour les Puissances qui ratifieront ultérieurement ou qui adhéreront, soixante jours après que la notification de leur ratification ou de leur adhésion aura été reçue par le Gouvernement des Pays-Bas.

ART. 27. — S'il arrivait qu'une des Puissances contractantes voulût dénoncer la présente convention, la dénonciation sera notifiée par écrit au Gouvernement des Pays-Bas, qui communiquera immédiate-

ment copie certifiée conforme de la notification à toutes les autres Puissances en leur faisant savoir la date à laquelle il l'a reçue.

La dénonciation ne produira ses effets qu'à l'égard de la Puissance qui l'aura notifiée et un an après que la notification en sera parvenue au Gouvernement des Pays-Bas.

ART. 28. — Un registre tenu par le ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas indiquera la date du dépôt des ratifications effectué en vertu de l'article 23, alinéas 3 et 4, ainsi que la date à laquelle auront été reçues les notifications d'adhésion (article 24, alinéa 2) ou de dénonciation (article 27, alinéa 1).

Chaque Puissance contractante est admise à prendre connaissance de ce registre et à en demander des extraits certifiés conformes.

ANNEXE V

Convention relative à certaines restrictions à l'exercice du droit de capture dans la guerre maritime (1).

CHAPITRE PREMIER

De la correspondance postale.

ARTICLE PREMIER. — La correspondance postale des neutres ou des belligérants, quel que soit son caractère officiel ou privé, trouvée en mer sur un navire neutre ou ennemi, est inviolable. S'il y a saisie du navire, elle est expédiée avec le moins de retard possible par le capteur.

Les dispositions de l'alinéa précédent ne s'appliquent pas, en cas de violation de blocus, à la correspondance qui est à destination ou en provenance du port bloqué.

ART. 2. — L'inviolabilité de la correspondance postale ne soustrait pas les paquebots-poste neutres aux lois et coutumes de la guerre sur mer concernant les navires de commerce neutres en général. Toutefois, la visite n'en doit être effectuée qu'en cas de nécessité, avec tous les ménagements et toute la célérité possibles.

1. Louis Renault, *opus cit.*, p. 142 et suiv. Deuxième Conférence internationale de la Paix. La Haye, 15 juin-18 octobre 1907.

CHAPITRE II

De l'exemption de capture pour certains bateaux.

ART. 3. — Les bateaux exclusivement affectés à la pêche côtière ou à des services de petite navigation locale sont exempts de capture, ainsi que leurs engins, agrès, appareils et chargement.

Cette exemption cesse de leur être applicable dès qu'ils participent d'une façon quelconque aux hostilités.

Les Puissances contractantes s'interdisent de profiter du caractère inoffensif desdits bateaux pour les employer dans un but militaire en leur conservant leur apparence pacifique.

ART. 4. — Sont également exempts de capture les navires chargés de missions religieuses, scientifiques ou philanthropiques

CHAPITRE III

Du régime des équipages des navires de commerce ennemis capturés par un belligérant.

ART. 5. — Lorsqu'un navire de commerce ennemi est capturé par un belligérant, les hommes de son équipage, nationaux d'un Etat neutre, ne sont pas faits prisonniers de guerre.

Il en est de même du capitaine et des officiers,

également nationaux d'un Etat neutre, s'ils promettent formellement par écrit de ne pas servir sur un navire ennemi pendant la durée de la guerre.

ART. 6. — Le capitaine, les officiers et les membres de l'équipage, nationaux de l'Etat ennemi, ne sont pas faits prisonniers de guerre, à condition qu'ils s'engagent, sous la foi d'une promesse formelle écrite, à ne prendre, pendant la durée des hostilités, aucun service ayant rapport avec les opérations de la guerre.

ART. 7. — Les noms des individus laissés libres dans les conditions visées à l'article 5, alinéa 2, et à l'article 6, sont notifiés par le belligérant capteur à l'autre belligérant. Il est interdit à ce dernier d'employer sciemment lesdits individus.

ART. 8. — Les dispositions des trois articles précédents ne s'appliquent pas aux navires qui prennent part aux hostilités.

CHAPITRE IV

Dispositions finales.

ART. 9. — Les dispositions de la présente convention ne sont applicables qu'entre les Puissances contractantes et seulement si les belligérants sont tous parties à la convention.

ART. 10. — Voir annexe IV, article 23.

ART. 11. — Les Puissances non signataires sont admises à adhérer à la présente convention.

La Puissance qui désire adhérer notifie par écrit son intention au Gouvernement des Pays-Bas en lui transmettant l'acte d'adhésion qui sera déposé dans les archives dudit Gouvernement.

Ce Gouvernement transmettra immédiatement à toutes les autres Puissances copie certifiée conforme de la notification ainsi que de l'acte d'adhésion, en indiquant la date à laquelle il a reçu la notification.

ART. 12. — Voir Annexe IV, article 26.

ART. 13. — Voir Annexe IV, article 27.

ART. 14. — Un registre tenu par le ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas indiquera la date du dépôt des ratifications effectué en vertu de l'article 10, alinéas 3 et 4, ainsi que la date à laquelle auront été reçues les notifications d'adhésion (article 11, alinéa 2) ou de dénonciation (article 13, alinéa 1).

Chaque Puissance contractante est admise à prendre connaissance de ce registre et à en demander des extraits certifiés conformes.

BIBLIOGRAPHIE (1)

- Actes et Documents de la deuxième Conférence de La Haye, 1907, t. 1, III.
- BARBOUX. — Jurisprudence du Conseil des prises pendant la guerre de 1870-1871 (1872).
- BLÜNTSCHLI. — Du droit de bulin en général et spécialement du droit de prise maritime. R. D. I., t. IX.
- DE BOECK. — La propriété privée ennemie sous pavillon ennemi, 1882.
- BULMERINCQ. — Le droit des prises maritimes. R. D. I., t. X, XI, XII, XIII et XIV.
- CALVO. — Le droit international théorique et pratique, 4^e éd., 1888.
- CAUCHY. — Du respect de la propriété privée en temps de guerre maritime, 1866.
- G. CAUVÈS. — L'extension des principes de la Convention de Genève aux guerres maritimes. Paris, 1899.
- DE CLERCQ. — Recueil des traités de la France.
- DESJARDINS. — Traité de droit commercial maritime.
- DESPAGNET. — Cours de droit international public, 4^e édit., 1910.
- CH. DUPUIS. — Le droit de la guerre maritime d'après les doctrines anglaises contemporaines, 1899.

1. *Abréviations* : R. D. I. : Revue de droit international et de législation comparée.

R. D. I. P. : Revue générale de droit international public.

- CH. DUPUIS. — Le droit de la guerre maritime d'après les
Conférences de La Haye et de Londres, 1911.
- FAUCHILLE ET POLITIS. — Manuel de la Croix-Rouge, 1909.
- FUNCK-BRENTANO. — La déclaration de Paris du 16 avril
1856 et son application dans les temps modernes.
R. D. I. P., t. I, p. 324.
- GEFFKEN. — La guerre maritime de l'avenir. R. D. I., t. XX.
- GESSNER. — Les grandes puissances et la réforme du droit
international maritime. R. D. I., t. X.
- HAUTEFEUILLE. — Propriétés privées des sujets belligé-
rants sur mer. Paris, 1860.
- DE LAVELAYE. — Du respect de la propriété privée sur
mer en temps de guerre. R. D. I., t. VII.
- Livre jaune de la première Conférence de la Paix (1899).
La Conférence internationale de la Paix (1899) (Ministère
des Affaires étrangères, nouvelle édition).
- DE MARTENS. — Recueil et nouveau recueil de traités.
- F. DE MARTENS. — Du droit de propriété privée en temps
de guerre, 1869.
- MASSÉ. — Le droit commercial dans ses rapports avec le
droit des gens et le droit civil (1844-1848).
- G. MOYNIER. — La revision de la Convention de Genève.
Genève, 1898.
- ORTOLAN. — Règles internationales ou Diplomaties de la
mer, 4^e éd.
- PARDESSUS. — Collection des lois maritimes.
- PATERNOSTRO. — Delle prede, delle riprede e dei giudizi
relativi, 1879.
- PERELS. — Manuel de droit maritime international, 1884.
- PIEDELIEVRE. — Précis de droit international public, 1894.
- PIERANTONI. — Rapport sur les prises maritimes d'après
l'école et la législation italienne. R. D. I., t. VII.
- PISTOYE ET DUVERDY. — Traité des prises maritimes, éd.
aug., 1859.

RAYNAUD. — Du principe du droit de prise dans les guerres maritimes, 1900 (Thèse).

L. RENAULT. — Les deux Conférences de la Paix.

TRAVERS-TWIS. — Observations. R. D. I., t. VII, p. 677.

VALIN. — Commentaire sur l'ordonnance de 1681. Traité des prises. Pièces justificatives.

VIDARI. — Del rispetto della proprietà privata fra gli stati in guerra, 1867.

WESTLAKE. — Observations. R. D. I., t. VII, p. 681.

TABLE DES MATIÈRES

PREMIÈRE PARTIE

Du droit de prise dans la guerre maritime

	Pages
CHAPITRE I. — Du droit de prise dans la guerre maritime avant la seconde Conférence de la Paix de 1907	7
<i>Section I.</i> — Opinions des publicistes du XVIII ^e siècle	8
<i>Section II.</i> — Efforts effectués en faveur de l'inviolabilité de la propriété privée sur mer .	10
<i>Section III.</i> — Opinions des publicistes du XIX ^e siècle.	16
CHAPITRE II. — Le droit de prise dans la guerre maritime à la seconde Conférence de la Paix de 1907.	19
<i>Section I.</i> — Thèses soutenues en faveur de l'inviolabilité de la propriété privée sur mer .	19
§ 1. — Thèses favorables sans réserves. . .	19
§ 2. — Thèses favorables mais avec réserves.	30
<i>Section II.</i> — Thèses favorables au maintien du droit de capture	31
§ 1. — Discours de M. Satow, délégué de la Grande-Bretagne	31
§ 2. — Discours de M. Renault, délégué de la France	33
§ 3. — Votes émis par la Conférence sur la question	40
§ 4. — Conclusion.	44

DEUXIÈME PARTIE

Restrictions au droit de prise dans la guerre maritime

CHAPITRE I. — Du régime des navires de commerce enne-	
mis au début des hostilités.	49
<i>Section I.</i> — Historique	49
<i>Section II.</i> — Régime des navires de commerce	
ennemis au début des hostilités, à la Con-	
férence de la Paix de 1907	52
CHAPITRE II. — Adaptation à la guerre maritime des	
principes de la convention de Genève	60
<i>Section I.</i> — Situation des blessés, malades et	
naufragés dans la guerre maritime avant la	
Conférence de La Haye de 1899	60
§ 1. — Période antérieure à la Conférence	
diplomatique de 1868	60
§ 2. — Conférence diplomatique de 1868 . .	64
§ 3. — Pratique suivie entre 1868 et 1899. .	68
<i>Section II.</i> — Situation des blessés, des malades	
et des naufragés dans la guerre maritime, à	
la Conférence de la Paix de 1899	73
§ 1. — Bâtiments employés à un service hos-	
pitalier	75
A. — Bâtiments-hôpitaux militaires appar-	
tenant aux belligérants.	75
B — Bâtiments hospitaliers appartenant à	
des particuliers des États belligérants .	76
C. — Bâtiments hospitaliers équipés soit	
par des particuliers, soit par des socié-	
tés appartenant à des pays neutres et	
officiellement reconnues par eux. . . .	77

D. — Obligations communes aux bâtiments des trois catégories	78
E. — Signes distinctifs des bâtiments hos- pitaliers.	79
F. — Bâtiments de commerce, yachts ou embarcations neutres portant ou recueil- lant des blessés	80
§ 2. — Personnel charitable	81
§ 3. — Condition des blessés, malades ou nau- fragés.	82
<i>Section III. — Situation des blessés, des malades et des naufragés dans la guerre maritime à la Conférence de la Paix de 1907</i>	<i>86</i>
§ 1. — Bâtiments employés à un service hos- pitalier	87
§ 2. — Personnel charitable	92
§ 3. — Condition des blessés, malades et nau- fragés	101
CHAPITRE III. — Correspondance postale	101
§ 1. — Historique	101
§ 2. — Seconde Conférence de la Paix, 1907.	104
CHAPITRE IV. — Pêche côtière.	109
§ 1. — Historique	109
§ 2. — Seconde Conférence de la Paix, 1907.	117
CHAPITRE V. — Navires chargés de missions religieuses, scientifiques ou philanthropiques	120
CHAPITRE VI. — Régime des équipages des navires de commerce ennemis capturés par un belligérant.	124
CONCLUSION	135
ANNEXE I. — Convention relative au régime des navires de commerce ennemis au début des hostilités.	137
ANNEXE II. — Articles additionnels à la convention du 22 août 1864, signés à Genève le 20 octobre 1868 (Art. 6 à 14 relatifs à la guerre maritime).	141

ANNEXE III. — Convention pour l'adaptation à la guerre maritime des principes de la convention de Genève du 22 août 1864	145
ANNEXE IV. — Convention pour l'adaptation à la guerre maritime des principes de la convention de Genève du 6 juillet 1906	150
ANNEXE V. — Convention relative à certaines restric- tions à l'exercice du droit de capture dans la guerre maritime	162

